



Bimensuel - N° 70 du 21 février 1980

● 7 ff - 4 fs - 50 fb ●

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

**Les PC européens secoués
par l'intervention soviétique**



El Salvador : La marche à l'affrontement



INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

SOMMAIRE

Page 3	AFGHANISTAN Les PC européens secoués par l'intervention soviétique Anna LIBERA
Page 9	Résolutions minoritaires sur l'Afghanistan présentées au Secrétariat unifié du 26 au 29 janvier 1980
Page 17	IRAN Le débat sur la libération des otages
Page 18	Le shora islamique de la «General Motors»
Page 19	Interview des étudiants islamiques à l'ambassade des Etats-Unis
Page 23	TUNISIE Halte aux interventions de l'impérialisme français Déclarations du Groupe marxiste-révolutionnaire tunisien et du Bureau politique de la LCR
Page 24	ZIMBABWE Les masses se mobilisent contre le plan néo-colonial
Page 25	CANADA Plateforme électorale de la LOR-RWL
Page 30	FEMMES Le 8 mars : le droit à l'emploi des femmes, une lutte internationale Jacqueline HEINEN
Page 35	Un livre de base pour les marxistes-révolutionnaires : «Histoire de l'Internationale communiste» par Pierre FRANK
Page 37	EL SALVADOR La marche à l'affrontement Michel ROVERE
Page 44	PEROU «Por un gobierno de los trabajadores sin generales ni patrones» Jean-Pierre RIEL
Page 48	Cerné par les chars, Hugo Blanco fait la grève de la faim

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale.

Abonnement 1an 25 numéros:

130 FRANCS français, 60 FRANCS suisses, 900 FRANCS belges
(Canada : 35 dollars canadiens; 45 par avion;
USA : 30 dollars US, 40 dollars par avion)

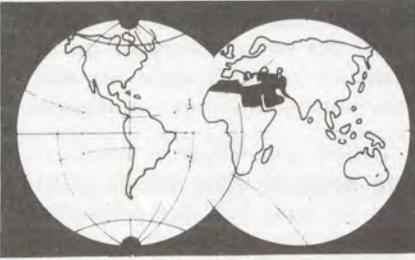
Nom
Prénom
Adresse
Pays

VERSEMENT .

Chèques Postaux ou bancaires
à l'ordre de Pascal Henn, adresses
à Inprecor - BP 57 - 93101 -
MONTREUIL Cedex - France

ou

Virement à l'ordre de SCHOLTZ -
rue Josse Impens 127 -
BRUXELLES - Belgique -
N. 000-1085001-56
(envoyer copie à Inprecor
Montreuil)



Les PC européens secoués par l'intervention soviétique

Anna LIBERA

L'ENTREE des chars soviétiques dans les faubourgs de Kaboul a suscité, comme on pouvait s'y attendre, des réactions aussi vives que diversifiées de la part des partis communistes dans le monde. Réactions qui traduisent aussi bien les difficultés de la bureaucratie soviétique à faire l'unanimité même des partis communistes d'Europe de l'Est, que les contradictions des partis communistes qui se disent eurocommunistes. Si la plupart des PC au pouvoir dans les démocraties populaires ont approuvé l'intervention soviétique, ils n'ont cependant pas masqué les inquiétudes que leur inspire la nouvelle tension dans les relations internationales qui en découle. Le parti communiste roumain a, pour sa part, condamné l'intervention, de même que la Ligue des communistes yougoslaves, qui l'a fait en termes beaucoup plus violents, exigeant le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et avertissant qu'une intervention similaire en Yougoslavie se heurterait à la résistance armée du parti et de la population.

C'est la réaction des PC occidentaux qui a le plus retenu l'attention et suscité de réflexion sur la « mort prématurée » de l'eurocommunisme et autres conclusions hâtives. Il est vrai qu'entre le voyage triomphal de Georges Marchais à Moscou

début janvier et la prestation d'Enrico Berlinguer au Parlement européen de Strasbourg, l'eurocommunisme semblait faire un grand écart périlleux pour son existence même.

Quelles ont été les prises de position de ces différents partis communistes ?

Le lendemain de l'intervention soviétique, *l'Humanité*, organe du PC français, garde un silence prudent, se contentant de donner la nouvelle tout en ajoutant que « l'opération n'était pas confirmée à Moscou ». Le moment était mal choisi pour affirmer une position : c'était la trêve de fin d'année et Marchais se trouvait en visite à Cuba.

Dans *l'Humanité* du lendemain 29 décembre, Yves Moreau justifie l'intervention en termes encore embarrassés, faisant tout un développement qui ajoute au principe de la « non ingérence » - dont le PCF se réclame et qui l'embarrasse bien en l'occurrence - celui du « droit naturel de légitime défense individuelle et collective », affirmée dans la Charte de l'ONU. « Pour les communistes français » poursuit-il, « ce sont deux règles essentielles des relations internationales. La première doit permettre notamment à tous les Etats d'exercer pleinement leur souveraineté et à tous les peuples de déterminer librement leur statut politique, leur régime économique et social. La seconde règle ne contredit pas, mais au contraire complète la

première, elle garantit en effet à tout Etat la possibilité de se prémunir contre les ingérences extérieures en faisant appel à ses alliés. Les Soviétiques, on le sait, disent avoir répondu à un tel appel en Afghanistan, conformément au traité conclu en décembre 1978 entre les deux pays ».

Il trace là les premiers éléments de la ligne qui sera adoptée par la direction du PCF et défendue avec un éclat tonitruant par Georges Marchais.

Rentré en hâte de Cuba, celui-ci accrédite immédiatement la thèse soviétique de l'assistance militaire accordée sur demande du gouvernement afghan (et pourtant la première action des Soviétiques sera de liquider ce gouvernement !). Il agrmente le tout d'une analyse internationale catastrophiste qui présente l'impérialisme « aux abois » et en conclut à la nécessité pour les communistes de « choisir leur camp ». Pour bien montrer où est le sien Marchais se précipite avec forte publicité à Moscou où il aura des longs entretiens avec les dirigeants soviétiques, et Brejnev en personne. D'un studio de la télévision soviétique il expédie quelques insultes bien senties aux hommes politiques français qui critiquent sa position, ce qu'il renouvellera quelques jours plus tard lors d'une émission de la télévision française, avec l'aplomb qui est désormais le sien.

L'Humanité du 11 janvier publie sur une page entière le communiqué commun PCUS-PCF qui constate un accord total entre les deux partis sur la situation internationale, sans mentionner pour autant directement l'Afghanistan.

Pour la direction du PCF donc, les choses sont simples : les forces de la révolution sont à l'assaut partout dans le monde; l'impérialisme aux abois tente de fomenter des agressions réactionnaires; l'URSS en bon internationaliste se porte au secours des peuples menacés sur leur demande. Face à une telle accentuation des antagonismes, les communistes doivent choisir clairement le camp de la révolution, qui est celui de l'URSS.

En Europe occidentale, seuls les partis communistes ouest-allemand et portugais ont pris une position similaire (sans pour autant lui donner le même relief que le PCF). Pour Alvaro Cunhal, «*la présence des troupes soviétiques répond à une demande formulée par le gouvernement afghan dans le cadre d'un accord signé entre les deux pays.*» En conséquence : «*En dépit des campagnes menées par les pays impérialistes, dont l'objectif, peut-être, est de cacher leur propres contradictions, la révolution afghane triomphera*» (1).

Le reste des PC occidentaux, ainsi que les PC mexicain et japonais ont, par contre, condamné sans appel l'intervention et se sont prononcés pour le retrait des troupes soviétiques de ce pays (presque tous dans un second temps).

Dans les premiers jours de janvier, le PC britannique condamnait sévèrement l'entrée des chars soviétiques à Kaboul au nom du respect de la non-ingérence; c'est le 14 janvier dans un éditorial du *Morning Star* que le PCGB prenait position pour le retrait des troupes. Dans cet éditorial, il «*exprime sa solidarité avec la révolution démocratique, anti-féodale et anti-impérialiste du peuple afghan*» dont «*les problèmes complexes ne peuvent justifier l'intervention militaire d'un autre Etat*», c'est pourquoi «*nous*

sommes en désaccord avec l'intervention militaire soviétique en Afghanistan et demandons le retrait de ces forces» (2).

Les partis communistes belge, hollandais, scandinaves, luxembourgeois et finlandais adoptaient une position similaire. Pour des raisons évidentes liées aussi bien à leur engagement plus avancé sur la voie de l'eurocommunisme qu'à leur situation dans leurs pays respectifs, les directions des partis communistes espagnol et italien ont adopté des positions bien plus catégoriques, prolongées par des initiatives et un approfondissement de leur «mise à jour» politique et théorique. Le PCE, cependant, y a mis plus de nuances que le parti de Berlinguer.

Le 3 janvier, le PCE déclarait dans un éditorial de *Mundo Obrero* que «*l'entrée des troupes d'un pays dans un autre pays viole les principes de souveraineté et d'indépendance et contribue à tendre les relations internationales, créant de nouveaux dangers pour la paix mondiale*». Il condamnait cette intervention mais centrait tout sur la dénonciation de l'impérialisme : «*Les Etats-Unis et les autres puissances appartenant à l'OTAN n'ont pas d'autorité morale pour reprocher à l'Union soviétique son intervention militaire en Afghanistan.*» Au fil des jours, la direction du PCE précisera ses critiques à l'égard de l'URSS (sans pour autant cesser de les mettre en balance avec la dénonciation de l'action de l'impérialisme). Ainsi Azcarate, responsable des questions internationales, explique : «*Il est inadmissible qu'une grande puissance, en invoquant le nom du socialisme, utilise la force pour imposer sa volonté à un pays voisin. C'est violer les principes d'indépendance et*

de non-ingérence. C'est également un comportement en opposition radicale avec les idées fondamentales du marxisme.

L'Union soviétique a démontré une nouvelle fois que sa politique se base sur des considérations militaires de grande puissance, et qu'elle méprise les intérêts des peuples.» (3)

Si Carrillo a déclaré devant les représentants de la presse étrangère à Madrid que l'URSS a fait preuve d'«hégémonisme» et d'«expansionnisme», la critique du PCE a, dans l'ensemble, été assez mesurée. C'est que la condamnation de l'intervention soviétique n'a pas fait, loin s'en faut, l'unanimité dans le parti et Carrillo a dû la défendre devant des assemblées houleuses, comme en Catalogne et en Galice par exemple, ce qui l'a amené à «équilibrer» ses jugements. Il expliquait fin janvier, à une assemblée de militants en Galice : «*Il y a sans doute eu interférence préalable de la CIA et des Américains. Mais répliquer à une telle action par une intervention militaire, c'est tout de même exagéré. Ce qui est tragique quand un pays intervient dans un autre pays, c'est qu'il lui est ensuite difficile de se retirer. Je ne dis pas qu'il faille donner des garanties à l'URSS pour qu'elle rapatrie ses troupes d'Afghanistan. Mais peut-être faudrait-il lui donner l'assurance que l'indépendance de l'Iran sera préservée.*» Il concluait : «*les meilleurs défenseurs de l'URSS c'est nous car nous voulons éviter qu'elle soit isolée.*» (4)

Cependant le secrétaire du PCE qui rencontrait Berlinguer à Rome fin janvier pouvait déclarer : «*Nous ne sommes pas à mi-chemin entre Marchais et Berlinguer. Nous sommes décidément et sans aucun doute du côté du PCI dont nous partageons entièrement la ligne*» (5). Et le communiqué commun du PCE et du PCI condamne fermement l'intervention soviétique et conclut : «*Dans ce contexte le PCI et le PCE notent que ces événements soulignent l'actualité d'une stratégie - celle de l'eurocommunisme - axée*

(1) Cité dans «Le Monde», 18/01/80.

(2) «Morning Star», 14/01/1980.

(3) Manuel Azcarate, interview à «Libération», 18/01/1980.

(4) Cité dans «Le Monde», 30/01/80.

(5) «La Repubblica», 27/01/1980.

sur l'entente des forces du mouvement ouvrier et démocratique de l'Europe occidentale et la nécessité de la développer au-delà.» (6)

Le PCI est celui qui est allé le plus loin, tant dans la condamnation de l'intervention soviétique que dans l'analyse des responsabilités de l'URSS dans l'aggravation des tensions internationales.

Le 6 janvier, le jour même où Berlinguer éconduit fraîchement Marchais qui, en route pour Moscou, avait fait escale à Rome pour le consulter, la direction du PCI publie sa première déclaration qui condamne l'intervention au nom de l'indépendance nationale et de la souveraineté des peuples, rappelant que les révolutions ne s'exportent pas plus que les contre-révolutions et dénonçant vigoureusement les dirigeants soviétiques qui s'enferment dans la logique des blocs et mettent en danger la détente. Cette déclaration ne parle pas du retrait des troupes et ne dit pas un mot contre les projets de l'impérialisme.

Quelques jours plus tard, Giancarlo Pajetta, ministre des Affaires étrangères du PCI explique les raisons de cette condamnation : «*On ne peut pas oublier que, sur les montagnes afghanes, on a perdu en plus des vies soviétiques et afghanes, des millions de consensus dans le monde entier, on a jeté la tourmente dans les consciences, on a démobilisé des forces qu'il faut au contraire rassembler et mobiliser si l'on veut, et c'est le cas, la coexistence pacifique et l'indépendance des peuples, la reprise du processus de détente et donc la garantie du désarmement (...)* En tant que communistes nous n'avons eu aucune crainte ni hésitation à traduire par notre condamnation de l'intervention soviétique et l'expression d'un désaccord sans équivoque avec les communistes d'URSS et d'autres pays du monde notre internationalisme et notre long engagement pour sauver la paix dans l'intérêt de notre pays et du monde entier.» (7)

Cette action pour «sauver la paix», la direction du PCI

la confie aux gouvernements bourgeois et à l'OTAN. C'est tout le sens de la motion en quatre points qu'il a présenté au Parlement de Strasbourg à majorité réactionnaire;

- le parlement condamne l'intervention de l'URSS en Afghanistan;
- il exige le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan;
- il demande aux pays européens membres de l'OTAN d'œuvrer dans cette instance pour faire prévaloir la ligne de la négociation;
- il invite le Conseil des ministres de la CEE à assumer une position commune en faveur de la détente.

Berlinguer en personne viendra défendre cette position qui fait la part si belle aux gouvernements impérialistes. Le PCI se ralliera à Strasbourg à une motion en tous points similaire à la sienne présentée par le groupe socialiste européen qui, pour des raisons de susceptibilité politique ne voulait pas voter un texte présenté par un PC.

Troisième temps dans la réaction du PCI, Berlinguer défend sa position devant une assemblée de secrétaires des fédérations provinciales de son parti où de nombreuses critiques se sont élevées contre la position de la direction par trop... alignée sur les gouvernements occidentaux. Il affirme que le PCI n'a pas une position neutre entre les USA

et l'URSS mais fait porter à l'URSS la responsabilité de la situation actuelle.

Berlinguer souligne tout d'abord quelques «erreurs» de l'administration Carter : sa façon de poser la question des droits de l'homme comme une «condition» à la poursuite de la détente (!); l'accord séparé entre l'Égypte et Israël sur le Moyen-Orient qui a contribué à accentuer la méfiance de l'URSS. Malgré ces erreurs il faut souligner, poursuit-il, que «ces positions américaines furent accompagnées d'une politique de non-intervention, encore moins militaire, dans les régions du monde où, pourtant se développaient et vainquaient des mouvements révolutionnaires (...) Dans le même temps l'URSS qui, certes, continuait à suivre une politique de développement de la détente en Europe (...) utilisait aussi certains facteurs objectifs de la situation (ce que l'on appelle le «complexe du Vietnam» des USA, la crise de prestige des USA à l'échelle mondiale) pour opérer quelques interventions directes et indirectes dans certaines régions de l'Asie et de l'Afrique (Angola, Éthiopie, Cambodge)» (8). C'est là qu'il faut rechercher les causes de l'aggravation de la situation internationale. Entre les «erreurs» de Carter et les interventions militaires de l'URSS, la balance penche nettement en défaveur de cette dernière aux yeux du secrétaire général du PCI.

◆ UNE «MORT PRÉMATURÉE» DE L'EUROCOMMUNISME ?

La cacophonie des prises de position des deux principaux partis eurocommunistes a amené plus d'un observateur et même d'un militant de ces partis à établir hâtivement le faire-part de l'eurocommunisme. Pourtant aucune réaction impressionniste ne permet d'expliquer sérieusement les phénomènes auxquels nous assistons actuellement. En effet, l'eurocommunisme n'est pas le choix subjectif d'un «bon» secrétaire général à

l'opposé d'un «méchant» stalinien; c'est un fait objectif, à la fois produit et réponse à la crise du stalinisme, auquel les PC de masse ne peuvent échapper sous peine d'un lourd prix à payer.

(6) «L'Unità», 27/01/1980.

(7) «Rinascita», 11/01/1980.

(8) «L'Unità», 27/01/1980.

Nous l'avons expliqué à partir des éléments suivants :

- 1) Le contrôle monolithique du Kremlin sur le Komin-tern portait en lui-même les germes de sa désintégration. L'orientation du socialisme dans un seul pays, utilisée pour justifier la soumission des PC à l'URSS, allait également nourrir la croissance des tendances nationalistes au sein des différents PC. Ce phénomène allait se manifester spécialement dans les PC les plus importants ayant leur propres liens avec leurs bourgeoisies. L'insertion plus profonde de ces PC dans leur société nationale, l'accroissement de leur poids électoral et de leur présence dans les institutions, le contrôle de nombreuses organisations de masse amènent les directions de ces PC à progressivement déterminer leurs positions politiques en fonction de leurs intérêts de bureaucratie nationale et non plus en fonction de la défense des intérêts du Kremlin. De même, elles réagissent de plus en plus aux événements internationaux à partir de leur situation politique intérieure.
- 2) Les partis eurocommunistes placent leur politique dans un cadre international qui est celui de la coexistence pacifique et du statu quo dans lequel ils attribuent un rôle important à l'Union soviétique. Mais, vu les mutations profondes survenues depuis la fin de la guerre, en particulier dans le tiers-monde, la coexistence ne peut plus se jouer à deux et le «camp progressiste» ne se limite plus aux pays «socialistes», mais inclut les mouvements de libération et des directions nationalistes petites-bourgeoises qui ont accédé au pouvoir, de même que les forces chrétiennes progressistes et socialistes du monde capitaliste.
- 3) La crise du système de domination stalinien dans les pays de l'Est (début de révolution politique en Pologne, Hongrie, puis Tchécoslovaquie) et les réponses brutales qu'y a apportées la bureaucratie du Kremlin ont profondément terni aux yeux des classes ouvrières occidentales le «modèle soviétique», au moment même où, dans leurs luttes, elles affirmaient des aspirations démocratiques et un potentiel anti-bureaucratique sans précédent. Ceci a amené les PC «eurocommunistes» à opérer une critique publique des aspects les plus répressifs de la dictature bureaucratique dans les pays de l'Est et à affirmer leur attachement au pluralisme et aux libertés.
- 4) L'eurocommunisme, du point de vue de sa stratégie, ne présente qu'une resucée des pires analyses révisionnistes prônant le gradualisme et la collaboration de classe défendues depuis des décennies par tous les PC et, aujourd'hui aussi par les PC qui défendent la bureaucratie du Kremlin. Ce qui est nouveau, c'est la théorisation de ces révisions (l'abandon du léninisme, de la dictature du prolétariat, la défense de l'Etat bourgeois comme cadre du passage graduel au socialisme, le rejet du «modèle» soviétique, la recherche d'une «troisième voie» entre la voie soviétique et la voie social-démocrate).

A partir de ce cadre commun les principaux partis eurocommunistes, le PCI et le PCF, ont plus ou moins développé leurs élaborations politiques et théoriques et leurs initiatives en fonction de leur propre histoire et de leurs situations respectives. Ceci est particulièrement clair dans le domaine de la politique internationale.

Le PCI, engagé dans ce processus depuis 1956 et les élaborations de Togliatti sur le polycentrisme, a opéré un *aggiornamento* sans douleur et a commencé à mettre en pratique une politique internationale correspondant à son projet gouvernemental du compromis historique, autour de quatre axes :

- a) la lutte pour le développement de la détente qui passe par le dépassement des blocs militaires et du partage du monde issus de la guerre; dans cette lutte un rôle essentiel revient à l'Europe qui doit se présenter comme un pôle autonome sur l'arène internationale;

- b) les relations avec le mouvement communiste international qui ne doivent plus passer par des conférences des PC patronnées par Moscou, mais par les rapports bilatéraux avec toutes les composantes : URSS, Chine, le Vietnam et la Yougoslavie (avec laquelle la Chine a retissé des liens par l'intermédiaire de Tito. Le PC chinois a envoyé une délégation au dernier congrès du PCI et une délégation de la FGCI a été invitée ces dernières semaines officiellement en Chine).

- c) les relations avec les pays du tiers-monde et les mouvements de libération avec lesquels les dirigeants du PCI entretiennent des rapports très serrés (Algérie, Angola, Erythrée, OLP, etc.).

- d) les relations avec la gauche et les mouvements progressistes européens. Comme aiment à le rappeler les responsables du PCI «*l'eurocommunisme n'est pas une alliance entre les partis communistes. Ce concept a toujours concerné l'ensemble de la gauche et des forces progressistes européennes.*» Et ces dernières années le PCI a développé les rapports et les débats avec les grands partis socialistes européens (PS français, espagnol et portugais, Parti travailliste britannique, le parti social-démocrate suédois et surtout le SPD allemand pour lequel Berlinguer ne cache pas son admiration).

Ces conceptions ont amené le PCI à plusieurs reprises à prendre des positions en opposition à la politique soviétique, car celle-ci lui semblait aller à l'encontre de la détente : demande du retrait des troupes soviétiques d'Ethiopie, condamnation de l'invasion du Cambodge par le Vietnam, demande de la suppression de la fabrication et de l'installation des missiles soviétiques et, aujourd'hui, l'Afghanistan.

Face à cette politique internationale tous azimuts des communistes italiens, le PCF n'a émis que quelques balbutiements. Une première raison,

triviale peut-être, mais combien réelle, en est le chauvinisme profond de la direction communiste française qui lui fait considérer comme a priori suspect tout ce qui se passe hors des frontières de l'hexagone. Mais aussi, engagée avec un retard sur la voie de l'eurocommunisme, la direction du PCF, devant mettre les bouchées doubles, a compensé par quelques coups d'éclat son absence d'élaboration d'une politique internationale autonome. Le seul document qui fait référence en la matière est le rapport Kanapa sur le mouvement com-

muniste international qui est centré sur la question du socialisme et des libertés et des rapports indépendants entre les différents partis communistes (9). Quelques voyages de Georges Marchais au Mexique ou à Cuba n'y changent pour l'instant pas grande chose.

Jusqu'ici - mis à part la Tchécoslovaquie - jamais la direction du PCF n'a pris de position différente de celle de l'URSS sur les problèmes internationaux. De ce point de vue sa prise de position sur l'Afghanistan n'est pas surprenante.

MARCHAIS : DE PARIS A KABOUL, TOUT CE QUI DIVISE EST BON

La question qu'il faut poser est donc plutôt : pourquoi la direction du PCF a-t-elle voulu donner tant d'éclat à son alignement sur le Kremlin, envoyant à Moscou Marchais, qui, depuis cinq ans, refusait de mettre les pieds en URSS ?

La réponse à cette question, c'est dans la situation politique française qu'il faut la chercher. Depuis l'automne 1977, le PCF a fait le choix explicite du refus de toute participation gouvernementale dans le contexte de la crise actuelle. Il s'est engagé dans une violente politique de polémique et de division à l'égard du Parti socialiste qui vise deux buts : essayer de casser le PS et de récupérer son hégémonie comme seul parti de la classe ouvrière. Il a donc abandonné pour l'instant l'Union de la gauche, sans avoir rien à proposer pour la remplacer si ce n'est ses discours sur l'union nationale et ses appels à l'union à la base.

La revendication bruyante par le PCF de son alignement sur le Kremlin à propos de l'Afghanistan doit donc mettre clairement en relief aux yeux des travailleurs l'alignement du Parti socialiste sur les positions de l'impérialisme; elle doit alimenter la polémique et justifier l'impossibilité de faire l'unité avec un tel parti. Mais elle remplit une autre fonction en direction de la base et des

sympathisants du parti, encore mal remis de la rupture de l'Union de la gauche en septembre 1977. Bercés des années durant par les hymnes à l'unité, les militants communistes se retrouvent plongés dans un sectarisme outrancier et privés de toute perspective, ce qui n'est pas l'idéal pour regonfler le parti et lui donner un drapeau pour les présidentielles de 1981. Le «choix internationaliste», l'«alignement sur le camp de la révolution» affirmés aujourd'hui par Marchais doivent donc donner une perspective de rechange aux militants communistes. Comme le dit l'oppositionnel Jean Rony : «Moins il ouvre de perspectives en France, plus le PCF se raccroche à sa tradition, à son identité, plutôt aux aspects les plus contestables de cette identité.» (10)

La position de la direction du PCF n'est pas sans contradictions, loin s'en faut. Ainsi, selon les dires de Marchais l'heure est à la révolution partout sur la planète... sauf en France, devrait-il ajouter, alors qu'il soutient ostensiblement le gouvernement Barre (avortement, affaire des diamants, affaire Boulin...). De même l'image de marque révolutionnaire qu'il veut se donner n'a pas grand chose à gagner de sa référence à l'URSS qui a perdu pas mal de son pouvoir d'attraction pour les travailleurs. Mais surtout sa

politique a le souffle court dans une situation où beaucoup de travailleurs voient dans l'unité avec le PS une alternative possible au gouvernement. Enfin, la direction du PCF ne peut échapper aux raisons qui l'ont amenée à s'engager sur la voie de l'eurocommunisme. On voit d'ailleurs que malgré son langage caricatural «classe contre classe», le PCF n'est revenu sur aucune des théorisations de la phase précédente. De même, malgré le satisfecit donné à la bureaucratie soviétique dans le communiqué commun PCUS-PCF du 10 janvier dernier, la direction du PCF a sévèrement condamné la déportation de Sakharov deux jours plus tard.

L'attitude présente du PCF est donc à la fois un choix obligé et une impasse, qui ne peut, comme on le voit déjà, qu'accentuer le malaise dans sa base.

BERLINGUER : UNE CROISADE PACIFISTE DANS LES COULOIRS DE L'OTAN

Les préoccupations du Parti communiste italien sont tout autres; elles sont d'ordre général et immédiat. Le parti de Berlinguer a une stratégie, le compromis historique, collaboration de classe institutionnalisée en Italie, qui a besoin, aux yeux de ses défenseurs, du cadre de la coexistence pacifique, de la collaboration de classe au niveau international. Si, à l'initiative de quelque bloc que ce soit, cette coexistence pacifique est mise en danger et que se dessine un retour à la guerre froide, toute perspective de réalisation du compromis historique s'évanouira, car il ne fait pas de doute que la DC, elle aussi, choisira son camp.

Dans l'immédiat, le PCI qui est retourné depuis un an à l'«opposition» n'a pas renoncé

(9) Jean Kanapa, «Le mouvement communiste international hier et aujourd'hui», éditions du Parti communiste français, 1977.

(10) «Le Matin», 9/01/1980.

à sa participation à un gouvernement d'union nationale. Or, face à l'impasse où elle se trouve la DC vient de proposer l'ouverture de négociations programmatiques en précisant toutefois que la composition du gouvernement n'était pas en question et qu'elle ne pouvait accepter de ministres communistes à cause des liens internationaux du PCI. C'est pour démontrer cet argument que le PCI a choisi, lui aussi, de donner tant d'éclat à sa prise de position sur l'Afghanistan, envoyant Berlinguer en personne la défendre à Strasbourg. Il espère lever aussi le veto des USA à son entrée au gouvernement. C'est pourquoi la direction du PCI ne s'est pas laissée ébranler par les critiques de ses militants et a affirmé que la responsabilité principale de la situation incombait à l'URSS; c'est pourquoi elle met plus qu'en sourdine ses critiques à l'impérialisme; c'est pourquoi elle réaffirme qu'elle est pour que l'Italie demeure dans l'OTAN.

La position défendue par le PCI donne tout crédit aux gouvernements impérialistes et remet entre leurs mains, celle de leurs institutions politiques et militaires, la tâche de sauvegarder la paix. On savait que Berlinguer se proposait de construire le socialisme sous la protection du parapluie militaire de l'impérialisme, le voilà maintenant qui lance une croisade pacifiste dans les couloirs de l'OTAN !

A partir des remous suscités par l'intervention soviétique en Afghanistan, le PCI s'est attelé à préciser ses analyses sur la situation internationale et sur ce qui se passe en URSS. Il a également proposé l'organisation d'une grande conférence de la gauche en Europe.

La direction du PCI estime qu'on assiste à un changement de position de l'URSS qui «tourne le dos à la détente» et a tendance à revenir à «une politique de force et de division en zones d'influence».

«Je veux souligner» expliquait Berlinguer lors du 59^e anniversaire du PCI, «que la crise de la détente ne commence pas

avec l'Afghanistan et ne concerne pas seulement cette partie du monde. Elle concerne en premier lieu le sud-est asiatique avec les événements belliqueux qui ont eu comme protagonistes, au début de 1979, le Vietnam, le Cambodge et la Chine. Elle concerne les heurts entre la Chine et l'URSS...» (11). On voit d'où vient l'initiative. Pour les Etats-Unis leurs responsabilités résident dans le traité séparé Egypte-Israël et la non-ratification de l'accord SALT-II.

La raison de fond de cette situation vient, pour les dirigeants du PCI de la crise de la «bipolarité» issue de la guerre. «Diviser simplement le monde en deux «camps», à l'intérieur desquels chacun doit se ranger de façon disciplinée n'est pas une réponse, encore moins une réponse révolutionnaire, car il s'agit d'un schéma qui ne correspond absolument pas à la réalité du monde d'aujourd'hui», écrit G. Boffa. «En tant que schéma celui-ci était déjà inadéquat lorsqu'il est né dans la lointaine année 1947, même si la guerre froide pouvait très bien en expliquer l'origine (12)». C'est le développement impétueux des luttes anti-impérialistes qui a mis ce schéma en crise. C'est pourquoi «si nous avons justifié ce qui s'est passé en Afghanistan, non seulement nous n'aurions pas appuyé une lutte émancipatrice, mais nous aurions divergé profondément sur les contenus essentiels du processus révolutionnaire de notre époque» (13). Ce que ne dit pas Boffa - et c'est ce qui donne son caractère totalement contradictoire à la position du PCI - c'est que ce ne sont pas les «deux blocs» qui sont mis en cause par les luttes révolutionnaires et d'émancipation du tiers-monde, mais le statu quo, la coexistence pacifique elle-même, fondée sur la négation des luttes révolutionnaires et de l'affrontement de classe qui se mène au niveau international.

(11) «L'Unità», 21/01/1980.

(12) «L'Unità», 27/01/1980.

(13) Idem.

(14) «Rinascita», 1/02/1980.

Les dirigeants du PCI estiment d'autre part que l'invasion de l'Afghanistan, tout comme la déportation de Sakharov, relèvent de la même incapacité des dirigeants de l'URSS à faire face aux problèmes nouveaux de notre époque. «Au fond, durant tout l'après-guerre s'est affirmée une impréparation politique et culturelle des groupes dirigeants soviétiques à faire front aux nouveaux processus révolutionnaires dans le monde», explique G. Boffa, soviétologue du PCI. Pour lui, il y a un lien évident entre l'Afghanistan et l'affaire Sakharov : «Cela renvoie aux difficultés que l'URSS, en tant que puissance hégémonique de son bloc, a rencontrées dans la tentative de s'adapter aux faits nouveaux que le processus de détente produisait en son sein (...) La nouvelle phase politique demandait en effet une plus grande articulation de la vie interne de chaque pays : une dialectique politique plus large une plus grande circulation des idées, une reconnaissance effective des droits politiques des citoyens. Ceci n'a pas eu lieu (...) Cette faiblesse de l'URSS est une des raisons de fond qui font que prévaut aujourd'hui une tendance à considérer les rapports internationaux en termes de guerre (15)». Officiellement, on en reste là, mais beaucoup de dirigeants et de cadres du PCI commencent à aller plus loin sur l'analyse de l'URSS (fin janvier, par exemple, l'Institut Gramsci organisait un colloque avec Rudolf Bahro dont un certain nombre de cadres du PCI disent partager les analyses sur les sociétés des pays de l'Est).

De nombreuses critiques sont apparues dans la base tant du PCF que du PCI et du PCE. Dans le PCE, une forte opposition s'est manifestée de la part de militants estimant que, face à l'impérialisme, il fallait défendre l'URSS. Devant ces critiques, la direction a quelque peu réajusté le tir, développant sa campagne contre l'impérialisme. Dans le PCI, de nombreux militants ont critiqué la position par trop pro-impérialiste de leur direction, expliquant que, même si c'était difficile, il fallait

être dans le camp des pays socialistes. La direction du PCI, elle, a combattu de front cette position. On a bien là un autre

produit de la crise du stalinisme et de son rejeton eurocommuniste dans cette pseudo-alternative entre la position du PCF et

celle du PCI, entre l'alignement sur la bureaucratie soviétique et l'alignement sur les positions de l'impérialisme.

Résolutions minoritaires sur l'Afghanistan présentées au Secrétariat unifié du 26 au 29 janvier 1980

- Thèses sur l'Afghanistan -

LA résolution minoritaire suivante a été présentée à la réunion du 26 au 29 janvier 1980 du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale.

1 Le renversement du régime Daoud, en avril 1978, a marqué le début de la révolution sociale en Afghanistan.

La guerre civile a éclaté quand les capitalistes réactionnaires, les propriétaires fonciers et des secteurs du clergé ont organisé la résistance contre la révolution, en particulier contre les premières mesures de la réforme agraire. Ces forces s'opposèrent aux ouvriers et aux paysans dont les intérêts étaient de développer et d'approfondir le processus révolutionnaire. Dès le départ, la contre-révolution fut soutenue par la dictature militaire capitaliste du Pakistan et par l'impérialisme, en particulier l'impérialisme américain. Le soutien impérialiste fut accru après le renversement du chah par les masses iraniennes.

La possible victoire de la contre-révolution pro-impérialiste en Afghanistan constitue une menace pour l'Etat ouvrier d'URSS. Dès le début, Moscou a fourni une aide militaire au nouveau régime afghan et, en décembre 1979, a envoyé des troupes soviétiques, en nombre important, pour soutenir l'armée afghane contre les classes exploiteuses et leurs appuis impérialistes.

Dans cette guerre civile, la victoire du gouvernement du PDPA (Parti démocratique populaire d'Afghanistan), soutenu par les troupes soviétiques, sur les forces contre-révolutionnaires représenterait un coup pour l'impérialisme et la réaction afghane et correspondrait aux intérêts des masses laborieuses en Afghanistan et partout dans le monde.

2 En toile de fond aux combats actuels en Afghanistan, il y a des dizaines d'années d'oppression et d'exploitation impérialiste, d'abord par la Grande-Bretagne, puis après la Deuxième guerre mondiale principalement par les Etats-Unis. Réduit à une situation semi-coloniale, l'Afghanistan a souffert, sous une forme particulièrement aiguë, des terribles conditions imposées à toutes les nations opprimées.

La révolution d'avril 1978 fut confrontée à la situation suivante : seulement 15 % des terres agricoles potentielles étaient irriguées ; 90 % des hommes et 95 % des femmes étaient analphabètes ; plus de 40 % de la population des campagnes qui représentent 70 % de la population totale du pays, ne possédaient pas de terre et 40 % de petits propriétaires arrivaient à peine à survivre. Le pays a peu de fonds de réserve contre les catastrophes naturelles - un demi-million de personnes périrent lors de la sécheresse de 1969/1972. Dans un

pays de 18 millions d'habitants, il n'y a que quatre villes de plus de 100 000 habitants, y compris Kaboul avec ses 750 000 habitants. L'industrie est peu développée ; le taux de chômage est supérieur à 20 % et un million de travailleurs sont contraints de quitter l'Afghanistan pour chercher du travail dans les pays voisins ; 14 % de la population sont encore nomades. Un enfant sur deux meurt avant l'âge de cinq ans et l'espérance de vie moyenne est inférieure à 40 ans.

La condition des femmes est particulièrement barbare. Sur 8 enfants scolarisés, il y en a un seulement du sexe féminin. Parmi les femmes qui ont été à l'école, seulement 5 % travaillent. Des traditions réactionnaires, comme le prix de la fiancée et le port obligatoire du voile, subsistent.

La question nationale, dans ses aspects les plus importants, reste sans solution, avec la domination traditionnelle des Pachtouns sur les Balouchi, les Ouzbeks, les Turkmènes, etc.

3 La classe capitaliste et les propriétaires fonciers, en Afghanistan, se montrèrent absolument incapables de répondre aux besoins les plus aigus du pays. Les tentatives de réformes du roi Amunillah, au début des années vingt, furent dans un premier temps arrêtées puis annihilées par son renversement en 1929.

Le gouvernement Daoud, installé au pouvoir en juillet 1973, lors du renversement de la monarchie, se montra également incapable de résoudre les problèmes rencontrés dans le pays. Après des promesses de réformes qui ne furent jamais réalisées, Daoud laissa la famille royale, dont lui-même est membre, continuer à dominer le pays. Le roi et sa famille continuaient à toucher des revenus ; l'armée était toujours dirigée par les officiers de l'ancien régime ; aucune réforme agraire ne fut réalisée. Les partis politiques étaient interdits et ensuite les organisations ouvrières, le PDPA en particulier, furent l'objet d'une répression féroce.

Le régime Daoud n'était que corruption et inefficacité ; on estime que seulement la moitié des fonds destinés au « plan » économique d'après 1975 furent effectivement utilisés pour des objectifs utiles. L'Afghanistan était de plus en plus affaibli par l'importance de la dette extérieure. Face à l'approfondissement de la crise sociale, Daoud s'orienta vers l'instauration de liens étroits avec le chah d'Iran et l'impérialisme américain, avec le régime réactionnaire Zia du Pakistan. Des conseillers de la SAVAK aidèrent à construire la police politique de Daoud.

Début 1978, l'Afghanistan se trouva dans une situation telle que le régime Daoud n'avait plus aucune perspective à proposer et s'orientait vers une dépendance de plus en plus directe vis-à-vis de l'impérialisme, principal soutien de la réaction dans ce pays.

4 L'assassinat de Amir Akbar Khyber, un des principaux dirigeants du PDPA le 17 avril 1978, provoqua une réaction immédiate et violente ; une foule de 15 000 personnes assista à ses funérailles en signe de protestation. Les jours suivants, il y eut de nouvelles manifestations. Daoud riposta en arrêtant plusieurs dirigeants du PDPA et en tentant de décapiter l'opposition.

Face aux mesures répressives prises par le régime Daoud et s'appuyant sur la mobilisa-

tion anti-gouvernementale, le PDPA réussit à utiliser une partie de l'armée pour renverser Daoud et instaurer un nouveau régime. Le nouveau régime effectua des purges dans la haute hiérarchie militaire et dans l'appareil d'Etat, annonça un programme de réformes en trente points en faveur des ouvriers et des paysans ; il commença à prendre des mesures pour l'appliquer.

Parmi les mesures sociales, la plus importante était la réforme agraire qui commença à être réalisée le 1er janvier 1979. Il fut fixé un plafond à la propriété de la terre et toutes les propriétés qui dépassaient ce plafond étaient confisquées et distribuées gratuitement aux paysans sans terre et aux nomades. Selon le gouvernement, la première partie de ce programme fut achevée en juin 1979, quand la terre fut distribuée à environ 250 000 familles. De plus, toutes les dettes contractées par les paysans auprès des propriétaires fonciers étaient abolies.

Parmi les autres mesures progressistes prises par le gouvernement du PDPA, il y avait la construction de nouvelles écoles et de centres médicaux, une campagne de masse pour l'alphabétisation qui toucha des centaines de milliers de personnes et, pour la première fois dans l'histoire afghane, la légalisation des syndicats.

Le nouveau régime commença aussi à s'attaquer à deux des problèmes les plus brûlants pour les masses afghanes : l'oppression des femmes et les droits des minorités nationales opprimées en Afghanistan. Des mesures spéciales furent prises pour améliorer la condition des femmes, comme l'enseignement obligatoire pour les jeunes filles, des cours spéciaux pour les femmes mariées, l'interdiction du mariage des enfants et la réduction du montant du « prix de la fiancée ». Des mesures furent prises contre l'oppression des minorités nationales, entretenue par les régimes précédents, comme la publication de journaux, la diffusion de programmes de radio et l'enseignement en Ouzbek, en Balouche et en Nuristan.

Ces mesures progressistes et d'autres, comme la libération de 8 000 prisonniers politiques, gagnèrent un soutien populaire au nouveau régime. Même dans la presse impérialiste, on trouve des indications de ce phénomène. Par exemple, le *Wall street journal* du 16 janvier 1979 nota que, quand le gouvernement du PDPA changea le drapeau du pays, « plus de 150 000 personnes à Kaboul... manifestèrent pour saluer le drapeau le premier jour où il fut levé. Des manifestations de soutien eurent lieu dans d'autres villes. Ces manifestations avaient été organisées, mais d'après les témoins, les participants étaient réellement enthousiastes ».

Les premières mesures pour l'organisation des masses, impulsées par le PDPA, furent la création d'organisations de femmes et de jeunes, de syndicats et de comités de défense armés, au niveau local, pour répondre aux attaques contre-révolutionnaires.

Contrairement aux mensonges de la presse bourgeoise qui raconte que ce qui s'est produit en Afghanistan n'était rien d'autre « qu'un coup d'Etat téléguidé d'URSS » qui imposa des réformes contre la volonté de la population, les faits prouvent qu'une véritable révolution sociale dans l'intérêt des ouvriers et des paysans avait commencé en Afghanistan après avril 1978.

5 Ceux qui profitaient de l'oppression et de l'exploitation en Afghanistan - les capitalistes, les propriétaires fonciers, les usuriers, les producteurs et les marchands d'opium, les contrebandiers, les anciens officiers de l'armée, les monarchistes et des secteurs de la hiérarchie religieuse - ripostèrent à ces mesures progressistes et populaires en commençant une guerre de guérilla contre le gouvernement du PDPA. Ce soulèvement commença vraiment début 1979, après les premières mesures de la réforme agraire.

Cette rébellion réactionnaire a pour centres les régions où l'opium est la principale culture, surtout près de la frontière avec le Pakistan. Les propriétaires de

champs d'opium et les contrebandiers, menacés par la réforme agraire et les mesures prises contre le commerce de l'opium, ont utilisé les revenus obtenus par ce sale commerce pour financer les opérations militaires contre-révolutionnaires.

Les forces réactionnaires de la guérilla prétendent mener une « guerre sainte » islamique contre le « communisme athée », en essayant ainsi de récupérer le soulèvement anti-impérialiste des peuples islamiques. Les mass-media capitalistes, partout dans le monde, se firent l'écho de cette interprétation. Ce fait s'explique par l'alliance des réactionnaires avec l'impérialisme et se voit dans leurs dénonciations des luttes anti-impérialistes en Iran. De plus, presque tous les Afghans sont musulmans, y compris les partisans du gouvernement. Celui-ci n'a pris aucune mesure restrictive vis-à-vis de la liberté de religion et de nombreux mollahs connus soutiennent le régime. La caractérisation de la guerre civile comme une guerre des « musulmans » contre les « athées » est uniquement une couverture démagogique pour une guerre de classe des exploités contre les exploités et les opprimés.

Dès le début, l'impérialisme américain s'est montré hostile au gouvernement du PDPA et à ses mesures radicales, en particulier après que la révolution iranienne ait chassé son fidèle allié de Téhéran. Il a peur des répercussions de la révolution afghane sur les peuples opprimés de la région qui menaceraient les intérêts impérialistes. L'administration Carter prit immédiatement des mesures pour essayer d'étouffer et de faire reculer la révolution afghane.

Une campagne de propagande fut lancée dans la presse capitaliste, autour de la menace que constituait la révolution.

Une réunion spéciale se tint au commandement atlantique de l'OTAN, en juin 1978, à Annapolis (Maryland), pour envisager les mesures à prendre.

Les représentants américains arrêtaient toute nouvelle aide économique en février

1979 et essayèrent de bloquer les prêts consentis à l'Afghanistan par les institutions financières internationales.

Avec la dictature au pouvoir au Pakistan, Washington appuya et aida les forces contre-révolutionnaires qui pouvaient être utilisées contre le gouvernement de Kaboul. Le gouvernement américain utilisa des institutions étroitement liées à la CIA, telles que la Fondation asiatique et l'Agence américaine de répression des trafics de drogue qui a des rapports avec les producteurs et les convoyeurs d'opium. Un des principaux dirigeants de la contre-révolution afghane, Zia Nasseyri, est citoyen des Etats-Unis et eut des entretiens avec les représentants du Département d'Etat américain en mars 1979 avant de quitter les Etats-Unis pour rejoindre la contre-révolution en Afghanistan.

6 La position géographique de l'Afghanistan, en Asie centrale, ses frontières avec l'Iran, le Pakistan et ce qui est aujourd'hui l'URSS, ses minorités nationales imbriquées entre ces différents pays, en ont fait depuis longtemps un centre de lutte internationale. L'impérialisme britannique chercha à contrôler l'Afghanistan pour protéger les frontières de l'Empire indien et faire pression sur la Russie. C'est pour cette raison qu'il se lança à trois reprises dans la guerre contre l'Afghanistan. Après la révolution russe, cette politique était un des aspects de l'effort de l'impérialisme pour s'opposer puis contenir et encercler l'Union soviétique.

Après la Deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis tentèrent, sans succès, par une combinaison de menaces et « d'aides », d'intégrer l'Afghanistan dans le Pacte de Bagdad. Parmi les menaces, il y eut le soutien aux mesures prises par le gouvernement pakistanais contre la minorité pachtoun du Pakistan et le blocus économique partiel en 1960/1963, avec la fermeture de la frontière pakistanaise; ce blocus ne fut rompu que grâce à un pont aérien soviétique et indien.

Les mesures prises par Washington vis-à-vis du régime Daoud et aujourd'hui son intervention pour soutenir les forces réactionnaires en Afghanistan, reflètent non seulement la volonté de l'impérialisme d'écraser les ouvriers et les paysans afghans, mais aussi son objectif de longue date d'établir un régime pro-impérialiste maniable qui accepterait aussi l'installation de bases militaires dirigées contre l'URSS et la révolution coloniale dans toute la région.

7 Avec la montée, en Union soviétique, du stalinisme qui représentait les intérêts de la caste bureaucratique privilégiée, les relations entre l'Union soviétique et l'Afghanistan furent déterminées, non plus en fonction de l'intérêt général des masses laborieuses en Afghanistan et dans le monde entier, comme c'était le cas pendant les premières années de l'URSS, sous la direction de Lénine et de Trotsky, mais dans le cadre contre-révolutionnaire du « socialisme dans un seul pays ». Ce que voulait la bureaucratie soviétique, c'était installer en Afghanistan un régime capitaliste « neutre » qui ne deviendrait pas une base militaire de l'impérialisme dirigée contre l'URSS. Dans ce but, à partir des années cinquante, le Kremlin signa d'importants accords commerciaux et militaires avec l'Afghanistan, mais n'éleva aucune protestation sérieuse contre les politiques réactionnaires des différents régimes afghans ni contre les conditions sociales imposées aux masses. Moscou poussa le PDPA à accepter des compromis avec les forces bourgeoises nationales « tant éprises de la paix ».

Ces relations furent troublées d'une part quand Washington obtint que Daoud prenne ses distances vis-à-vis de Moscou au milieu des années soixante-dix, et noue des relations plus étroites avec l'impérialisme et ses clients dans la région. Puis, d'autre part, avec le retournement de 1978 qui n'a été ni orchestré ni prévu par Moscou, et avec le renforcement des luttes menées par la contre-révolu-

tion soutenue par l'impérialisme ce qui dérangeait le jeu de la «coexistence pacifique».

Face à cette nouvelle situation, le gouvernement soviétique répondit aux demandes d'aide que faisait le gouvernement du PDPA, en signant une douzaine d'accords économiques et en envoyant des conseillers et de l'équipement militaires. L'aide militaire augmenta avec l'extension et le renforcement de la contre-révolution.

La lutte pour mener à bien une véritable réforme agraire et d'autres mesures, comme l'organisation d'une riposte à l'offensive militaire contre-révolutionnaire soutenue par l'impérialisme, représenterait un formidable défi même pour une direction révolutionnaire. Mais le PDPA est un parti stalinien avec un programme de collaboration de classe.

Le PDPA, par ses hésitations et ses méthodes bureaucratiques, a sapé le large soutien populaire que lui avait gagné les premières mesures qu'il avait prises. Craignant que les masses ne prennent des initiatives qui échapperaient à son contrôle, le PDPA ne fut pas capable d'entraîner les ouvriers et les paysans dans une dynamique révolutionnaire dans les limites du possible et du nécessaire. Déchiré par de sauvages batailles de fractions et par les purges et la répression, n'ayant pas gagné de base sociale dans les larges masses, ce que lui aurait pourtant permis de réaliser ses mesures progressistes, dans les campagnes en particulier, le PDPA a vu sa capacité de mener une lutte efficace contre la contre-révolution annihilée. Ce fut un élément du renforcement de la contre-révolution appuyée par l'impérialisme.

C'est dans ce contexte, qu'après plusieurs mois d'hésitations, Moscou décida d'envoyer des dizaines de milliers de soldats soviétiques en Afghanistan. Le Kremlin pense qu'il y avait menace d'une victoire de la contre-révolution qui mettrait en danger l'Etat ouvrier en Union soviétique, et par là même les intérêts de la caste bu-

reaucraticque soviétique elle-même qui dépendent de l'existence et du maintien de l'économie nationalisée et planifiée en URSS.

Certains journalistes bourgeois ont avancé l'hypothèse que le Kremlin avait envoyé ses troupes en Afghanistan parce qu'il craignait que la guerre civile dans ce pays soit un sujet de mécontentement pour les musulmans et les nationalités opprimées en Union soviétique qui vivent près de la frontière afghane. Le niveau de vie et les acquis sociaux, qualitativement supérieurs en Asie centrale soviétique représentent des arguments contre cette hypothèse. L'idée que les Asiatiques d'Union soviétique puissent être attirés par les appels de la réaction afghane «au nom de l'islam» est réfutée aussi par la confiance dont a fait preuve Moscou en envoyant une majorité de troupes de ces nationalités en Afghanistan.

La conséquence immédiate de l'entrée des troupes de combat soviétiques a été un renforcement significatif de la lutte contre la contre-révolution. Cependant, cela ne signifie pas que la bureaucratie soviétique ait abandonné son orientation de collaboration de classe dans sa politique étrangère. Au contraire, la caste bureaucratique envisage tous les problèmes du point de vue de la défense de ses propres intérêts privilégiés et parasitaires.

Mais, cette politique de collaboration de classe ne veut pas simplement dire un soutien direct à Washington et aux forces contre-révolutionnaires. Pour assurer sa position face à l'impérialisme, la bureaucratie soviétique cherche des soutiens parmi les ouvriers et les paysans. Ce qui implique non seulement son soutien sans principe au programme de directions bourgeoises ou petites bourgeoises, mais aussi, en certaines circonstances, lorsque c'est une question vitale, une aide économique et militaire à d'autres Etats ouvriers, à des mouvements anti-impérialistes et à des gouvernements en guerre contre l'impérialisme.

Les révolutionnaires ne refusent pas de telles aides, ils refusent la politique contre-révolutionnaire du Kremlin.

Quand les intérêts de la bureaucratie et ceux des travailleurs coïncident partiellement et temporairement, comme c'est le cas pour la défense de l'Union soviétique face aux menaces contre-révolutionnaires, le Kremlin envisage et résoud le problème, comme il le fait pour les autres problèmes, de façon absolument indépendante des intérêts et même des idées ou des sentiments du prolétariat international.

Cela s'est vu en Afghanistan par la façon bureaucratique dont Hafizullah Amin a été congédié puis tué et dont il a été remplacé au poste de président par Babrak Karmal; cela s'est vu aussi dans le fait que l'URSS n'a pas mobilisé la classe ouvrière internationale contre le danger de contre-révolution en Afghanistan. Ces méthodes restent dans le cadre fixé par l'impérialisme et sèment la confusion sur le véritable rôle et les objectifs de l'Union soviétique.

Mais, ce n'est pas l'utilisation de la puissance militaire soviétique dans la lutte contre les forces réactionnaires qui constitue un obstacle au développement de la révolution en Afghanistan. - Quelles que soient les intentions du Kremlin, cette participation est progressiste - mais la politique de Moscou est globalement une politique contre-révolutionnaire et de collaboration de classe en Afghanistan et dans le monde entier.

L'écrasement définitif de la contre-révolution suppose l'application de mesures progressistes au niveau social et économique; cela a déjà commencé et doit aller jusqu'à l'expropriation des capitalistes et l'instauration d'un Etat ouvrier.

Pour répondre aux intérêts des ouvriers et des paysans, les moyens les plus efficaces sont la mobilisation et l'organisation indépendantes des masses. Moscou et le PDPA essayeront de contrôler les initiatives indépendantes des masses et de limiter leur participation.

Mais quelles que soient les orientations politiques bureaucratiques du PDPA et de la bureaucratie soviétique, les ouvriers et les paysans afghans ne pourront progresser s'ils n'écrasent pas la contre-révolution. Les victoires sur les forces réactionnaires peuvent encourager les masses à lutter pour leurs propres intérêts.

8 Certaines organisations ouvrières, sous la pression de l'impérialisme, ont condamné l'utilisation des troupes soviétiques en Afghanistan. Telle est la position des Partis communistes d'Italie, d'Espagne, du Mexique, de Grande-Bretagne et d'Australie, entre autres, et des Partis sociaux démocrates.

La bureaucratie de Pékin, suivie par les groupes maoïstes partout dans le monde, a non seulement condamné cette intervention, mais s'est alignée sur la campagne impérialiste, de plus elle a promis d'augmenter son aide à la dictature au pouvoir au Pakistan.

Toutes ces forces se sont alignées dans le camp de la réaction, alors qu'une guerre civile est menée contre les intérêts les plus élémentaires des ouvriers et des paysans afghans et contre l'Etat ouvrier soviétique. Pour ces PC et ces partis sociaux démocrates, leurs relations de collaboration de classe avec l'impérialisme sont plus importantes que la victoire de la contre-révolution en Afghanistan qui condamnerait les masses afghanes à une répression féroce et à la misère.

Accuser les troupes soviétiques d'avoir violé le principe de «l'auto-détermination» de l'Afghanistan, est profondément hypocrite. Ce sont les impérialistes, et non l'Union soviétique, qui ont opprimé l'Afghanistan pendant des dizaines d'années et qui l'ont maintenu dans une situation d'arriération et de sous-développement. La victoire des forces contre-révolutionnaires ne permettrait pas «l'auto-détermination» de l'Afghanistan, mais sa domination encore plus directe par l'impérialisme. De plus, une telle position revient à refuser de reconnaître l'actuel gouverne-

ment du PDPA comme gouvernement légitime de l'Afghanistan, parce que ce gouvernement est pour l'aide des troupes soviétiques.

Un autre argument, c'est que l'intervention soviétique va jeter les masses afghanes entre les mains de la réaction. Cela supposerait que les nationalistes afghans préféreraient une prise de pouvoir réactionnaire à la chilienne ou à l'indonésienne plutôt que la présence soviétique. Cela supposerait de plus que les paysans soutiendraient les propriétaires fonciers, les ouvriers leurs patrons capitalistes et que les opprimés se joindraient aux forces pro-impérialistes simplement parce que les troupes soviétiques sont dans le pays. C'est absolument contradictoire avec les lois de la lutte des classes.

La véritable question pour les masses dans le monde, c'est la lutte pour faire échec aux tentatives contre-révolutionnaires de l'impérialisme pour arrêter et faire reculer les conquêtes des ouvriers et des paysans, et non pas de mettre en place un régime contre-révolutionnaire et pro-impérialiste. En faisant chorus avec la campagne de propagande capitaliste con-

tre l'Union soviétique, ces PC, les sociaux-démocrates et les maoïstes ont non seulement planté un couteau dans le dos des ouvriers et des paysans mais ont, une fois de plus, trahi les travailleurs de leur propre pays.

Si l'Union soviétique devait retirer ses troupes, cela constituerait un encouragement pour les forces contre-révolutionnaires et les conduirait probablement à la victoire. Cela signifierait que les éléments les plus réactionnaires et pro-impérialistes de la société afghane, prendraient le pouvoir en réprimant sauvagement les masses découragées et feraient reculer leurs luttes pour toute une période. L'impérialisme s'assurerait une base dans la région. L'Afghanistan deviendrait le fer de lance de la contre-révolution impérialiste, dirigé contre l'Union soviétique, contre la révolution iranienne (qui serait la première à essuyer la colère des forces impérialistes à nouveau renforcées) et contre les masses opprimées de la région en général. Cela signifierait un coup très grave porté à la révolution mondiale; cela encouragerait l'impérialisme et augmenterait le danger de guerre.



D'autre part, le rôle des troupes soviétiques était d'aider la lutte des Afghans contre la contre-révolution. Une défaite des forces réactionnaires supprimerait un obstacle dans la bataille que mènent les ouvriers et les paysans pour approfondir le processus révolutionnaire et serait un coup important porté contre la politique impérialiste dans la région.

Cela aurait des répercussions sur la lutte des masses pakistanaïses contre la dictature au pouvoir. Cela s'est déjà vu dans les manifestations des Balouches au Pakistan en faveur de l'intervention soviétique. Cela affaiblirait les forces réactionnaires en Iran en les privant de l'appui solide de ce bastion réactionnaire et pro-impérialiste et, par conséquent, renforcerait les luttes des ouvriers et des paysans qui se battent pour développer le processus révolutionnaire dans ce pays. En ouvrant un nouveau champ de bataille contre l'impérialisme, cela aiderait les luttes anti-impérialistes du monde entier, de l'Indochine au Nicaragua.

En outre, il serait encore plus difficile alors pour l'impérialisme d'utiliser son énorme puissance militaire contre les masses laborieuses au niveau international ou contre l'Union soviétique et les autres Etats ouvriers. Cela aiderait le prolétariat international à gagner du temps - en particulier aux Etats-Unis - pour désarmer les impérialistes fauteurs de guerre.

Une défaite des forces contre-révolutionnaires en Afghanistan signifierait un nouveau changement du rapport de forces, au niveau international, au détriment de l'impérialisme.

Donc les tâches par rapport à cette lutte sont d'une grande importance. La condamnation de l'utilisation des troupes soviétiques représente une aide à la contre-révolution et à l'impérialisme - que ce soit consciemment, pour des raisons de collaboration de classe, comme c'est le cas pour certains PC ou les sociaux-démocrates, ou inconsciemment comme c'est le cas pour les maoïstes.

9 L'impérialisme américain a organisé une campagne de propagande dans le but de désorienter la classe ouvrière du monde entier. Il tente de cacher la véritable nature de la guerre civile en Afghanistan et d'accroître la participation de Washington.

Il stimule l'opposition anti-communiste à l'intervention soviétique et tente de rassembler des forces autour de la demande du retrait des troupes.

L'objectif est également de créer un climat favorable pour faire accepter aux travailleurs des Etats-Unis l'utilisation des troupes impérialistes contre les luttes des opprimés dans le monde entier.

Washington et ses alliés ont aussi répondu à l'utilisation des troupes soviétiques en Afghanistan en augmentant l'aide militaire aux réactionnaires afghans et à la dictature militaire du Pa-

kistan. Ils ont appliqué des mesures de rétorsion contre l'URSS et l'Afghanistan et ont accéléré leurs préparatifs de guerre. Parmi ces mesures, il y a :

- la suspension des envois de céréales et autres biens à l'URSS;
- le détournement des envois de nourriture effectués par les organisations charitables internationales destinés à l'Afghanistan vers les bases contre-révolutionnaires du Pakistan;
- la menace de boycottage des Jeux olympiques de Moscou en 1980;
- les tentatives pour réinstaurer le service militaire aux Etats-Unis;
- l'accroissement des budgets militaires des impérialistes;
- les pourparlers pour établir de nouvelles bases militaires dans l'Océan indien et le Golf persique.

La tâche essentielle de la IV^e Internationale doit être de lutter contre l'offensive réactionnaire en faisant campagne au sein de la classe ouvrière, pour faire connaître la vérité sur la guerre en Afghanistan et le rôle contre-révolutionnaire de Washington.

Nous devons participer au mouvement de protestation contre les mesures prises par les impérialistes américains et leurs alliés contre la révolution afghane et l'URSS.

Nous devons convaincre la classe ouvrière internationale que défendre la révolution afghane correspond à ses intérêts vitaux.



Brzezinski, le conseiller de Carter, à la frontière pakistano-afghane

Résolution sur l'intervention soviétique

LA première tâche des marxistes-révolutionnaires face aux événements qui se déroulent en Afghanistan est de dénoncer l'hypocrisie de la campagne de propagande impérialiste et réactionnaire prenant prétexte de l'intervention des troupes soviétiques à Kaboul pour appeler à la lutte contre le «communisme athée», «l'impérialisme soviétique» et autres épouvantails constamment brandis par la bourgeoisie mondiale. En particulier, les marxistes-révolutionnaires doivent mettre en garde les travailleurs de tous les pays, et notamment ceux des pays impérialistes, contre le but réel de cette campagne de propagande qui n'est autre que de préparer les conditions de nouvelles agressions impérialistes contre les luttes populaires.

Ceci dit, il n'en reste pas moins que le fait de contrer la propagande impérialiste ne saurait tenir lieu, en soi, de position politique. Si, en effet, les marxistes-révolutionnaires défendent l'URSS inconditionnellement contre l'impérialisme, ils ne sont nullement tenus de défendre toute action entreprise par la bureaucratie soviétique, fût-elle progressiste ou anti-impérialiste dans ses motivations déclarées. Dans le cas de l'Afghanistan, le mouvement ouvrier est confronté à l'un des problèmes les plus épineux de la lutte des classes, celui du droit des nations à l'auto-détermination. Il est utile de rappeler la position des Bolcheviks à ce sujet. Lénine mena de longues batailles sur cette question, et notamment en 1919, quand il polémiqua contre ceux qui désiraient restreindre le droit des nations à l'auto-détermination

en fonction de la nature de leurs directions, quitte à ne l'accorder qu'aux nations dirigées par leurs travailleurs.

«Nous ne pouvons refuser à aucun peuple de l'ancien empire russe le droit à l'auto-détermination... Que pouvons-nous donc pour les peuples jusqu'ici soumis à l'influence de leurs mollahs ?... pouvons-nous aller dire à ces peuples : nous jettons à bas vos exploités ? Nous ne le pouvons pas, parce qu'ils sont entièrement soumis à leurs mollahs. Il faut attendre, en pareil cas, que la nation intéressée ait évolué, que le prolétariat se soit différencié des éléments bourgeois, ce qui est inéluctable...

Les Scheidemann prétendent déjà que nous voulons conquérir l'Allemagne. Ce ne sont naturellement que de ridicules balivernes. Mais la bourgeoisie a ses intérêts, sa presse, qui répand bruyamment ces rumeurs de par le monde à des centaines de milliers d'exemplaires, et Wilson les appuie dans son propre intérêt. Les Bolcheviks ont, disent-ils, une puissante armée et visent à implanter par la conquête le bolchevisme en Allemagne... Nous devons faire en sorte que les social-traîtres allemands ne puissent dire que les Bolcheviks imposent leur système universel, que l'on pourrait soi-disant introduire à Berlin à la pointe des baïonnettes de l'Armée rouge. Or, du point de vue de la négation du principe de l'auto-détermination des nations, c'est

bien ce qui peut advenir... Le communisme ne s'implante pas par la violence» (1).

Cependant, la position des marxistes-révolutionnaires n'a jamais érigé le principe démocratique du droit des nations à l'auto-détermination en principe absolu. Ce droit reste tributaire des intérêts de la lutte de classe du prolétariat mondial. Il peut être légitimement, mais provisoirement, outrepassé dans les cas où cet Etat ouvrier est forcé à agir pour des raisons d'auto-défense. Néanmoins, et même en pareil cas, il faut agir avec la plus grande circonspection. C'est à la lumière de ces prémisses qu'il faut examiner l'affaire afghane.

Il est hors de doute que l'intervention soviétique en Afghanistan s'est effectuée en violation grossière du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il est en effet notoire que les troupes soviétiques ont elles-mêmes renversé Amin pour le remplacer par Karmal qu'elles ont ramené d'exil avec elles. Il est tout aussi notoire qu'entre les régimes de Taraki, Amin et Karmal, soutenus chacun à son tour par le Kremlin, il n'y a aucune différence qualitative. La récente libération de détenus par le gouvernement Karmal ne saurait constituer une preuve du contraire; elle n'a d'ailleurs pas réussi à lui gagner la sympathie populaire que le fait d'avoir été imposé de l'extérieur lui a aliénée. D'autre part, le soutien impérialiste aux «moudjahidin» afghans dirigés par la réaction féodalo-religieuse n'a jamais atteint des proportions comparables à celles du soutien soviétique à Kaboul, avant même l'intervention directe des troupes

(1) Lénine : «Rapport sur le programme du parti», présenté au Huitième congrès du Parti bolchévique, 19 mars 1919.

du Kremlin. Le soutien impérialiste aux rebelles afghans n'a jamais atteint les dimensions d'une intervention extérieure qui aurait justifié celle des troupes soviétiques, comme le prétendent les dirigeants du Kremlin.

Si tant est, toutefois, que le régime de Kaboul était réellement menacé d'être renversé par les «moudjahidin», le seul moyen correct de prévenir une telle issue aurait été d'inciter ce régime à se départir de ses méthodes de dictature militaire et à chercher à s'appuyer sur une mobilisation des masses autour de leurs propres intérêts, en favorisant leur auto-organisation en soviets. Une telle politique est, comme on sait, aux antipodes de celle de la bureaucratie stalinienne, soucieuse de généraliser ses propres méthodes. Affirmer qu'une prise de pouvoir réactionnaire à Kaboul constituerait une grave menace pour la sécurité de l'URSS est, par ailleurs, totalement ridicule.

Condamner l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan ne résout pas, cependant, le problème de l'attitude à adopter à leur égard. Il est en effet possible de soutenir que devant ce «fait accompli», demander le retrait des troupes soviétiques aujourd'hui serait dans l'intérêt de la réaction et de l'impérialisme. Nous soutenons, pour notre part, le contraire.

Toute prolongation de la présence des troupes soviétiques en Afghanistan ne peut qu'alimenter les tendances suivantes :

a) la tendance de la rébellion afghane à s'accroître en force et en popularité, profitant du ressentiment national afghan contre l'intervention soviétique et de l'appui impérialiste prenant prétexte de cette même intervention. Le Kremlin est en train de s'embourber dans une guerre qu'il ne pourra jamais mener à terme, dans la mesure où il est tout à fait illusoire de vouloir supprimer un guérilla dans un pays montagneux, quand celle-ci dispose, de surcroît, de deux bases d'appui : le Pakistan et l'Iran. La logique d'une telle entreprise



«contre-insurrectionnelle» est l'élargissement permanent de la zone des combats et l'incursion dans les territoires servant de base d'appui à la guérilla.

b) la tendance réactionnaire anti-communiste du mouvement islamique dans l'ensemble du monde musulman. D'ores et déjà, la réaction dans les pays musulmans s'est emparée de l'intervention soviétique en Afghanistan pour organiser un gigantesque tapage contre le «communisme athée» présenté comme un régime que l'URSS cherche à imposer par la force aux populations musulmanes. Washington et ses alliés comptent aujourd'hui sur l'affaire afghane pour renverser l'orientation anti-occidentale dominante imprimée au mouvement islamique par l'affaire des otages américains de Téhéran. En outre, cette campagne peut avoir des répercussions au sein même de l'URSS où l'oppression nationale bureaucratique lui crée des conditions idéales.

c) la justification par les impérialistes de leur reprise de la course aux armements, sous prétexte que l'URSS démontre en Afghanistan qu'elle vise à imposer par la force des régimes qui lui sont dévoués. L'affaire afghane a, d'ores et déjà, réduit à néant les efforts du mouvement ouvrier des pays impérialistes contre les plans d'accroissement du potentiel militaire nucléaire de l'Europe de l'ouest. Elle contribue à dissiper les effets paralysants de la guerre du Vietnam sur les capacités d'intervention militaire extérieure de l'impérialisme américain. Elle contribue, en outre, à dé-

sorienter l'opposition anti-bureaucratique dans les Etats ouvriers.

Dans ce contexte, il est impérieux que les troupes soviétiques se retirent sans délai d'Afghanistan et que le Kremlin reconnaisse au peuple de ce pays le droit à disposer de lui-même, réparant ainsi le tort causé par son intervention au processus de la révolution permanente en Afghanistan et dans l'ensemble de la région. L'éventualité d'une prise de pouvoir par les rebelles musulmans à Kaboul — qui n'est en aucune manière inéluctable — est, à tout prendre, beaucoup moins nuisible à la révolution mondiale que ne le serait une guerre prolongée menée par l'URSS en Afghanistan.

Les marxistes-révolutionnaires se doivent de prendre part et d'impulser les actions de pression politique du mouvement ouvrier et anti-impérialiste sur l'URSS, pour un retrait immédiat des troupes soviétiques d'Afghanistan. Ce faisant, ils doivent combattre toute forme de boycott de l'URSS et s'opposer à toute argumentation du type de celles qui la qualifient d'impérialiste. Ils doivent aussi exercer leur devoir de solidarité envers les forces afghanes anti-féodales et anti-impérialistes, expliquant que la demande du retrait des troupes soviétiques ne saurait en aucune façon être confondue avec un soutien aux «moudjahidin». Les marxistes-révolutionnaires auront ainsi l'occasion d'expliquer la différence entre leur conception du socialisme et celle de la bureaucratie stalinienne.

27 janvier 1980

Le débat sur la libération des otages

A Téhéran, la guerre des communiqués se poursuit, entre les étudiants qui occupent l'ambassade US et les autorités, en premier lieu le nouveau Président de la République Banisadr, sur la question de la libération des otages américains.

C'est Banisadr qui a ouvert le premier les hostilités. Lui, qui s'était dès le début déclaré partisan d'un compromis sur la question des otages (il avait d'ailleurs été contraint de démissionner du poste de ministre des Affaires étrangères), expliquait dès le soir de son élection que les «étudiants suivant la ligne de l'Imam» devaient retourner dans leurs universités. Le jour anniversaire de l'insurrection du 11 février, qui mit bas la dynastie Palhavi, Banisadr, toujours dans une interview accordée au *Monde*, annonçait que l'Iran cessait désormais de faire de l'extradition du chah et du retour de ses biens un préalable à la libération des otages.

Téhéran exige seulement «une autocritique en bonne et due forme (des Etats-Unis) concernant les crimes qu'ils ont commis en Iran pendant un quart de siècle et la reconnaissance de notre droit d'obtenir l'extradition du chah et la restitution de sa fortune», expliquait le Président de la République iranienne.

Et d'annoncer dans la foulée que le gouvernement de la République islamique serait prêt à accepter d'avance les conclusions d'une commission d'enquête internationale. Cette commission, dont la composition est en train d'être élaborée entre les Etats-Unis, l'ONU et l'Iran, serait présidée par le fondateur d'*Amnesty International*, Sean Mac Bride, et serait formée de personnalités du tiers-monde. Si Banisadr

semble - jusqu'à preuve du contraire - assuré de l'appui au moins tacite du Conseil de la révolution islamique, l'opposition sur le terrain même des principaux protagonistes, à savoir les étudiants, peut faire rebondir la crise. A Téhéran, en effet, bien que leur «lettre ouverte» à Khomeiny n'ait reçu aucune réponse et que l'imam semble laisser Banisadr mener les affaires à sa guise, les étudiants ont réaffirmé le 14 février, que la mise en place de la commission internationale ne changera en aucun cas leur position : «Nous exigeons toujours le retour du chah. Nous refusons toute négociation avec les Américains parce que ce ne peut être qu'un compromis».

Nous publions dans ce numéro d'*Inprecor* l'interview des étudiants, qu'a réalisée, il y a quelques semaines, l'envoyée spéciale du *Militant*, Cyndy Jaquith.

L'enjeu de l'épreuve de force avec les étudiants a été clairement défini par Banisadr lui-même, au soir de son élection, quand il a expliqué que sa toute première tâche était de reconstruire un Etat de droit, avec une seule armée, une seule justice et de mettre fin à l'existence des «autres centres de pouvoir».

La dénonciation de ces «centres de pouvoirs» vise bien sûr les étudiants de l'ambassade qui viennent d'être officiellement interdits de télévision en Iran, mais aussi la multitude des «comités», en premier lieu les comités d'usine, les *shoras*, qui ont commencé de proliférer dans les entreprises au cours des derniers mois. L'exemple du *shora* islamique de la *General Motors* permet de comprendre quels sont les avancées, mais aussi les limites de ce mouvement d'auto-organisation de la classe ouvrière iranienne dont l'enjeu, pour l'avenir de la révolution, est primordial.

le shora islamique de la «General motors»

LA General Motors, comme l'essentiel de l'industrie automobile iranienne, à l'exception de la firme *Iran National*, est une chaîne de montage, chargée d'assembler les diverses pièces détachées fabriquées dans les usines mères de Detroit.

Les actions de la *GM Iran* étaient réparties entre la multinationale US (45 %), un affairiste iranien (Jafar Akhavan, par ailleurs président de la Banque *Dariush*) (45 %), tandis que les 10 % restant avaient été «généreusement» donnés à la Fondation Pahlavi (1).

La *GM Iran* compte 3050 ouvriers et salariés et monte des modèles de «belles américaines» (*Buick, Cadillac, Chevy*), ainsi que des véhicules utilitaires (*Pick up Chevrolet* et *Jeep Willys*).

Les seules pièces fabriquées *made in Iran*, sur les différents modèles, représentent une part dérisoire : ce sont les pneus, les vitres.

Avant le 8 septembre 1978, le vendredi noir du massacre de la place Jaleh (2), l'activité politique dans une usine fortement contrôlée par la *Savak* et

ses syndicats jaunes était des plus restreinte. Après le vendredi noir, quelques activistes, en multipliant les précautions distribuèrent des tracts ou firent passer de la main à la main des cassettes enregistrées de Khomeiny.

Après cette première phase d'activité, il y eut la première tentative de former un *shora*, tandis que les premières prises de parole publiques dans les ateliers se développaient et que la résistance ouvrière prenait la forme d'une baisse généralisée des cadences.

Le premier *shora* formé comptait 30 représentants des différents ateliers. Le jour de sa première réunion, la direction et l'encadrement américain décidèrent le lock-out. Pendant plusieurs jours, le *shora* et les travailleurs de la *GM* se réunirent à l'Université Polytechnique comme nombre d'autres personnels des usines en grève ou lock-outées.

Après plusieurs jours, les travailleurs obtinrent que l'usine soit réouverte. La baisse des cadences se généralisa lorsque les travailleurs «reprirent le travail».

Les mots d'ordre étaient désormais directement politiques, contre la monarchie et le gouvernement. Le *shora* a pris le contrôle de la cafetaria et, pour éviter une nouvelle fermeture ou des licenciements, organisé l'occupation de l'usine une semaine avant l'insurrection.

Deux semaines après le 11 février, un nouveau *shora* est élu, à bulletins secrets qui commence à prendre le contrôle de toute l'usine.

Cinq commissions sont formées : une commission pour contrôler la direction, une autre pour contrôler la comptabilité et les finances, une autre pour gérer les approvisionnements, une autre contrôle la production.

Enfin, un comité de recherche technologique, où sont invités les techniciens et les ingénieurs a été mis en place. Au bout de deux mois, il a présenté un plan de reconversion industrielle.

UN PLAN DE RECONVERSION INDUSTRIELLE

Dans les ateliers aussi, les travailleurs ont dû commencer à prendre des initiatives, démontant et auscultant par exemple les systèmes d'injection électroniques importés tout prêts des États-Unis, pour être capables de les reconstituer sans les plans d'origine, qui faisaient défaut.

Après le départ des techniciens américains et des patrons iraniens, les travailleurs de la *GM* ont demandé au gouvernement, en l'occurrence le ministère de l'Industrie et des Mi-

1) La Fondation Pahlavi, fondation «charitable», était en fait le centre nerveux du racket impérial. Elle possédait des actions dans les principales industries, chaînes d'hôtel. Pour l'investisseur étranger ou iranien désireux de faire abouir rapidement, sans trop de tracasseries administratives, ses projets industriels, il était particulièrement recommandé d'offrir à titre gracieux, cela va sans dire, une bonne pincée d'actions à la Fondation Pahlavi.

La Fondation Pahlavi était ainsi une institution de charité bien orientée puisqu'elle a versé, entre 1977 et 1978, 33 millions de tomans (deux milliards de centimes) à l'impératrice Farah, six millions de tomans à la princesse Achraf, cinq millions et

demi de tomans au frère du chah, Mahmoud, et quinze millions à divers autres Pahlavi (soit neuf cents millions de centimes). (cf. Robert Graham : *Iran, the illusion of power*, éd. Croom-Helm, pp. 214 et suivantes - Paul Balta-Claudine Rulleau : *L'Iran insurgé*, Ed. Sindbad, pp. 295 et suivantes)

2) Le 8 septembre 1978, le chah fit décréter la loi martiale dans les douze principales villes du pays. A Téhéran, la troupe ouvrit le feu sur les manifestants qui se concentraient autour de la place Jaleh. On devait dénombrer plus de 3900 corps à la morgue du cimetière de Behechte Zahra.

nes, d'envoyer une équipe de directeurs. Ils sont venus à trois en avril 1979. Mais toutes les décisions de ces «managers par intérim» furent soit proposées, soit ratifiées par les 19 membres élus du *shora*.

Les capitaux iraniens (privés et Fondation Palhavi) ont été nationalisés.

Pour faire face au manque de pièces détachées, les ouvriers de la GM ont participé à la foire exposition qui s'est tenue en décembre 79 à Téhéran où les re-

présentants des différentes usines venaient indiquer leurs besoins et ce qu'elles pouvaient produire.

Toujours dans le but d'assurer une reconversion industrielle, le *shora* de la GM a pris contact avec les sept autres usines de montage automobiles, mais aussi avec les fabriques de machines-outils de Tabriz et d'Arak et même avec des firmes étrangères, japonaises ou d'Europe de l'Est.

Le *shora* de la GM a été à l'initiative de la constitution du *Shora islamique des travailleurs de Téhéran*, qui regroupe les *shora* de 78 entreprises et a organisé une manifestation de plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers à l'ambassade US (voir le numéro précédent d'*Inprecor*). Ainsi l'on peut dire que le *shora* de la GM en terme de contrôle ouvrier, d'ouverture des livres de comptes, de contrôle de la production est l'un des plus avancés.

LE CONTROLE DES SALAIRES

Sur le plan de l'usine, le *shora* a pris la décision de baisser drastiquement les hauts salaires (de 50000 tomans à 19000, c'est-à-dire de 30000 francs français à 12000 francs tandis que les bas salaires passaient de 1300 tomans à 250 — de 780 à 1290 francs français). Une bibliothèque a été constituée, une coopérative a été créée, financée par la vente du mobilier et des automobiles des experts américains en-fuis...

L'ancienne séparation entre la cantine des ouvriers, le *self* des employés et le restaurant réservé au personnel d'encadrement n'existe plus. Il n'y a plus

désormais qu'une seule cafeteria qui sert un repas unique à bon marché.

Les cent cinquante travailleurs qui avaient été licenciés pour fait de grève ont été réintégrés et ont reçu leurs arriérés de salaires.

Le climat dans les ateliers est à l'unisson de ces transformations. Les chaînes tournent au ralenti; les travailleurs, par petits groupes, boivent le thé brûlant et discutent des derniers événements politiques. Plus rien à voir avec le climat de terreur qu'imposait la *Savak*. Il est vrai que le *shora* a mis sur pied une commission d'enquête qui a ouvert tous les dossiers des anciens *savakis*.

Pourtant tout n'est pas aussi simple. A plusieurs reprises, dans la discussion, les membres de ce *shora* «islamique» nous expliquent que l'extrême-gauche n'a pas sa place dans le *shora*. Le *shora* de la GM a envoyé des équipes d'ouvriers aider à réparer les voitures de la «croisade de la construction» (3), mais il a également envoyé son équipe médicale appuyer les pasdars lors de l'offensive d'août dernier au Kurdistan...

3) La «Croisade de la construction» a été lancée par la fondation des Mostazafin (fondation des déshérités) qui a pris la succession de la Fondation Pahlavi. Il s'agit de lancer un programme de construction de logements pour les sans-logis. Ce plan en fait n'a pas commencé d'être mis en œuvre.

interview des étudiants islamiques à l'ambassade des Etats-Unis

Pourquoi les Iraniens veulent le retour du chah

Cindy JAQUITH

Le 2 janvier, j'ai été invitée à l'ambassade des Etats-Unis, rebaptisée «le nid d'espions», pour m'y entretenir avec les étudiants.

Bien qu'il ne fût que 9h30 du matin, il y avait déjà devant la porte plusieurs centai-

nes d'Iraniens venus apporter leur soutien à l'exigence du retour du chah assassin.

Un reporter de la télévision mexicaine et un envoyé des émissions culturelles nippones, du Japon, avaient aussi été invités. Nous avons été conduits de l'entrée principale dans une petite pièce des bâtiments de l'ambassade.

Une immense banderole recouvrait tout un mur de la pièce où il était inscrit : «Pas

de négociations ! Extradez le chah !», sur un autre mur : une photo de l'ayatollah Ruhollah Khomeini, deux affiches éditées par l'Association des étudiants musulmans aux Etats-Unis et au Canada, une autre annonçant une conférence des mouvements de libération nationale qui s'est tenue à Téhéran du 3 au 9 janvier.

Les étudiants nous demandèrent de prendre autant d'affiches que nous voulions et

nous donnèrent des copies des dossiers de l'ambassade qui témoignaient des opérations d'espionnage de la CIA en Iran.

Le Militant s'est entretenu avec les deux porte-parole des étudiants islamiques «qui suivent la ligne de l'imam». Les étudiants qui occupaient le «nid d'espions» avaient été choisis. Une étudiante était là pour traduire.

Les étudiants expliquèrent au cours de l'entretien qu'ils pensaient que le peuple américain et que tous les peuples du monde avaient un ennemi commun : l'impérialisme américain.

Le porte-parole donna des détails sur les horreurs de la vie en Iran sous le régime du chah - torture, misère, absence de libertés démocratiques.

Ils expliquèrent comment le gouvernement des Etats-Unis avait soutenu en permanence toutes les mesures du régime du chah.

Ils donnèrent leur point de vue sur la révolution iranienne et sur ses développements.

Au cours de l'entretien, les étudiants firent appel au peuple américain pour qu'il les aide à faire connaître la vérité, qu'il les aide à «révéler tous les crimes du régime (du chah) et de l'impérialisme de manière à ce que les peuples ne soient plus trompés par leurs oppresseurs».

Question : Vous avez fait appel au peuple américain pour qu'il soutienne votre combat contre le gouvernement des Etats-Unis. Vous appuyant sur la profonde opposition qui a existé aux Etats-Unis même contre la guerre du Vietnam, pensez-vous pouvoir gagner la solidarité avec les peuples d'Iran ?

Réponse : Nous pensons que l'impérialisme américain, avec son cortège de misère et d'oppression, a dominé tous les peuples du monde, les a utilisés et exploités.

LES ARMES, LA MISERE, LE MENSONGE

Les Etats-Unis ont dominé les peuples du tiers-monde par les armes et la misère et les

peuples des pays industrialisés par l'idéologie de la consommation, par l'ignorance, par les moyens d'informations et autres dispositifs mensongers, conçus pour les tromper.

Les oppresseurs tentent de détruire les peuples qui veulent la liberté quand ils se battent pour obtenir leur libération et leur indépendance.

Aux Etats-Unis, les différents secteurs de l'administration et les différents partis - nous pensons qu'ils ont tous la même nature - ne se soucient que de leurs propres intérêts ; leur seul but est de gagner la présidence.

Les crimes du Parti républicain, dans notre pays, sont absolument clairs pour nous. Le coup d'Etat (qui a rétabli le chah au pouvoir en 1953) se produisit alors que le président était républicain.

Mais, aujourd'hui, le parti Républicain déclare que c'est à Carter d'expliquer les crimes du chah pendant les deux dernières années du régime. C'est absolument inacceptable pour nous.

Le peuple des Etats-Unis connaît ces crimes, il a vu les 100 000 cadavres des martyrs de notre révolution, et maintenant on essaie de lui expliquer que tous ces crimes ne se sont produits que pendant les deux dernières années du régime.

L'Imam (Khomeini) a dit que sera constitué un tribunal qui jugerait sous les ordres de qui agissait le chah pendant les 25 années de son règne. De plus, le chah, lui-même, a déclaré que, s'il était jugé, il faudrait alors juger aussi tous les présidents des Etats-Unis qui ont été au pouvoir pendant cette période. Cela montre bien comment l'existence du gouvernement des Etats-Unis a reposé sur le crime, l'oppression et les massacres. Et nous espérons que le peuple américain comprendra et protestera.

Les Noirs et les Latino-américains aux Etats-Unis sont opprimés comme nous. Dans leur réunions, leurs manifestations et leurs messages de

soutien, nous avons pu voir qu'ils comprenaient notre lutte.

Nous sommes sûrs que cette prise de conscience se répandra à travers toute l'Amérique et dans le monde entier. Les peuples se révolteront contre leurs oppresseurs et ce système corrompu sera détruit pour toujours.

Tous les peuples opprimés, les intellectuels, les révolutionnaires qui veulent combattre pour faire la lumière sur les crimes du chah et des Etats-Unis et les expliquer au peuple américain en particulier.

Nous pensons que si le peuple américain comprend tout ce qui se passe et tout ce qu'il peut se passer dans les autres pays, il soutiendra les autres peuples.

Ce qui s'est passé au moment du Vietnam en donne la preuve. Quand le peuple américain a compris ce qu'il arrivait au peuple vietnamien courageux et combatif, il se mobilisa pour le soutenir. La preuve des crimes qui ont été perpétrés en Iran, c'est les 100 000 blessés, les dossiers de l'ambassade et la misère. Mais malheureusement le gouvernement américain déforme la vérité ; aux Etats-Unis, il fait pression sur les étudiants islamiques iraniens qui nous aident à faire connaître les crimes de ce pays. Le gouvernement ne leur permet pas d'utiliser leurs maigres ressources pour faire connaître la réalité au peuple américain.

AIDEZ-NOUS A FAIRE CONNAITRE LA VERITE

Nous demandons à tous les intellectuels, à tous les révolutionnaires de soutenir les étudiants musulmans aux Etats-Unis. Aidez-les à faire connaître les crimes du régime et de l'impérialisme pour que le peuple ne soit plus trompé par ses oppresseurs. La victoire sera complète quand sera instaurée une société de justice d'unité et de liberté dans tous les pays.

Question : Des milliers de personnes dont la plupart appartiennent aux couches les plus pauvres, sont venues à l'ambassade des Etats-Unis pour soutenir la demande de retour du chah pour qu'il soit jugé. Quelle est la signification de la révolution iranienne dans leur vie ?

Réponse : Au nom de Dieu, le miséricordieux, celui qui fait miséricorde, la révolution islamique en Iran est un mouvement vivant ; nous y participons ; toutes les couches du peuple ont fait l'unité.

Pendant des années, le peuple iranien a horriblement souffert sous le joug du régime Pahlavi. Ce régime, pour assurer sa domination et accroître sa puissance, a placé la société iranienne sous l'influence des Etats-Unis et l'a rendue vulnérable.

LE CHAH A MASSACRE NOTRE PEUPLE

Le chah a pris le pouvoir grâce à un coup d'Etat orchestré par les Etats-Unis. Il a plusieurs fois massacré le peuple dans la rue. En une année, il a tué 150 000 personnes. Les sinistres prisons du chah sont célèbres dans le monde entier. C'est là qu'ils ont torturé les combattants et la jeunesse iranienne.

Ce régime a détruit notre agriculture. Au lieu de préparer des récoltes pour nous nourrir, ils ont semencé nos champs de cultures inutiles pour nous. Ils ont détruits notre économie et notre culture.

Ce régime se disait islamique, mais, en réalité, il trahissait l'ensemble de la nation. Alors, quand les masses ont pris conscience de ces réalités, elles se sont révoltées contre leur principal ennemi.

Cette révolution s'est orientée vers la construction d'une société fondée sur l'islam : une société de justice, sans misère ni oppression.

L'homme a deux dimensions, sa dimension spirituelle doit être prise en compte tout autant que sa dimension économique. Les masses veulent une société islamique. Sur cette base, à partir des méthodes qu'enseigne l'islam, elles se sont révoltées. Nous, les étudiants, nous faisons partie du peuple. Nous pensons que, jusqu'à la révolution islamique, toutes les révolutions ont fini dans une impasse et ont été stoppées. Mais, cette révolution islamique a introduit des méthodes nouvelles et une dimension nouvelle pour que les nations opprimées du monde puissent se libérer.

Question : Vous avez accueilli du 3 au 9 janvier, à Téhéran, une réunion internationale des mouvements de libération.

Quels étaient les objectifs de cette réunion et comment situez-vous la révolution iranienne par rapport aux mouvements de libération nationale partout dans le monde ?

Réponse : Le but recherché en réunissant les mouvements de libération à Téhéran, c'était de les faire venir ici, de leur montrer et de leur faire comprendre notre révolution, notre peuple, les crimes du chah.

Dans ce pays, il y a 100 000 personnes mutilées qui sont les preuves incontestables des crimes du chah. Des villages et des villes entiers sont construits en torchis. Il y a des cimetières entiers où sont enterrés nos martyrs - des jeunes, des enfants - qui se sont battus,



Enfant dont les bras ont été coupés par la SAVAK pour faire parler sa mère

qui se sont soulevés contre les oppresseurs. Nous voulons faire connaître ces faits et ces crimes aux peuples du monde entier. Nous voulons leur apprendre nos méthodes de lutte.

C'EST LE PEUPLE, LE MEILLEUR JUGE

Les tribunaux internationaux sont sans valeur. Les tribunaux doivent être aux mains des nations opprimées. Nous pensons que les meilleurs juges, ce sont les peuples de ces nations. Eux, mieux que tout autre, peuvent juger. Nous pensons que les faits doivent être connus de tous les peuples du monde.

Si c'était possible, nous ferions venir tous les peuples opprimés en Iran. Comme cela n'est pas possible, nous avons invité leurs représentants.

Les peuples opprimés d'Amérique latine, d'Afrique et du Moyen-orient connaissent des situations proches de la nôtre. Ils ont un ennemi commun : l'impérialisme. Ils doivent s'expliquer les uns aux autres leurs problèmes pour reconnaître leur ennemi et trouver ensemble une solution.

LES DROITS DE L'HOMME SELON CARTER

Les Etats-Unis ont commis des crimes ici-même. Cela doit être montré au peuple américain - au-delà des déclarations de Carter en faveur des droits de l'homme, c'est bien autre chose qui se passe dans la réalité. Ces déclarations ne sont que des mensonges pour tromper le peuple. Il doit comprendre la sinistre nature de son gouvernement, se soulever et lutter contre ses oppresseurs.

Un des autres buts de la conférence était de faire connaître notre révolution à tous les peuples du monde. La révolution iranienne remet en cause les méthodes classiques et

les critères de la révolution. Elle est quelque chose d'unique. Quand un peuple sans armes, les mains vides, avec pour seules forces : sa foi et son unité, renverse la plus grande puissance du monde, c'est un espoir pour tous les peuples.

L'Iran est une école où sont enseignées des méthodes qui viennent directement des masses et fondées sur l'idéologie islamique révolutionnaire. C'est une idéologie fondée sur une compréhension complète des besoins de l'homme. Cette compréhension permet la grande liberté que nous connaissons.

Un autre but de cette conférence était de présenter les mouvements de libération invités à tous les peuples de la terre, y compris à notre peuple. Nous espérons que notre peuple soutiendra plus fermement ces mouvements et que les fonctionnaires du gouvernement apporteront aussi leur soutien aux combats des peuples opprimés partout dans le monde.

Question : Vous avez ouvert les dossiers secrets de l'ambassade pour montrer comment le gouvernement des Etats-Unis essaie, aujourd'hui encore, d'intervenir dans la politique et l'économie iraniennes. Récemment, vous avez fait appel au peuple iranien pour qu'il dise ce qu'il pense de ces révélations, c'est-à-dire, s'il voulait que d'autres documents soient rendus publics. A partir de leur réponse, qu'allez-vous faire maintenant ?

Réponse : Nous avons rendu publics ces documents pour mettre à jour les méthodes avec lesquelles les Etats-Unis étendaient leur influence et pénétraient dans la nation iranienne. Ces dossiers montrent les couvertures utilisées par les Etats-Unis pour étendre leur pouvoir et assurer leur position en Iran. Ils étendaient leur pouvoir pour exploiter notre peuple. Notre nation veut comprendre ces méthodes pour les combattre.

Notre peuple, tout comme il a lutté avec acharnement et persistance contre le régime du chah, est prêt aujourd'hui à lutter avec acharnement contre le joug des Etats-Unis en Iran.

Pendant une courte période, aucun nouveau document n'a été rendu public. C'était pour s'assurer que le peuple iranien voulait de nouvelles révélations. Pendant cette période, il fut évident pour tous que le peuple iranien voulait connaître les méthodes utilisées par les Etats-Unis pour assurer leur domination en Iran. Le soutien du peuple est la preuve que les étudiants ne sont pas des terroristes, mais ont toute la population derrière eux. Ils sont soutenus par le dirigeant de la révolution (Khomeini) et le peuple.

Avant même que cette preuve ne soit administrée, nous pensions que les révélations devraient continuer. Elles continueront dorénavant.

LES DOSSIERS APPARTIENNENT AU MONDE

Ces documents appartiennent à notre peuple, mais pas seulement à notre peuple. Ils appartiennent à tous les peuples du monde, car les Etats-Unis ont commis des crimes dans d'autres pays et d'autres ambassades américaines ont la même fonction que l'ambassade de Téhéran.

Notre message aux autres peuples est qu'ils devraient, eux aussi, ouvrir ces nids d'espions pour révéler la nature des actes des Etats-Unis. Si le peuple américain allait dans les bureaux de la CIA ou au ministère de la Défense, il trouverait des dossiers contre le peuple américain, des dossiers sur des complots contre d'autres pays.

Nous allons continuer à rendre publics les documents et le peuple continuera à nous soutenir.

Halte aux interventions de l'impérialisme français

Déclaration du Groupe marxiste-révolutionnaire tunisien Section sympathisante de la QI

DEUX ans après le 26/1/1978, rien n'est résolu pour le gouvernement tunisien qui fait face à une contestation montante.

Le régime Bourguibien s'est trouvé encore obligé de réprimer dans le sang une révolte armée à Gafsa. Plus de cent morts, des centaines de blessés.

Cette action armée qui ne peut pas résoudre les problèmes de la classe ouvrière tunisienne, doit être comprise comme un acte désespéré face à cette dictature de parti unique. Le gouvernement tunisien invoque l'immixtion extérieure. Aujourd'hui s'il y en a une, c'est bel et bien la présence en Tunisie des forces armées françaises.

L'impérialisme français se montre fidèle à ses engagements et est là pour parer à toute éventualité. Déjà le ministre Yvon Bourges avait exprimé ses intentions avant la grève générale du 26/1/1978.

Aujourd'hui, contre une action quelque peu isolée, demain contre la révolte de la classe ouvrière. Nous, marxistes-révolutionnaires tunisiens, tenons à dénoncer cette intervention. Nous ne serons pas un deuxième Shaba ou une deuxième Mecque. Nous luttons dès aujourd'hui pour mettre dehors cette présence impérialiste armée.

Les armées françaises n'impressionneront pas la classe ouvrière tunisienne qui continuera en même temps son combat contre l'impérialisme et contre sa bourgeoisie.

Nous ne reconnaissons aucun droit au régime Bourguiba, qui ne tient que par la répression, à appeler de quelconques forces armées pour se maintenir plus longtemps.

Nous n'avons aucune leçon de nationalisme à recevoir d'un régime qui soutient implicitement les accords de Camp David, qui appelle les troupes étrangères à sa rescousse et qui emprisonne les militants politiques et syndicaux.

Nous lançons un appel à l'ensemble des organisations ouvrières françaises pour dénoncer cette menace impérialiste et pour développer la lutte pour le retrait immédiat de toute aide :

- Troupes françaises hors de Tunisie !
- Vive la solidarité de la classe ouvrière française et tunisienne contre l'impérialisme français et la bourgeoisie tunisienne !
- Vive l'internationalisme prolétarien !

le 31 janvier 1980

Communiqué du Bureau politique de la LCR Section française de la IVe Internationale

IL est aujourd'hui certain que l'armée française a trempé dans les combats qui ont eu lieu en Tunisie. Les troupes tunisiennes ont été transportées jusqu'à Gafsa par des Transall de l'armée française. Des hélicoptères Puma du 5è RHC de Pau ont sillonné le ciel du sud tunisien. On apprenait, dans la journée de lundi, que l'escorteur «*le Vendéen*», le croiseur «*Colbert*», la frégate «*Duguay-Trouin*» appareillaient en état d'urgence pour la Méditerranée. Ces trois navires se trouvent depuis mardi stationnés dans le golfe de Gabès. Comment interpréter, par ailleurs, des bruits faisant état d'une mise en état d'alerte d'éléments des forces d'intervention extérieure ? La Ligue communiste révolutionnaire tient à dénoncer ces nouvelles manœuvres du gouvernement qui illustrent la politique impérialiste et interventionniste tous azimuts en Afrique. On s'en souvient : Yvon Bourges s'est rendu en Tunisie avant la grève générale du 26 janvier 1978, qui s'est soldée par un massacre. Avait-il à cette occasion, donné des avances, quant au soutien de l'Etat bourguibien par les centurions de Giscard. Aujourd'hui, cette politique de la canonniers est une menace à l'égard de la classe ouvrière tunisienne dans son combat contre la dictature du parti unique destourien. C'est pourquoi aujourd'hui, la LCR exige le retrait des troupes françaises et de toute présence militaire (conseillers, colonels de CRS, etc.) de Tunisie et, au-delà, de l'Afrique. Elle appelle l'ensemble des forces du mouvement ouvrier français à se mobiliser contre la politique néocoloniale de Giscard et prend, dès aujourd'hui, tous les contacts pour dénoncer cette politique impérialiste.

Le bureau politique de la LCR
30 janvier 1980

Les masses se mobilisent contre le plan néo-colonial

A LA veille des élections prévues pour le 27-29 février, le gouverneur britannique du Zimbabwe, Soames, ne cesse de développer son plan de harcèlement et de répression du mouvement national. Les «*protected villages*» (hameaux stratégiques) sont maintenus à une assez large échelle; les arrestations se poursuivent, et des milliers de personnes restent en prison; assassinats et tentatives d'assassinats de militants et de dirigeants du Mouvement national, et notamment du ZANU, se multiplient. L'état de siège subsiste dans 90 % du territoire du pays; les forces de répression — police, armée et auxiliaires — ont été redéployées, en violation des accords de Londres; les contingents d'Afrique du sud ne se sont effectivement pas retirés.

Par ailleurs, Soames s'est attribué des droits qui lui permettent de fausser la campagne électorale et ses résultats : possibilité d'exclure du scrutin des secteurs de la population sans diminuer pour autant le nombre de sièges à pourvoir, possibilité d'interdire à un parti ou front de présenter ses candidats dans certaines zones, etc.

Les raisons qui inspirent l'attitude de Soames sont claires. Le régime de Salisbury avait accepté l'idée d'un compromis parce que l'opération tentée avec le fantôme Muzorewa avait fait long feu ; la lutte armée de la guérilla n'avait pas été affaiblie ; la situation économique frisait la catastrophe; la démoralisation avait pénétré les rangs des colons blancs. Il pouvait espérer exploiter le compromis assez pesant qu'il avait réussi — grâce aussi aux pressions

des pays dits de la ligne du Front (Tanzanie, Mozambique, Zambie, Angola, Botsawana) - à imposer au mouvement national et qui impliquait pour celui-ci de renoncer à ses revendications initiales.

Le front avait accepté notamment que les colons jouissent d'une représentation parlementaire très supérieure à leur poids numérique ; que pendant dix ans les propriétés des colons ne soient pas expropriées; que l'armée ne soit pas démantelée et que les contingents de la guérilla se rendent dans des camps de rassemblement.

Les colons, Soames et l'impérialisme espéraient ainsi pouvoir instaurer un régime néo-colonial conservateur, dont Muzorewa ou le ZAPU de Nkomo serait le garant. Pour mener à bien l'opération, ils devaient exploiter à fond la division du mouvement national, frapper son aile la plus radicale, la réduire à la portion congrue. Voilà pourquoi la répression a visé et vise surtout le ZANU de Mugabe, alors qu'une politique de séduction et d'ouverture est menée face au leader du ZAPU, Nkomo.

Mais toutes ces manœuvres risquent d'être stériles. En fait, une situation nouvelle s'est créée au cours des dernières semaines dans le pays. Les masses exploitées du Zimbabwe, loin d'être déconcertées et freinées par les accords de Londres, se sont lancées dans les brèches qui s'étaient ouvertes. Le retour des dirigeants nationaux les plus connus et la campagne électorale ont été caractérisés par une mobilisation sans précédent dans l'histoire du pays et la répression n'a pas eu l'effet escompté. Ces mobilisations représentent en elles-mêmes une menace au compromis de Londres et au

projet néo-colonial. Elles sont grosses de gigantesques explosions anti-impérialistes et révolutionnaires. C'est contre un tel danger que Soames et les colons s'efforcent de réagir en exploitant au maximum toutes les ressources dont ils disposent, y compris en ayant recours à une répression massive et en faussant davantage les mécanismes électoraux.

Non seulement les colons blancs de l'Afrique australe et l'impérialisme britannique, mais l'impérialisme dans son ensemble et les Etats-Unis en premier lieu, considèrent l'enjeu au Zimbabwe capital : c'est pourquoi ils s'engagent à fond dans la bataille.

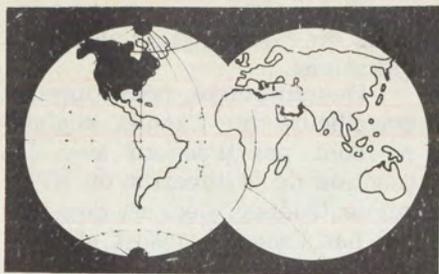
Le mouvement ouvrier et révolutionnaire international a le devoir de riposter, de se mobiliser pour la défense des droits nationaux et démocratiques du peuple du Zimbabwe, d'exiger que le Zimbabwe obtienne une indépendance immédiate et totale et que les libertés démocratiques soient instaurées sans aucune discrimination ou restriction. Cela implique, entre autres, l'égalité absolue des droits électoraux et le droit pour le peuple zimbabwien de décider, sans aucune limitation préalable, des structures économiques et sociales du pays.

* Pour le retrait immédiat des troupes impérialistes du Commonwealth et de l'Afrique du Sud !

* Pour la dissolution des forces de répression du régime des colons !

* Pour l'égalité absolue des droits électoraux !

* Pour la libération immédiate de tous les prisonniers politiques !



Plateforme électorale de la LOR-RWL

La Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR-RWL), section pan-canadienne de la IVe Internationale, est engagée dans la campagne pour les élections fédérales au Canada du 18 février 1980. Le gouvernement conservateur dirigé par Clark a été censuré en décembre par un vote conjoint du Parti libéral d'Elliot Trudeau (qui avait été battu après 10 ans de pouvoir) et du NPD (Nouveau Parti Démocratique). La section pan-canadienne fait campagne pour

le vote pour les candidats du NPD au Canada anglais et pour la présentation de candidats ouvriers au Québec, appuyés par les syndicats (le NPD a une influence négligeable au Québec). Par ailleurs, elle présente trois candidats : André Frappier, ouvrier des Postes à Montréal, Walter Belya, ouvrier à Pratt & Whitney à Longueuil au Québec et Naomi Jolliffe, travailleuse de Douglas Aircraft à Toronto. Nous publions ci-après in extenso la plateforme électorale de la LOR-RWL.

CLARK et Trudeau ont le même programme, éprouvé dans la pratique : plus de chômage, plus de retenues et moins de crédits; un taux d'inflation à deux chiffres; plus de restrictions aux droits démocratiques des syndicalistes, des femmes, de la jeunesse et des Québécois; et le soutien aux préparatifs internationaux de guerre de l'impérialisme.

Le budget conservateur a montré ce que les partis du grand capital réservent à la population laborieuse. La proposition de doubler les prix de l'essence et du pétrole d'ici 1983 est survenue au plus fort de la hausse sans précédent des taux d'intérêt et des taux hypothécaires. Ces mesures de relèvement des profits des grandes entreprises, des banques et des spéculateurs fonciers mineront autant notre niveau de vie que le contrôle des salaires de Trudeau.

Les Conservateurs comme les Libéraux proposent de s'en prendre aux droits nationaux

du peuple québécois. C'est pourquoi ils appuient les décisions de la Cour suprême contre la Loi 101 (la loi sur les droits

linguistiques du Québec) et contre la tentative du gouvernement québécois de nationaliser Abestos.

SYNDICATS QUEBÉCOIS ET NPD : UNE LUTTE COMMUNE POUR LE GOUVERNEMENT

Il y a une question qui se pose avant toutes les autres, pour l'élection du 18 février : comment les travailleurs peuvent-ils battre les partis bourgeois de Clark et de Trudeau ? Ils peuvent faire un pas décisif dans ce sens en renforçant la campagne du Congrès des Travailleurs canadiens (CTC) pour le Nouveau Parti Démocratique (NPD), dans le Canada anglais, et en présentant des candidats ouvriers au Québec. Les syndicats québécois, le NPD et le CTC doivent lancer une lutte unie pour établir un gouvernement qui agisse selon les intérêts des travailleurs.

Le NPD n'a pas au Québec, à la différence du Canada anglais, de base dans les syndicats. L'une des origines principales en est l'incapacité de la direction du NPD de soutenir les luttes des Québécois pour leurs droits nationaux.

Le Parti québécois (PQ) est un parti capitaliste qui n'offre aucune alternative réelle aux partis fédéralistes du grand capital. Avec hypocrisie, il dénonce le budget conservateur tout en appliquant sa propre politique d'austérité. Il s'efforce de convaincre les travailleurs québécois que sa proposition de «nouvelle entente» avec le

reste du Canada est la seule solution face aux attaques du gouvernement fédéral.

Mais les travailleurs ne peuvent se permettre d'ignorer la politique fédérale et de ne pas récuser les politiques anti-ouvrières des Libéraux et des Conservateurs.

Emboîtant le pas au PQ, les dirigeants ouvriers du Québec sont restés silencieux sur les élections. Mais ce qu'il faut ce sont des candidats des syndicats québécois pour défendre les intérêts de la population laborieuse et la lutte pour l'indépendance contre le Parti libéral, le Parti conservateur et le Parti du Crédit social, ainsi que contre le PQ. Une campagne pour des candidats des syndicats serait un grand pas en avant vers la création d'un Parti du travail. Le NPD devrait soutenir totalement une initiative de ce type. Les syndicats québécois et le CTC devraient faire campagne ensemble dans les deux nations, par exemple, en organisant des tournées communes de meetings.

Présenter des candidats ouvriers à ces élections mettrait aussi les syndicats québécois dans une meilleure position

pour mener une campagne pour le référendum indépendamment du PQ.

Aux dernières élections fédérales, le CTC a lancé une campagne sans précédent pour gagner le soutien au NPD de ses presque trois millions de membres. Après les élections, le NPD et le CTC ont poursuivi cette lutte à travers des campagnes pour défendre l'assurance-maladie, pour s'opposer aux suppressions de l'assurance-chômage et pour conserver et étendre *Petrocan*.

Dans ces élections, des milliers de travailleurs à travers le Canada anglais s'organisent pour faire de cette campagne un autre pas en avant, avec des discussions d'atelier, des distributions de tracts et des discussions pendant le travail.

Des manifestations et des rassemblements, des articles dans la presse syndicale, des discussions à l'intérieur des usines et des réunions à leurs portes avec des candidats du NPD peuvent assurer que le plus grand nombre de travailleurs appuieront, le 18 février, le NPD et aideront au renforcement du combat de nos syndicats contre les patrons et leur gouvernement.

CE QU'IL FAUT, DES SOLUTIONS SOCIALISTES

La campagne NPD-CTC est une arme puissante pour les ouvriers du Canada anglais dans les élections fédérales. Des candidats ouvriers au Québec le seraient aussi.

Mais la politique des dirigeants du NPD, du CTC et des syndicats québécois vise seulement à réformer le système du profit qui engendre la crise et soutient l'oppression nationale.

La plupart des propositions de ces dirigeants sur l'économie, l'inflation, l'énergie, les questions internationales et d'autres questions ne satisfont pas les besoins des travailleurs. Nous devons faire campagne par exemple pour la nationalisation des grandes compagnies pétrolières qui ont provoqué

la « crise de l'énergie ». Mais ce n'est pas ce que font les dirigeants du NPD, du CTC et des syndicats québécois.

Le dirigeant du NPD, Ed Broadbent, appuie la participation criminelle du gouvernement Clark aux préparatifs de guerre impérialiste contre l'Iran et l'Afghanistan et aux sanctions économiques et culturelles contre l'Etat ouvrier soviétique.

La direction du NPD soutient la campagne pour l'unité du Canada contre le Québec. Elle est restée silencieuse devant les plus récentes attaques contre les droits nationaux du Québec.

La direction des syndicats du Québec s'est limitée elle-même à dénoncer le jugement

sur la Loi 101, en acceptant le refus du PQ d'engager des mobilisations.

Heureusement, beaucoup de travailleurs du Canada anglais ne sont pas d'accord avec la position de la direction du NPD sur le Québec. Ceci est démontré par l'accueil positif réservé à une pétition qui a circulé parmi les membres du NPD, qui appelait à la suppression de la Fondation pro-canadienne et par les motions en faveur du droit du Québec à l'auto-détermination, adoptées par plusieurs syndicats importants.

Des luttes communes telle la grève générale massive du 14 octobre 1976 contre le contrôle des salaires, telles les luttes pan-canadiennes des ouvriers des Postes et des employés de *Bell Telephone*, ainsi que d'autres ont convaincu beaucoup de travailleurs qu'on ne peut combattre efficacement les patrons et les gouvernements anti-ouvriers que par l'action unie à un niveau pan-canadien.

Ceci est vrai aussi au niveau politique. Les travailleurs des deux nations ont besoin de combattre ensemble pour gagner les syndicats et le NPD à une perspective de lutte de classe qui puisse mobiliser la classe ouvrière et ses alliés pour ses revendications et pour un gouvernement de ses propres organisations, le NPD et les syndicats du Québec.

Les réformes, quelle que soit leur utilité, ne suffisent pas. Une utilisation rationnelle des ressources et de la technologie pour satisfaire les besoins populaires à l'échelle mondiale exige une transformation fondamentale de la société : le socialisme.

Les propositions suivantes sont mises en avant par les candidats à ces élections de la Ligue ouvrière révolutionnaire. Elles soulignent la nécessité d'un gouvernement ouvrier qui lutterait pour l'abolition du capitalisme, qui dissoudrait la Confédération pour permettre l'auto-détermination des Québécois et des autres peuples opprimés de la Confédération et qui établirait une économie planifiée détenue et contrôlée par les travailleurs.

Ce sont des propositions pour lesquelles le NPD, le CTC et les syndicats québécois devraient lutter dans ces élections.

CONTRE LA «CRISE DE L'ÉNERGIE»

La «crise de l'énergie» est construite de toutes pièces par les géants de l'essence et du pétrole et leurs amis au gouvernement. Elle est utilisée pour justifier les hausses considérables des prix, les hausses des profits et pour nous exposer aux dangers mortels de l'énergie nucléaire.

* **Nationalisation de l'industrie pétrolière.** Clark essaie de redonner *Petrocan* aux profiteurs. C'est pourquoi les travailleurs de la sidérurgie à Hamilton et beaucoup d'autres ont fait circuler la pétition du NPD pour arrêter la vente de *Petrocan*.

Nationalisation de toute l'industrie pétrolière sans indemnisation et sous contrôle des travailleurs !

* **Non au nucléaire.** Le charbon, l'essence, le pétrole et l'énergie hydro-électrique sont plus que suffisants pour satisfaire nos besoins pendant de nombreuses années. Mais l'énergie nucléaire a été développée, en dépit du danger qu'elle représente pour l'humanité, parce qu'elle est source de plus de profit. C'est pourquoi les syndicats et le NPD en Colombie britannique dirigent la lutte contre le nucléaire.

Halte au développement de l'énergie nucléaire !

Préparons la journée internationale de protestation contre le nucléaire du 26 avril 1980 !

* **Non à l'austérité.** Les mineurs de *Sudbury Nickel*, les ouvriers de l'entretien de *Bell Telephone*, les ouvriers du transit de Montréal et d'autres ont montré comment l'unité dans la lutte peut battre les mesures d'austérité capitaliste.

* **La garantie du pouvoir d'achat.** L'inflation rogne le pouvoir d'achat de nos salaires. C'est pourquoi des syndicats comme le syndicat local 510 des ouvriers de l'aéronautique

Pratt and Whitney à Montréal lutte pour la réouverture des négociations sur les contrats pour obtenir des clauses garantissant le pouvoir d'achat.

Pour des clauses d'indexation basées sur les calculs des syndicats de la hausse réelle du coût de la vie !

* **Ouverture des livres de compte.** Quand nous luttons pour de meilleurs salaires, les patrons répondent qu'ils sont trop pauvres. Mais comme les ouvriers en grève des raffineries de Montréal l'ont montré, les géants du pétrole doublent leurs profits en un an.

Ouverture des livres de compte ! C'est aux travailleurs de décider si les salaires doivent être relevés !

* **Des emplois pour tous.** Beaucoup d'entre nous sont contraints de travailler de longues heures, alors que d'autres font la queue dans les files d'attente pour l'embauche.

Reprenons la lutte des ouvriers des Postes pour la semaine de 30 heures sans perte de salaire !

Lors des dernières élections du 22 mai 1979, les Conservateurs (Clark) ont obtenu 36 % des suffrages, mais 48,2 % des sièges au Parlement fédéral; les Libéraux (Trudeau) ont obtenu 40 % des suffrages, mais 40,4 % des sièges; le NPD a obtenu 18 % des suffrages et 9,3 % des sièges; le Parti du Crédit social a obtenu 4,5 % des suffrages et 2,1 % des sièges.

* **Le Parti libéral est le principal parti bourgeois implanté dans les deux nations.** Il a été au pouvoir de 1963 à 1979 (avec Trudeau comme Premier ministre depuis 1968).

* **Le Parti «conservateur progressiste» (Clark) est le deuxième grand parti bourgeois, presque exclusivement implanté au Canada anglais.** Il a battu, aux élections de 1979, le Parti libéral de Trudeau. Il a bénéficié de l'usure de la base électorale de Trudeau, proposant un programme plus «musclé» que celui des Libéraux sur le Québec («pour la défense de la minorité anglophone du Québec» !) sur les dépenses publiques et sur la «crise de l'énergie».

* **Le Nouveau Parti Démocratique (NPD) (Broadbent) a été constitué en 1961, avec l'appui des syndicats du Canada anglais (Congrès**

des travailleurs canadiens - CTC). C'est un parti social-démocrate qui présente la particularité d'être le premier parti ouvrier de masse constitué au Canada anglais. Sur le Québec, il a un programme qui ne se distingue pas de celui des Libéraux, contre l'indépendance et contre tout séparatisme; ceci explique qu'il soit essentiellement implanté au Canada anglais et qu'il n'obtienne que des soutiens insignifiants au Québec.

* **Le Parti québécois (PQ) (Lévêque) est un parti nationaliste québécois.** Il est parvenu au gouvernement du Québec en 1976. Alors qu'auparavant il prônait l'indépendance du Québec, il n'a cessé depuis de reculer. Il propose aux Québécois de se prononcer par référendum (en juin) pour approuver un mandat le chargeant de «négocier un statut de souveraineté-association avec le gouvernement fédéral».

* **La «Loi 101» est une loi québécoise de 1977 instituant le français comme langue officielle du Québec.** La Cour suprême fédérale a déclaré en décembre cette loi contraire à la Constitution de l'Etat canadien. Le même jour, un jugement fédéral a cassé la nationalisation d'Abestos, décidée par le gouvernement québécois de Lévêque.

Nous avons besoin de travaux publics pour construire des logements, des écoles et des hôpitaux et pour créer de nouveaux emplois !

Pour des indemnités de chômage sans limite de durée pour tous les chômeurs au taux syndical et liées au coût de la vie !

* Pour tous les droits syndicaux. Les patrons essayent de stopper notre riposte aux injonctions et aux lois anti-

syndicales. Soutien à la lutte des travailleurs de la Nouvelle-Ecosse et contre le *Bill Michelin* !

Arrêt des poursuites contre le dirigeant des Postes, Jean-Claude Parrot !

Halte à toutes les restrictions au droit de grève pour tous les travailleurs, dans les secteurs public et privé !

POUR LE DROIT DES QUEBECOIS A DECIDER DE LEUR PROPRE AVENIR

Plus de quatre-vingts pour cent de la population du Québec parle français. Mais malgré des conquêtes obtenues de haute lutte, comme le droit des contrôleurs aériens à travailler en français, un grand nombre d'ouvriers du Québec sont encore contraints de travailler en anglais.

Pour le droit de travailler, d'étudier et de vivre en français au Québec !

L'armée canadienne et la police montée, hors du Québec !

Annulation du Décret sur les mesures de guerre !

Abrogation de la décision de la Cour suprême contre la Loi 101 !

Défendons les droits nationaux des Acadiens, des minorités francophones hors du Québec et des populations indigènes !

Comme les syndicats des Postes, des services publics, de l'automobile et de la sidérurgie, soutenons le droit du Québec à l'auto-détermination !

* Nationalisation des compagnies qui menacent de quitter le Québec. Durant les deux dernières années, plus de 70000 ouvriers québécois ont perdu leur emploi parce que les firmes géantes canadiennes et américaines ont fermé ou ont quitté le Québec. Beaucoup d'entre elles, comme *Cadbury* et *Sun Life*, ont dit qu'elles partaient à cause de la lutte

nationale au Québec. *Pratt and Whitney* a menacé de retirer une partie de ses opérations dans l'Ontario, pour la même raison.

Les élections fédérales ont lieu en plein débat sur le référendum du Québec. Mais contrairement aux dernières élections, les Libéraux et les Conservateurs en disent aussi peu que possible sur le Québec.

Ils n'ont cessé d'être prêts à utiliser, pour empêcher l'indépendance du Québec, tous les moyens nécessaires, y compris l'envoi de l'armée, comme Trudeau l'a fait en 1970. Toutefois, ils rencontrent non seulement une opposition croissante à leur politique au Québec, mais aussi une répugnance grandissante parmi les travailleurs du Canada anglais à croire leurs mensonges chauvins.

Le syndicat de la Manufacture de pâte à papier *Rayonier-ITT* à Port Cartier, qui a fermé ses portes, a proposé de les réouvrir en étant nationalisée.

Halte au chantage économique contre le Québec !

Nationalisation sous contrôle ouvrier des usines qui ferment ou qui déménagent !

* Pour l'indépendance nationale. Des coups contre les droits nationaux, comme la décision de la Cour suprême sur la Loi 101, et l'arrêt de la nationalisation d'*Abestos*, ont conduit un nombre significatif de Québécois à la conclusion que l'indépendance est nécessaire pour obtenir la libération nationale.

Alors qu'il se prétend pour la liberté nationale, le PQ se refuse à engager la lutte quand les droits nationaux sont attaqués et, maintenant, au lieu de l'indépendance, il propose de négocier avec Ottawa les droits du Québec pour obtenir une «nouvelle association».

La formulation de la question du référendum ne permet pas aux Québécois de voter pour l'indépendance. C'est un vote de confiance au PQ et à sa politique anti-ouvrière qui est demandé.

Le PQ veut maintenir à tout prix le système du profit capitaliste; aussi il recherche un arrangement avec les impérialistes au lieu de mobiliser la population contre eux.

Mais pour les travailleurs du Québec, la lutte pour l'indépendance est un moyen d'avancer nos propres revendications sociales et nationales. C'est la seule façon d'affirmer clairement notre volonté de mettre fin à la Confédération et à son refus des droits nationaux.

Les syndicats du Québec doivent diriger la lutte pour l'indépendance et la libération nationale !

Aucune confiance au PQ !
Pour un Parti du travail !

POUR LE DROIT DES FEMMES

Les femmes sont parmi les personnes les plus touchées par l'austérité.

* Action positive. Les femmes sont tenues à l'écart ou rejetées des emplois syndiqués et les mieux payés, parce que ces emplois ne sont pas considérés comme des «emplois féminins». Comme le NPD et les syndicats du Québec et du Canada anglais le soulignent, les femmes ont besoin d'un accueil préférentiel pour obtenir le droit à tous les emplois.

Pour que des quotas d'embauche de femmes soient imposés aux entreprises !

Pour des doubles listes d'ancienneté pour empêcher

les licenciements discriminatoires contre les femmes !

Soutien à la campagne pour que des femmes soient réembauchées à *Stelco* !

Réembauche des trois femmes mises à pied à *Pratt and Whitney* à Montréal !

* Arrêt des restrictions. Des restrictions de crédit dans les services sociaux rendent plus difficile pour les femmes de se faire avorter légalement, en sécurité et d'avoir des gardes d'enfants de qualité.

Liberté de l'avortement, selon la demande ! Abrogation des lois !

Pour des gardes d'enfants 24 heures sur 24, financées par l'Etat !

* Préparer la journée internationale des femmes. Le CTC et les syndicats québécois appellent à des actions pour le 8 mars. Dans beaucoup d'endroits, ceci se concentrera sur des actions affirmatives. Les femmes et les syndicats doivent aussi utiliser cette occasion pour parler de la lutte pour la syndicalisation des femmes et des autres questions qu'elle soulève.

A travers les opérations de solidarité du CTC et les efforts des syndicats québécois, des ouvriers ont collecté des centaines de milliers de dollars et d'autres aides matérielles pour la reconstruction du Nicaragua après la guerre civile dévastatrice qui a vaincu les forces somozistes, soutenues par l'impérialisme. Malheureusement le CTC a arrêté son effort.

Application de l'opération de solidarité !

Pour une aide massive du gouvernement canadien à la reconstruction !

DEFENSE DES DROITS DES HOMOSEXUELS ET DES LESBIENNES

En liaison avec les atteintes aux droits démocratiques, la répression policière et judiciaire contre les homosexuels et les lesbiennes se développe.

Ajout de la liberté de comportement sexuel à tous les co-

des sur les droits humains !

Défendons les victimes de la répression policière !

Droit pour les mères lesbiennes de garder leurs enfants !

HALTE AUX PREPARATIFS DE GUERRE DE L'IMPERIALISME

Les Libéraux et les Conservateurs, à la remorque de la bourgeoisie américaine, sont prêts à nous précipiter dans la guerre pour protéger les profits des compagnies géantes qui exploitent les travailleurs dans le monde.

* Derrière la crise afghane.

L'intervention soviétique en Afghanistan pour prévenir un coup d'Etat contre la révolution afghane, inspiré par l'impérialisme, a servi de prétexte à des sanctions économiques et culturelles contre l'Union soviétique et pour accroître les forces armées impérialistes et leur équipement.

Annulation des sanctions de Clark et de Carter contre l'URSS !

* Soutien aux masses iraniennes. Clark et Trudeau soutiennent la campagne raciste de l'impérialisme US pour étran-

gler la révolution qui se développe en Iran.

Le chah doit être renvoyé en Iran pour être jugé pour ses horribles crimes contre le peuple iranien !

Pas de sanctions économiques contre l'Iran !

Halte aux menaces de guerre !

* Solidarité avec la révolution nicaraguayenne. Sous la direction des Sandinistes, les Nicaraguayens ont pris des mesures avancées pour débarrasser leur pays, non seulement de la dictature exécutée de Somoza, mais aussi pour se dégager du garrot US, canadien et des autres intérêts capitalistes. Ils suivent la route empruntée, il y a 20 ans, par Cuba quand il est devenu le premier Etat ouvrier de l'hémisphère ouest.

* Abolition du budget militaire. La seule promesse électorale que Clark ait tenue, est la hausse du budget militaire qui est un pilier de la plateforme de Trudeau. Ils veulent renforcer l'engagement du Canada dans les alliances militaires impérialistes telles que l'OTAN et le NORAD, but qui est partagé par le Parti québécois.

Suppression du budget militaire ! Reconversion de la production d'avions de combat et d'autres armes en production à des buts pacifiques !

Le Canada doit quitter l'OTAN et le NORAD !

* Pour une aide massive au Vietnam et au Cambodge. Comme l'ont souligné les syndicalistes et les artistes québécois dans une pleine page de publicité parue en août dans la presse, le gouvernement canadien participe pleinement à une campagne internationale pour dénigrer, isoler et affamer le Vietnam. Il en fait de même avec le Cambodge, dont le Canada refuse de reconnaître le gouvernement.

Reconnaissance du gouvernement Heng Samrin au Cambodge !

Pour une aide alimentaire et médicale massive au Vietnam, au Cambodge et au Laos par le gouvernement canadien !



Le 8 mars : le droit à l'emploi des femmes, une lutte internationale

Jacqueline HEINEN

«*NOUS voulons du travail !*» criaient les femmes italiennes qui, par dizaines de milliers, sont descendues dans la rue le 8 mars de l'an dernier. «*Vive la femme en lutte, pas touche à son poste de travail*» scandaient les travailleuses romaines, à quoi faisait écho le cri de ralliement des ouvrières milanaises : «*Toutes à la Pirelli ! Quand le travail était épuisant, on y employait aussi des femmes. Maintenant que certains travaux très durs sont effectués par des machines, on ne veut plus d'elles !*».

Les discriminations de tous ordres auxquelles sont confrontées les femmes sur le plan de l'emploi suscitent de plus en plus de réactions parmi les travailleuses et leurs organisations. Comme le montrait l'article sur «*L'Europe des femmes au travail*» paru dans le numéro 10 des *Cahiers du Féminisme*, les chances d'une femme de trouver un emploi bien rémunéré et si possible intéressant sont plus que limitées. En dépit des statistiques indiquant une très forte augmentation du nombre de femmes actives durant la dernière décennie (en chiffres absolus aussi bien qu'en pourcentage par rapport à l'ensemble de la main d'œuvre), les travailleuses sont loin d'occuper une situation identique à celle des hommes sur le marché du travail. Dans la plupart des pays industrialisés ou semi-industrialisés, la courbe du taux

des femmes salariées continue à monter, que ce soit en relation avec l'expansion du secteur tertiaire, ou avec le développement d'entreprises à caractère «typiquement féminin» dans des secteurs comme l'électronique. Dans certains cas, comme l'Allemagne, la Suisse, la France, la Grande-Bretagne, le Canada, etc., cette croissance est aussi à mettre en relation directe avec la politique de la bourgeoisie vis-à-vis de la main d'œuvre immigrée : les mesures de contrôle qui, d'une manière générale, tendent à imposer une stricte limitation de l'entrée des immigrés dans ces pays ont pour conséquence un besoin accru de main d'œuvre dans des emplois non qualifiés et mal payés qui sont partiellement occupés par des femmes.

Il existe bien évidemment une contradiction criante entre la propagande de la bourgeoisie pour le retour des femmes au foyer — qui s'est exprimée au travers de campagnes vicieuses sur le «rôle de la mère» à l'occasion de l'Année de l'Enfant — et les besoins immédiats du patronat. C'est ainsi qu'au Japon, où les relations économiques et sociales font que la femme reste encore très dépendante de l'homme et de la famille, on a vu le ministre du Travail, au nom de l'égalité entre hommes et femmes, proposer l'abolition des lois protectrices relatives à l'interdiction du travail de nuit des femmes, de leur emploi dans des travaux dangereux pour leur santé ou du congé mensuel pour les règles. Ce à

quoi une centaine de féministes connues et de dirigeantes syndicales ont riposté dans un appel qu'il s'agissait bien plutôt de lutter pour la diminution des horaires et pour l'amélioration des conditions de travail de tous les salariés dans un pays où la semaine de travail légale est encore de 48 heures, où le patron peut imposer des heures supplémentaires sans autre limite que l'accord des travailleurs de l'entreprise et où il est extrêmement difficile pour ces derniers d'obtenir les congés salariés auxquels ils ont droit. Dans un tel contexte, «l'égalité» ne peut avoir d'autre signification que la sur-exploitation, d'autant plus que la majorité des travailleuses japonaises occupent des postes temporaires ou à temps partiel, sans aucune garantie d'emploi.

LE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL : UNE TENDANCE GENERALE

L'augmentation du nombre d'emplois à temps partiel est d'ailleurs un phénomène généralisé qui prend des proportions sans précédent dans les pays où le taux de la main d'œuvre féminine est le plus élevé. En Suède, où 66 % des mères ayant un enfant de moins de sept ans et 70 % de l'ensemble des femmes étaient salariées en 1977 (contre 38 et 54 %, respectivement, quinze ans plus tôt), on notait que, dans certains domaines du secteur public affectant avant tout des

femmes, les emplois à temps partiel sont passés de 31 à 53 % en dix ans, allant jusqu'à 77 % parmi les employées des municipalités. L'introduction du mi-temps ou de toute autre forme d'aménagement du temps de travail, sous prétexte de «libérer la femme pour ses tâches de mère» visent en fait à alléger les charges salariales des patrons. Ce sont là autant de mesures qui vont à l'encontre de la stabilisation de l'emploi des femmes et de la possibilité pour elles d'accéder à des emplois qualifiés. La politique de la bourgeoisie des pays capitalistes développés est certes moins brutale, en apparence, que celle de la classe dominante de certains pays sous-développés où les femmes peuvent être licenciées dès qu'elles se marient (comme en Inde). Mais dans tous les cas, les objectifs sont les mêmes : maintenir un volant de main d'œuvre non qualifiée, taillable et corvéable à merci, sans garantie d'emploi d'aucune sorte. C'est en gardant ces données à l'esprit qu'il faut apprécier les chiffres avancés par les économistes bourgeois de toutes nationalités prévoyant une augmentation du taux de l'emploi des femmes pour les années à venir (plus 1,8 % en France pour 1980 selon l'*Expansion*), quand bien même toutes les statistiques indiquent une augmentation du chômage des femmes beaucoup plus forte que celle des hommes. Aux USA, où l'on prévoit que 66 % des mères seront actives en 1990 (contre un peu plus de 50 % aujourd'hui), ces messieurs ne se gênent pas pour indiquer que cela impliquera une diminution relative des salaires dans les secteurs traditionnellement féminins (secrétaires, infirmières, etc.) à moins que le nombre d'emplois n'augmente parallèlement, ce qui ne semble pas faire partie de leurs prévisions...

«A TRAVAIL EGAL ?...»

Face à une telle situation, les féministes de divers pays en sont venues à s'interroger sur le sens réel d'une revendication comme «*A travail égal,*

salaire égal». Non que qui-conque mette en cause le principe élémentaire auquel renvoie ce mot d'ordre. Mais parce qu'il apparaît chaque jour plus clairement qu'il est insuffisant et ne met pas en évidence les racines de la surexploitation et de l'oppression des femmes.

Ne serait-ce qu'en raison de la division du travail, des tâches et des rôles qui sous-tendent les rapports sociaux et détermine la place des femmes dans la société. Selon qu'on fait un apprentissage ou non, on n'a pas les mêmes possibilités de trouver un travail qualifié. Selon qu'on suit des cours pour être électricien ou sténo-dactylo, on n'a pas les mêmes débouchés. Et ce sont des «choix» qui sont déterminés autant par les rapports économiques et sociaux que par l'idéologie dominante et le type d'éducation dispensé à l'école et dans la famille dès la plus tendre enfance. Comment expliquer sinon, qu'en Allemagne, où les filles représentent plus du tiers des apprentis en formation professionnelle (chiffre sensiblement identique au pourcentage dans la population active), elles ne choisissent de faire un apprentissage que dans 17 % des branches qui leur sont offertes ? Cela «explique» ensuite que les femmes représentent le pourcentage le plus élevé d'OS (ouvriers «spécialisés» qui n'ont de spécialisé que le nom) n'ayant aucune autre formation que celle acquise sur le tas pour effec-

tuer une ou deux opérations limitées. Cela explique également que, dans le contexte de crise économique actuelle, et dans un pays comme la Suède où les conquêtes des travailleurs sur le plan social et de la formation professionnelle sont loin d'être négligeables, les patrons puissent organiser des cours de formation pour certains emplois très qualifiés excluant explicitement les femmes — qui y étaient admises auparavant — sans susciter pour autant une levée de boucliers de la part des travailleuses et de leurs organisations. Que signifie, dès lors, ce «*A travail égal, salaire égal ?*» Comment l'appliquer à la majorité des femmes dont on sait qu'elles travaillent dans des branches dont les salaires sont traditionnellement les plus bas et qui, de plus, sont en crise ? Que signifie cette revendication pour l'ouvrière du textile français qui sait pertinemment que la moitié des emplois ont été supprimés en quinze ans dans sa branche (600 000 en 1979 contre 1 140 000 en 1964) et que les responsables du ministère du Travail n'excluent pas la disparition de cette branche si les importations continuent à progresser ? En Suède, en Belgique et dans bien d'autres pays, les chiffres l'attestent, le nombre de femmes actives dans l'industrie a diminué alors qu'il augmentait dans le tertiaire. Ce qui implique un abaissement de la moyenne des salaires féminins.

EN ALLEMAGNE

Certes les discriminations salariales sont loin d'avoir disparu, même là où les femmes font un travail identique à celui des hommes, pour preuve la lutte que les travailleuses allemandes de l'entreprise *Foto Heinze* de Gelsenkirchen ont dû mener pour obtenir l'application du principe du «salaire égal». Sous prétexte que les hommes étaient forts physiquement (alors qu'il s'agissait d'un atelier de développement de films...) et que la main d'œuvre masculine était plus «flexible» (enten-

dez par là qu'on pouvait leur demander de faire du travail de nuit), le patron accordait 2 DM de plus à l'heure aux travailleurs masculins. Vingt-neuf femmes de cet atelier ont intenté un procès collectif et l'ont gagné en juillet dernier. Effet rétroactif à octobre 78 : le patron leur devait plus de 20 000 DM !

Si la revendication «*A travail égal, salaire égal*» garde donc toute son actualité, elle n'a de force que si elle s'articule avec une série d'autres reven-

dications indiquant clairement ses objectifs de la lutte pour le droit à l'emploi, à la qualification et à des conditions égales de travail avec les hommes, sans discrimination d'aucune sorte.

BRISER LES RESISTANCES

Comme le montre l'exemple de la bataille menée aujourd'hui par des travailleuses canadiennes, l'un des premiers verrous à faire sauter, c'est le refus de nombreuses directions d'entreprises d'embaucher des femmes dans les secteurs non-traditionnels. Or tant que les organisations ouvrières et les travailleurs considéreront comme normal qu'on n'embauche pas de femmes dans la sidérurgie, l'aviation, les chantiers navals, le bois, etc. il sera extrêmement difficile, voire impossible pour les femmes de faire valoir leurs droits (ou alors de manière exceptionnelles et à titre individuel). Il faut en finir avec les idées toutes faites sur la faiblesse des femmes et leur incapacité à effectuer certains travaux. L'un des arguments avancés par la *Stelco* au Canada pour refuser d'embaucher des ouvrières à Edmonton était que les femmes en question n'étaient pas assez fortes — plus précisément, que leur poids était insuffisant ! — alors qu'à l'évidence, certains hommes dans l'entreprise ne pesaient pas plus qu'elles et avaient été engagés avec une qualification moindre que la leur. Ce genre de prétexte qui, la plupart du temps n'est pas remis en cause par les travailleurs tant qu'ils ne sont pas confrontés à des cas concrets, est communément utilisé par les patrons pour tenter de décourager les femmes durant leur période probatoire quand, par hasard, ils ont accepté de les embaucher dans des emplois dits « masculins ».

C'est ainsi que pour essayer d'éliminer une des femmes qui voulait entrer aux chemins de fer canadiens en tant que roulante, on l'obligea à soulever d'une seule main un poids deux fois plus lourd que ce qu'on demandait habituellement aux



hommes de faire avec les deux mains. La direction du CN tenta ensuite de la décourager en l'affectant aux tâches les plus dures et les plus dangereuses et en la menaçant de renvoi si elle n'acceptait pas de signer un

papier disant qu'elle acceptait de rester nettoyeuse à vie... La plupart des femmes qui sont parvenues à entrer dans des secteurs non traditionnels peuvent rendre compte de ce genre d'intimidations.

AUX USA...

Dans les mines aux USA, c'est allé jusqu'aux menaces et aux attaques physiques. Des femmes de la *Jim Walter Resources* à Broockwood commencèrent par trouver les pneus de leur voiture crevés lorsqu'elles sortaient de la mine, puis elles constatèrent qu'une bombe avait mis le feu à leur véhicule. Par ailleurs, la direction les obligeait à travailler à certaines places parmi les plus dangereuses au fond de la mine et elles furent victimes d'un accident ressemblant fort à un attentat. Dans tous les cas cependant, ces femmes témoignent de la solidarité qu'elles ont rencontré parmi leurs compagnons de travail dès lors qu'elles ont décidé de lutter ouvertement contre ces tentatives de les éliminer par la force. Dans le cas de Broockwood,

en particulier, la riposte des syndicats a été immédiate. Même si les deux femmes en questions — militantes du SWP — ont décidé d'arrêter leur travail étant donné que leurs vies étaient réellement en danger, ce qui aurait pu apparaître comme une défaite s'est transformé en une bataille d'envergure nationale, révélant l'impact positif de la lutte de ces femmes sur les travailleurs de nombreuses entreprises des mines, de la sidérurgie et de l'automobile, qui ont

affirmé explicitement leur solidarité avec le combat qu'elles avaient engagé contre la politique sexiste des patrons. Face à cela, il est évident que la question de la formation professionnelle des femmes dans les métiers traditionnellement masculins est un élément clef pour faciliter la bataille qui leur permettra de faire valoir leurs droits. Une telle lutte peut être menée dès maintenant pour que cette formation soit dispensée sur le tas, avec des heures prévues à cet effet. Mais ceci nécessite que les travailleuses soient déjà à même de mener une bataille collective dans l'entreprise. Ce qui pose tout le problème des quotas à l'embauche ou des mesures préférentielles afin d'obtenir une embauche collective des femmes dans ces secteurs.

Après un long débat dans le mouvement ouvrier, les ouvrières de Turin ont obtenu que les listes d'embauche établies par les syndicats ne le soient pas selon les seuls critères d'ancienneté, mais en tenant compte des discriminations spécifiques dont les femmes sont l'objet. Dans le cas de la *FIAT*, cela s'est traduit par le fait que les embauches de la dernière période ont concerné une majorité de femmes. Elles ont d'ailleurs fait école dans tout le pays,

«Nous voulons rentrer dans l'industrie»

AU Canada et au Québec, des femmes ont engagé une campagne qui a obtenu un énorme impact dans la presse bourgeoise en faveur de l'accès des travailleuses à tous les postes dans l'industrie.

Avec l'aide d'Action - travail/femmes - une organisation montréalaise qui aide les femmes à obtenir des emplois non traditionnels -, des Québécoises ont engagé la bataille pour pouvoir rentrer dans les chemins de fer (CN - Canada national), s'appuyant pour ce faire sur l'existence d'un programme d'action positive mis en place au CN à l'occasion de l'année de la femme. Après qu'elles eussent réussi à faire entrer une demi-douzaine de femmes au CN en 78, ce dernier refusa l'an dernier, d'embaucher d'autres femmes connues pour leurs opinions féministes et leur engagement politique. L'une d'entre elles saisit l'occasion de la campagne électorale en 1979 pour défier le ministre du Travail qui faisait de grands discours démagogiques dans ses meetings de faire appliquer le programme du CN. Quelques jours plus tard, elle était embauchée... Ce fut le signal pour que commencent à se manifester des dizaines de femmes victimes de discriminations sexuelles qui, toutes, avaient engagé récemment des actions pour faire respecter leurs droits, mais qui étaient restées isolées jusque-là, chacune ayant le sentiment qu'elle était la seule à se battre dans son coin. Et surtout, cela permit de lancer le débat dans le mouvement syndical sur l'emploi des femmes et la nécessité de se battre pour leur accès à tous les postes de travail (action positive).

De nombreux délégués de la métallurgie, des mines, des chemins de fer, de l'habillement, etc., présents à la Conférence des femmes travailleu-

ses organisée en octobre par la FTQ (Fédération des travailleurs du Québec - l'une des deux principales centrales syndicales au Québec) se montrèrent prêts à soutenir une telle campagne et à organiser des meetings dans leurs syndicats respectifs pour sensibiliser la base au problème de l'action positive et faire que le programme adopté à ce propos par la conférence de la FTQ se voie concrétisé.

Au Canada, c'est à partir d'une campagne engagée pour protester contre le refus de la STELCO d'embaucher des femmes que tout a démarré. Cette compagnie, la principale entreprise de sidérurgie du pays, comptant des usines dans plusieurs villes, n'avait pas embauché une seule travailleuse depuis 1961, en dépit des 30000 demandes effectuées par des femmes durant cette période (chose que personne ne pouvait imaginer avant que se crée le Comité pour le retour des femmes à la STELCO). Il y a quelques mois, devant le refus de la direction de les embaucher, cinq militantes féministes qui, pour la plupart avaient les qualifications professionnelles nécessaires pour être engagées, ont intenté un procès à la STELCO. S'appuyant sur le fait que, durant la guerre, les femmes représentaient la majorité de la main d'œuvre de la compagnie alors qu'elles n'en forment qu'un demi pour cent aujourd'hui et qu'il s'agit là d'une politique délibérée de discrimination sexuelle, elles sont parvenues à mobiliser l'opinion publique, comme en témoigne l'abondant dossier de presse qu'elles ont rassemblé, et à obtenir le soutien de sections déterminantes du mouvement ouvrier. La Fédération des syndicats de l'Ontario, le syndicat des postiers, celui des métallos (l'USWA), le NDP (National Democratic

Party) ont tous passé des résolutions et se sont engagés à mobiliser leurs rangs pour briser les résistances de la STELCO. Résultat : deux femmes qui étaient sur les listes depuis un certain temps ont d'abord été engagées dans les bureaux, puis trois ouvrières ont été embauchées dans des postes à la production. Les premières depuis près de 20 ans... Du coup, la compagnie aéronautique Mac Donnell Aircraft qui, elle aussi refusait d'embaucher des femmes depuis 15 ans, s'est vue contrainte d'engager plusieurs ouvrières et la National Steel Car qui faisait des grandes déclarations à la presse affirmant que, pour sa part, elle n'avait reçu aucune demande d'embauche féminine s'est vu tenter un procès par une travailleuse noire qui s'était présentée il y a peu et à qui on avait refusé tout emploi. L'essentiel cependant est que cette campagne ait pris de l'ampleur et qu'elle rencontre un écho significatif dans les organisations ouvrières. Lors du congrès de la Fédération de l'Ontario cet automne, un long débat a eu lieu sur le «seniority system» (système qui donne la préséance aux travailleurs les plus anciens, aussi bien à l'embauche que lors de licenciements) et sur la manière dont il perpétue les discriminations, en particulier à l'égard des femmes. Le congrès a voté une motion pour que 10% des embauches à venir à la STELCO soient attribuées à des femmes, puisqu'elles représentent 10% de ceux qui ont demandé à s'embaucher depuis 1961.

Pour le mouvement des femmes au Canada, la question de l'action positive est devenue un axe central de la bataille dans la campagne présidentielle qui se déroule en ce moment.

au point que des paysannes d'un tout petit village de Calabre, qui se voyaient systématiquement confinées dans les travaux agricoles journaliers alors que les hommes étaient affectés à des travaux plus qualifiés dans les forêts, ont réclamé, elles aussi, l'adoption de critères distincts de ceux établis jusque là.

Aux USA, les innombrables procès intentés par des femmes qui s'étaient vu refuser l'entrée dans des entreprises de la sidérurgie ou des mines ont été à l'origine d'un mouvement d'opinion d'une telle ampleur que des lois ont été passées, obligeant les directions des compagnies à embaucher un quota fixe de femmes — 10 % dans le cas des mines, 20 % dans la sidérurgie, etc. Ce qui ne veut pas dire pour autant que les lois soient appliquées... D'ailleurs quand les directions se sentent tenues d'embaucher des femmes parce qu'elles ont peur des procès, elles cherchent la première occasion venue pour les licencier (et la loi ne dit rien à ce sujet). D'où un autre problème : celui des critères retenus pour les licenciements dans tous les pays où prévaut le «seniority system» ou tout autre système s'appuyant sur les critères d'ancienneté. Aux USA comme en Suède, les femmes et une partie du mouvement ouvrier exigent maintenant qu'on adopte des critères compensatoires en tenant compte du fait que la majorité des femmes ont interrompu leur travail pour s'occuper de leurs enfants (sans parler de celles qui n'ont jamais travaillé) et que leur temps d'ancienneté est nécessairement plus faible.

CONTRE LES AGRESSIONS SEXISTES

Bien sûr, cela ne résoud pas le problème des agressions sexuelles et des humiliations dont les femmes sont sans cesse victimes, en particulier dans les secteurs à majorité masculine. Sans aller aussi loin que la situation dénoncée lors du congrès des travailleuses brésiliennes de la métallurgie qui s'est tenu l'automne dernier à Sao Paulo, où les femmes racontaient com-

ment les petits chefs les obligeaient à montrer chaque mois qu'elles avaient bien leurs règles pour s'assurer qu'elles n'étaient pas enceintes, on sait combien les patrons usent de situations humiliantes qu'ils créent à dessein (absence de vestiaires, de toilettes propres pour les ouvrières) afin d'avoir barre sur elles et de créer un climat de crainte.

Mais la lutte des travailleuses contre les agressions sexistes verbales ou physiques se révèle de plus en plus être un levier pour combattre non seulement la politique antiféministe, mais plus généralement la politique anti-ouvrière du patronat. Devant le refus de leur compagnie d'installer des douches et des vestiaires dans les bâtiments où elles travaillent (on leur a proposé d'utiliser ceux qui se trouvent à l'autre bout de l'entreprise, ce qui représenterait une heure supplémentaire de travail), les ouvrières de la *US Steel* de Chicago ont organisé un piquet devant les locaux de la direction, avec un soutien direct des syndicats qui ont organisé un meeting pour dénoncer ces discriminations. Quant aux 1400 travailleurs du bois de Shelton, dans l'état de Washington, ils sont entrés en grève pour exiger la réintégration d'une ouvrière licenciée après qu'elle eût intenté un procès à la compagnie en raison du caractère sexiste de l'interrogatoire qu'on lui avait fait subir lors du test à l'embauche. Ce genre de luttes tend non seulement à poser l'ensemble des problèmes liés à l'oppression spécifique des travailleuses, mais permet très concrètement de faire un pas en avant dans la bataille contre la politique de division de la classe dominante.

La bataille des femmes pour le droit à l'emploi ne se limite évidemment pas aux luttes que mènent les travailleuses dans les entreprises non traditionnelles. Cette bataille, c'est aussi et tout autant la lutte des ouvrières du textile contre les licenciements et pour des salaires décents. C'est la lutte des femmes de tous les secteurs contre l'introduction du mi-temps ou de toute autre forme d'aménagement

du temps de travail pour les femmes, conçue comme une manière de les rejeter dans une catégorie à part et de les enfermer dans leur rôle traditionnel de mère et d'épouse. Dans ce sens, les travailleuses de la *Mondadori*, en Italie, qui ont été à la pointe de la lutte contre le temps partiel dans ce pays, ont raison de souligner dans les documents qu'elles ont produits combien cette bataille renvoie à tous les aspects de l'oppression spécifique des femmes, à la lutte d'ensemble qu'il faut mener contre la division du travail et des tâches, pour la formation professionnelle des femmes, pour la mise en place d'équipements collectifs leur permettant de se dégager des tâches ménagères et de ne plus assumer seules l'éducation des enfants.

Mais il n'en reste pas moins que la lutte entreprise par des travailleuses d'Amérique du nord et d'Europe du nord pour entrer dans les secteurs clefs de l'industrie met à jour une série de problèmes sur lesquels le mouvement des femmes doit se pencher. Elle confirme que la bataille pour le droit à l'emploi des femmes ne saurait être victorieuse si elle ne s'inscrit pas dans une bataille générale contre la division du travail, pour la diminution radicale du temps de travail et pour la répartition du travail entre tous et toutes. Car pour que les femmes puissent occuper la place qui leur revient, il faut d'abord créer les conditions de l'unité des travailleurs. Mais elle indique aussi que les organisations féministes et syndicales ne peuvent se contenter d'avancer la revendication «A travail égal, salaire égal», et qu'il faut dès maintenant s'atteler à l'élaboration d'un programme revendicatif prenant en compte les expériences concrètes faites par les travailleuses de nombreux pays qui ont décidé de ne plus se laisser reléguer dans les «éternelles tâches féminines».



Un livre de base pour les marxistes-révolutionnaires :

«*Histoire de l'Internationale communiste*» par Pierre FRANK

Une lacune grave de la littérature marxiste vient enfin d'être comblée. Il n'y avait pas d'histoire de l'Internationale communiste digne de ce nom et couvrant l'ensemble de la période 1919-1943. Aux Editions La Brèche, notre camarade Pierre Frank vient de faire paraître deux volumes denses qui traitent précisément de ce sujet.

Pierre Frank était particulièrement indiqué pour remplir cette tâche. Ancien militant du PCF, il a rejoint le mouvement trotskyste dès 1929 et a milité dans ses rangs pendant un demi-siècle. De par ses origines politiques comme de par les fonctions qu'il a remplies auprès du camarade Trotsky en exil en Turquie et au sein de la direction internationale de l'Opposition de gauche d'abord, de la IV^e Internationale ensuite, il avait tôt acquis une sensibilité particulière pour les problèmes politiques, organisationnels et psychologiques qui se sont posés, et qui se posent encore aux militants des partis communistes. Il appartient par ailleurs à la génération des cadres communistes qui avaient encore été éduqués dans l'esprit de la période glorieuse de l'I.C. précédant sa dégénérescence progressive, la période des quatre premiers congrès. Peu de cadres révolutionnaires de par le monde - et aucun historien non-communiste - ne peuvent réunir l'ensemble de ces qualités nécessaires pour comprendre et expliquer ce qui apparaît comme une des grandes tragédies de notre siècle.

Car c'est bien d'une tragédie au sens réel du terme qu'il s'agit. Jamais, au cours de l'histoire, tant d'énergies militantes, tant de dévouement sans limite à la cause de l'émancipation du prolétariat, tant d'héroïsme individuel et d'audace politique se sont réunis à l'échelle mondiale, dans un nombre si élevé d'hommes et de femmes, que ceux que l'Internationale communiste a sus réunir. Et jamais un potentiel de lutte et d'abnégation d'une telle ampleur n'a été dévié, gaspillé, puis cyniquement, en si peu de temps, trahi, au profit d'une nouvelle couche sociale privilégiée, la bureaucratie soviétique, qui s'opposait de plus en plus directement à la raison d'être même de l'I.C. : la lutte pour la révolution mondiale.

En décrivant étape par étape, d'abord la montée de l'I.C. — du nombre réduit de mili-

tants et de sections représentées à son premier congrès à la conquête de grands partis communistes de masse (essentiellement limités cependant à l'Europe, l'auteur le souligne à juste titre), puis sa dégénérescence bureaucratique en instrument docile des manœuvres diplomatiques du Kremlin, Pierre Frank met en relief quelques-uns des principaux mécanismes qui ont facilité ces transformations brusques et déconcertantes.

D'abord l'immense impact qu'eut la révolution socialiste d'Octobre pour donner corps à l'opposition à la guerre impérialiste, pour stimuler l'engagement dans les explosions révolutionnaires qui se sont produites, pour unifier et incarner l'espoir de millions de prolétaires de mettre fin au régime capitaliste fondé sur l'exploitation et l'oppression. L'identification quasi-totale de l'I.C. et de la République des soviets a attiré vers l'I.C. des courants et des partis de masse qui, sur la base de leur expérience propre, de leur évolution organique, auraient eu besoin de bien plus de temps pour arriver au communisme.

Mais du même coup, la victoire du Thermidor en URSS a permis à la bureaucratie, pendant une longue période, d'utiliser l'adhésion pratiquement sans réserve de l'avant-garde prolétarienne internationale à la Russie des soviets pour imposer ses vues propres (celles de la fraction stalinienne) à l'ensemble de l'I.C. Cette avant-garde ne faisait pas la distinction entre la révolution d'octobre, l'Etat ouvrier tel qu'il évolua après 1923, et surtout après 1928, et la couche bureaucratique qui y avait usurpé tout le pouvoir.

Ensuite, le processus de dégénérescence a été graduel; il ne s'est pas réalisé à travers un seul événement catastrophique. Pierre Frank rappelle comment Trotsky, dans une discussion bien connue avec C.R.L. James, rejette l'idée anachronique selon laquelle les dirigeants de l'I.C., voire Staline lui-même, auraient consciemment poursuivi des objectifs contre-révolutionnaires en 1923 en Allemagne et au cours de la deuxième révolution chinoise, de 1925 à 1927. D'abord il s'agissait d'erreurs et de changements de priorité, résultant de la situa-

tion particulière de la couche bureaucratique qui commençait à se détacher du prolétariat soviétique. Ce n'est que plus tard que des desseins consciemment contre-révolutionnaires se sont affirmés, prenant définitivement corps avec la politique du Front populaire en 1935 et celle du «Front anti-fasciste» ou du «Front national» après le 22 juin 1941, surtout dans des pays comme la France et l'Italie, où la guerre elle-même allait remettre à l'ordre du jour la révolution prolétarienne.

Mais justement à cause du caractère graduel de la transformation, il a fallu beaucoup de temps pour que les acteurs involontaires de la tragédie comprennent la nature du drame, saisissent le sens général de l'évolution, se posent la question de solutions de rechange possibles. Et au cours de ces hésitations, de cette attente, de cette remise constante de l'échéance, malgré des doutes croissants, une sélection à rebours a pu être effectuée par l'appareil stalinien, des dirigeants communistes authentiques étant de plus en plus remplacés par des fonctionnaires dociles et serviles, prêts à toutes les ignominies pour conserver les bonnes grâces du Kremlin.

Enfin, il y a le contexte historique général dans lequel s'est déroulée cette transformation et qui y a contribué de manière finalement décisive. A partir de 1923, s'ouvre une longue période de défaites de la révolution mondiale. En fait, sur ses 24 années d'existence, vingt années de l'I.C. se déroulent sous le signe de ces défaites.

Certes elles ne furent ni fatales, ni inscrites dans les «conditions objectives» ou les «rapports de force». Elles ne furent pas non plus linéaires. La montée de la révolution chinoise en 1925-27, la montée de la révolution espagnole et juin 36 en France, en interrompirent la succession. Certes aussi, le rôle de l'I.C. devint de plus en plus une cause, d'abord supplémentaire puis déterminante, de cette longue chaîne de déroutes. Mais il est incontestable qu'à la longue, leur effet cumulatif, le scepticisme croissant qu'elles engendraient quant à la possibilité de percées révolutionnaires à l'extérieur de l'URSS, renforcèrent puissamment la tendance de faire de l'I.C. un simple outil diplomatique de l'URSS considérée comme le dernier et unique bastion de la révolution, à la défense de laquelle tout devait être subordonné.

Surtout après 1933, les militants communistes qui n'avaient pas saisi toute l'ampleur de la dégénérescence bureaucratique, se trouvèrent enfermés dans un véritable dilemme angoissant : soit Staline, soit Hitler, il n'y a pas d'autre choix. Il fallait toute la lucidité de Léon Trotsky, sa foi inébranlable dans le potentiel révolutionnaire du prolétariat mondial, son caractère de fer, pour résister aux tentations de ce dilemme. L'immense majorité des cadres communistes n'avait pas ces dons exceptionnels. Même les horreurs des purges sanglantes de 1934-38, au cours desquelles des directions

Pierre Frank

«**Histoire de
l'Internationale communiste**»

aux Editions La Brèche

120 francs

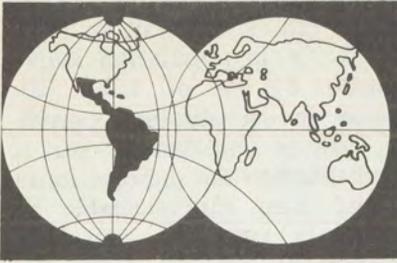
entières de PC furent assassinées (celles de Pologne, de Yougoslavie, de Corée, pour ne citer que ces exemples), le cauchemar des procès de Moscou, ne purent ébranler leur foi dans le stalinisme.

Ce n'est que lorsque s'ouvrit une nouvelle montée de la révolution, avec de premières victoires — Yougoslavie, Chine — que le monolithisme stalinien reçut ses premiers coups mortels, que la crise du stalinisme a pu se développer sur une échelle de plus en plus large.

De ces grandes lignes de l'histoire de l'I.C., le livre de Pierre Frank explique tous les aspects principaux, de même qu'il fourmille d'apports (généralement peu connus ou inconnus) concernant des épisodes particuliers. Citons les révélations sur le discours confidentiel prononcé par Lénine devant les délégations «gauchistes» du 3^e congrès de l'I.C. ; le remarquable chapitre consacré au «tournant décisif» de 1923 en Allemagne ; l'analyse de la manière dont Trotsky généralisa la théorie de la révolution permanente seulement à la lumière de l'expérience de la 2^e révolution chinoise ; l'analyse de l'essor organisationnel du PCF à travers la politique du «Front populaire», après un déclin désastreux au cours de la politique dite de «troisième période».

C'est dire que le livre de Pierre Frank doit être diffusé, lu et étudié non seulement au sein et à la périphérie de notre mouvement, mais parmi tous les militants critiques du mouvement ouvrier en général. C'est un outil de formation, un outil de combat indispensable pour que la tragédie de l'I.C. ne soit pas vaine, pour que le programme et les buts de l'I.C. finissent par être réalisés.

Ernest MANDEL



La marche à l'affrontement

Michel ROVERE

(avec la collaboration des correspondants et envoyés spéciaux d'Inprecor en Amérique centrale)

LE 12 février a été une nouvelle journée noire pour la révolution salvadorienne. Une vingtaine de manifestants ont trouvé la mort lorsque les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur une manifestation étudiante, puis ont pris d'assaut le siège du Parti démocrate chrétien, le seul parti politique appuyant et participant à l'actuel gouvernement militaire, occupé par des militants des Ligues populaires du 28 février.

Enfin, montrant quel enjeu constituait pour l'impérialisme la situation dans ce pays, il y a eu le même jour l'annonce que le gouvernement US allait accorder à la junte un plan d'aide de 49,5 millions de dollars. Quelques jours auparavant, le gouvernement américain avait annoncé fermement jusqu'où il était prêt à aller pour éviter un nouveau Nicaragua, la victoire d'une révolution des ouvriers et des paysans salvadoriens, en reprenant la fourniture d'armes à la dictature militaire.

Les Etats-Unis viennent d'annoncer une aide militaire de 7 millions de dollars, l'envoi d'instructeurs pour entraîner l'armée salvadorienne et propo-

ser une vaste offensive contre les organisations révolutionnaires (*Herald Tribune* du 15 février 1980).

Le Salvador vit à l'heure de la guerre civile rampante.

En 1979, il y a eu plus de 1000 morts et disparus; les victimes sont des manifestants, des ouvriers grévistes ou des paysans occupant les terres et sur qui les forces de répression ont ouvert le feu. Ce sont aussi des militants syndicalistes, des activistes des organisations de la gauche enlevés et abattus, souvent après avoir été torturés atrocement, par des bandes paramilitaires comme l'Union des guerriers blancs, ou surtout la puissante Organisation démocratique nationaliste (*ORDEN*), qui étend ses ramifications et ses réseaux de milliers de délateurs (les «oreilles») et de tueurs à travers les campagnes salvadoriennes. Toutes ces organisations, calquées sur le modèle tristement célèbre de la *Mano blanca* des militaires guatémaltèques, sont étroitement liées, jusqu'au plus haut niveau, à

l'appareil d'Etat, l'armée, la *Policia de Hacienda* et la *Guardia Nacional*.

La violence militaire et policière parcourt toute la trame de l'histoire du Salvador, la plus ancienne république militaire de la terre.

Depuis 1931, sans discontinuer, au fil des coups d'Etat, des pronunciamientos, suivant des élections truquées, c'est l'armée au niveau des états-majors et des *mess* d'officiers qui a choisi régulièrement les occupants du Palais national.

Mais cette prééminence dans la vie publique du «parti militaire», si elle a été instaurée à l'occasion des difficultés politiques et sociales qu'a rencontrées l'oligarchie après la crise de 1929, ne doit pas masquer la force de la bourgeoisie salvadorienne, qui est sans commune mesure avec celles des autres bourgeoisies des républiques d'Amérique centrale.

LES 14 FAMILLES

Cette force, la bourgeoisie salvadorienne la doit d'abord à sa concentration, au monopole des «quatorze familles», qui contrôlent, avec leurs associés, et leurs familles alliées toutes les affaires du pays (1).

Leur richesse, elles l'ont d'abord bâtie sur la possession de la terre et la culture du café, cet or vert qui a remplacé au 19^e siècle la monoculture de l'indigo. Le Salvador est le

(1) Les Dueños, Regalado, Hill, les Mesa Ayau, les de Sola, Sol Milet, Guirola, les Alvarez, les Melendez, les Menendez de Castro, les Deinniger, les Quinonez, les Garcia Prieto, les Vilanova.

Les Mesa Ayau ont le monopole de la bière. Benjamin Sol Milet est le principal actionnaire de la Banque agricole et commerciale. Les Melendez distribuent le courant électrique et les Quinonez importent machines, tracteurs et machines agricoles. Les Dueños sont les plus grands planteurs de café. M. Niedergang in «les vingt Amériques latines» pp. 110 et suivantes.

sixième producteur mondial de café et le troisième exportateur après le Brésil et la Colombie. Le café assure à lui seul les deux tiers des ressources en devises du pays.

La force des «quatorze familles», c'est en tout premier lieu, l'emprise sur la terre. Moins de 2000 propriétés agricoles, sur les 300000 qui existent, occupent 40 % des terres cultivées. Trente familles (parmi lesquelles sept des «quatorze») possèdent plus de 1000 hectares. Les plus grands propriétaires fonciers, la famille Duenos, récoltent chaque année 40000 quintaux d'un des meilleurs cafés au monde et possèdent 22764 hectares, c'est-à-dire plus de 1 % de toute la superficie du pays.

C'est comme si en France, où le pourcentage de terres cultivées est le même qu'au Salvador, une seule famille possédait... 50000 hectares de terres.

A l'autre bout de la chaîne, les 130000 propriétés inférieures à l'hectare représentent 5% de la superficie cultivée.

La richesse des seigneurs du café, qui leur a permis de se reconvertir ensuite dans la banque, l'industrie manufacturière ou l'import-export, vient de la formidable exploitation des travailleurs sans terre, engagés comme saisonniers. Comme l'écrit Marcel Niedergang : «*Le secret de la productivité record des plantations de café est simple : les «peones» salvadoriens sont extrêmement travailleurs. Ils vivent pieds nus et vêtus de loques informes dans des «ranchos de paja» (2), mangent chaque jour deux ou trois tortillas (galette de maïs) une poignée de frijoles (haricots) et aussi heureusement quelques herbes sauvages et vitaminées. Ils touchent, quand ils travaillent, des salaires incroyablement bas, deux francs par jour en moyenne*» (3).

Quand ils travaillent, car c'est là l'autre versant d'une réalité qui a obligé les travailleurs agricoles à accepter longtemps de telles conditions, il y a 45 % de chômage parmi les paysans sans terre.

Plusieurs années de suite, il y a eu une paupérisation ab-

solue de ces paysans sans terre comme en 1965 et 1970, où leur revenu a baissé, passant de 1230 colones (4) à 1140 tandis que celui des grands propriétaires (plus de 200 hectares) augmentait de 24 %, passant de 186130 à 232270 colones.

Une mission d'assistance des Nations unies a établi au milieu des années 1970 que, dans les campagnes, moins de 5 % des habitations avaient des facilités hygiéniques, que la consommation de viande ou de volaille était quasi nulle chez les *peones* tandis que le taux d'analphabétisme avoisinait les 75 % dans les zones rurales.

La diversification des activités économiques de l'oligarchie salvadorienne a débuté assez tôt, à la fin des années trente. En 1952, la «*Ley de fomento de industrias de transformacion*», qui permet d'importer les machines outils et les matières premières, sans droits de douanes, et la création, en 1959, du Marché commun centro-américain qui a élargi les débouchés, ont été les deux grandes étapes de l'industrialisation partielle du pays, favorisée par rapport à ses concurrents du centre Amérique par la fabuleuse concentration initiale de richesses précisément aux mains des quatorze familles.

A côté du secteur agro-industriel (5), s'est développée une importante industrie de montage (composants électroniques) ou de sous-traitance (habillement bon marché), en particulier depuis la création d'une «zone franche», véritable enclave impérialiste. De 1960 à 1977, la part de l'industrie dans le PNB est passée de 15 à 20 % et les exportations de biens manufacturés représentaient un cinquième des ressources en devises. Les conséquences sociales de cette industrialisation et des transformations dans l'agriculture ont été l'accélération de l'urbanisation (même si les progrès de la médecine et la hausse du taux démographique qui a suivi maintiennent à un niveau sensiblement identique la pression sur la terre, en dépit de l'exode rural) et le développement quanti-

tatif d'une classe ouvrière industrielle qui représentait en 1971 11 % de la population active contre 3,6 % et 1950 (6). Cette industrialisation partielle, fondée initialement sur la «substitution des importations» a été bien sûr incapable de sortir le pays du sous-développement et de régler les deux grands problèmes structurels qui lui sont liés : le chômage massif et l'inégalité de la répartition des revenus.

Pourtant, ces conséquences sociales de l'industrialisation, liées aux difficultés économiques provoquées d'abord par la guerre du football (7) et la fermeture du marché hondurien aux exportations salvadoriennes, puis par les répercussions de la crise économique mondiale au sein du marché commun centro-américain, expliquent la nouvelle montée des luttes ouvrières dans ce pays, où pour la première fois, le centre de gravité des luttes de classes s'est déplacé des campagnes vers les villes.

Il y a une longue tradition «classiste» dans le pays.

Le mouvement révolutionnaire a commencé de se structurer dans les années vingt au Salvador et regroupait alors essentiellement des artisans, des paysans et quelques intellectuels de l'Université. Il est alors influencé par la résonance lointaine de la révolution russe et l'écho rapproché des mobilisations agraires de la grande révolution mexicaine. C'est en 1924 qu'une «Régio-

(2) Baraque de paille ou de joncs.

(3) Op. cité.

(4) Monnaie salvadorienne.

(5) Outre le conditionnement du café et du sucre destinés à l'exportation, le San Salvador est le second producteur d'Amérique centrale de bière et de coton.

(6) Eduardo Colindres «Fundamentos economicos de la burguesia salvadorena» Edition UCA.

(7) En 1969, après des émeutes à l'issue d'un match entre deux équipes de football hondurienne et salvadorienne, une guerre opposa les deux Etats. L'OEA intervint pour mettre fin au conflit, mais depuis lors la frontière hondurienne est fermée aux marchandises venant d'El Salvador, et 100000 travailleurs salvadoriens ont été expulsés du Honduras sous-peuplé.

nale» des travailleurs du Salvador s'organise au moment où les premières formes de structuration du mouvement ouvrier dans la zone se font d'emblée à l'échelle de toute l'Amérique centrale. En 1932, elle compte 72000 affiliés. Le Parti communiste du Salvador est formé en 1930 par Farabundo Martí, en pleine «troisième période de l'IC». Farabundo Martí qui a suivi de près la révolution mexicaine puis est devenu l'un des adjoints du «général des hommes libres», Augusto Cesar Sandino, défend assez correctement l'articulation entre lutte anti-impérialiste et révolution socialiste. Le PCS devient bientôt l'une des forces hégémoniques au sein du syndicalisme salvadorien. Il s'implante plus particulièrement dans la paysannerie, notamment dans les communautés indiennes de la zone centrale et occidentale, là où le prolétariat agricole s'entasse dans les grandes «fincas» caféières. La crise de 1929, la chute des cours du café ont réduit à la stricte famine ce prolétariat agricole misérable. Dès sa constitution, le PCS s'est fixé pour but d'organiser une insurrection de ce prolétariat agricole et de relayer ainsi la guérilla sandiniste qui se développe au même moment au Nicaragua.

L'insurrection est déclenchée le 22 janvier 1932. Les paysans, armés de la «mache-te», prennent d'assaut les villes de Sansonate, Sonzacate et Nahuizalco. Ils exécutent les grands propriétaires terriens. Mais l'armée salvadorienne, au pouvoir depuis 1931, et qui était au courant de longue date des préparatifs de l'insurrection réagit avec une rare violence. En quelques jours, la révolte est écrasée. Les dirigeants communistes sont exécutés, le mouvement syndical est décapité. Pour rétablir l'ordre, le dictateur Maximiliano Hernandez Martinez, surnommé «le sorcier», fait exécuter 30000 *peones*...

Cette insurrection de 1932 et sa répression sanblante vont profondément marquer la conscience collective des masses salvadoriennes. Le soulèvement

s'était fait sur les mots d'ordre de «tout le pouvoir aux soviets» et de l'établissement d'une fédération socialiste du Centre Amérique. La répression par l'oligarchie et l'armée — un des plus importants massacres du 20^è siècle — préfigurant un demi-siècle de «république militaire» avec son cortège d'exactions, de répression et de massacres, a pour effet d'affaiblir plus qu'ailleurs les illusions du mouvement de masse sur le rôle progressiste que pourrait jouer la «bourgeoisie nationale» ou les secteurs «nationalistes» des forces armées.

Le PCS ne se remit jamais totalement des effets de la défaite de 1932. D'autant que sa nouvelle direction adoptait, durant la Deuxième guerre mondiale, la ligne stalinienne commune à tous les partis communistes latino-américains :

face à l'ennemi principal que constitue le fascisme, on s'aligne purement et simplement sur l'impérialisme américain. Bien sûr, avec la fin de la troisième période et la réorientation vers la politique des Fronts populaires, le PCS a tourné la page de l'insurrection de 1932, qualifiée désormais d'action aventuriste. Avec une telle ligne, le PCS se révèle incapable de capitaliser et de structurer la remontée du mouvement de masse, qui s'opère au Salvador, comme dans d'autres pays latino-américains au sortir de la Deuxième guerre mondiale : le renversement du «sorcier» Hernandez Martinez, en 1944, se fait au profit des nouveaux secteurs industriels de l'oligarchie sans que le mouvement ouvrier puisse intervenir en quoi que ce soit dans cette querelle de famille de la bourgeoisie salvadorienne.

L'IMPACT DE LA REVOLUTION CUBAINE

C'est la victoire de la révolution cubaine en 1959 qui va redistribuer les cartes au sein du mouvement ouvrier salvadorien.

Pour tenter de faire pièce à la montée de la révolution en Amérique latine, l'administration américaine lance l'Alliance pour le Progrès. Au Salvador, en 1960-61, une éphémère junte civilo-militaire tente de mettre en œuvre un plan de réformes : le dimanche devait être payé aux salariés agricoles, les loyers étaient abaissés de 30 %, la Banque centrale était nationalisée. Mais l'opposition de l'oligarchie et l'incapacité de la junte d'entamer des réformes de fond (notamment agraires) devait marquer les limites et la fin de cette première expérience «réformiste militaire», qui devait préfigurer l'expérience vélasquistes de 1968 au Pérou.

La victoire militaire des colonnes du Mouvement du 26 Juillet contre la dictature de Batista, la trans-croissance de la révolution et l'établissement de l'Etat ouvrier cubain allaient mettre en évidence la dégénérescence profonde des PC lati-

no-américains, au moment où une vague de luttes déferlait sur tout le continent. Soutenue par les critiques publiques qu'adressa la direction cubaine aux PC pour leur attitude légaliste et étapistes, une tendance de gauche se développe au sein de PCS. Entre 1962 et 1969, c'est un affrontement permanent entre les «syndicalistes», défenseurs du travail légal, et les «intégristes», partisans de la politisation des luttes économiques et leur débouché sur la lutte armée animée par des noyaux de guérilla. La rupture intervient en 1969, à l'occasion de la «guerre du football». La majorité droite de la direction prend fait et cause pour sa bourgeoisie nationale dans le conflit. La minorité «intégriste», qui compte cependant de nombreux cadres ouvriers, rompt avec le PCS. Nombre de ces militants vont jouer un tout premier rôle dans la formation des premières organisations politico-militaires : les Forces populaires de libération Farabundo Martí (FPL), dont l'un des principaux dirigeants est l'ancien premier secrétaire du PCS, tandis que l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP)

va se développer à partir de la radicalisation des courants chrétiens progressistes.

Les FPL et l'ERP vont vite se trouver dans une impasse stratégique, du fait de leurs conceptions foquistes, encore aggravées par les conditions géographiques du Salvador. Le Salvador est un tout petit Etat, à très forte densité de population, où il n'existe guère de région montagnaise capable de permettre la survie d'une guérilla rurale face à un appareil répressif surentraîné et disposant d'un excellent réseau de communication.

En dépit de leur courage militant et du capital de sympathie dont elles disposaient auprès des masses salvadoriennes, les organisations de guérilla devaient finalement laisser le champ libre aux manœuvres électorales de l'opposition bourgeoise et des secteurs réformistes. Ainsi en 1972, le président du Parti démocrate chrétien, José Napoléon Duarte, se présente aux présidentielles, soutenu par une coalition «interclassiste» de formations bourgeoises et du PCS (ce dernier agissant sous le couvert de l'Union démocratique nationale — UDN). L'oligarchie et l'armée doivent recourir à une fraude éhontée pour faire «élire» leur candidat, le colonel Molina. Les travailleurs et les petits paysans ont voté massivement pour Duarte.

La répression s'accroît. Le colonel Molina s'aligne sur le modèle des autres dictatures militaires du Centre-amérique. Le ministre de la Défense, le général Humberto Romero, principal responsable de la répression, se fait fort de mettre en œuvre les préceptes de l'idéologie de la sécurité nationale.

Une intense période de débats s'ouvre alors dans l'extrême-gauche, après l'expérience électorale de 1972. Ces débats s'alimentent aussi de la radicalisation du mouvement de masse. Pour la première fois un secteur «progressiste», opposé à l'oligarchie apparaît dans l'Eglise salvadorienne. Cette Eglise qui avait salué la répression de 1932 comme une manifestation d'une justice immanente de Dieu contre le bolchevisme sata-

nique. Des ruptures avec le réformisme, ou avec le syndicalisme officiel se produisent : le puissant syndicat des enseignants ANDES et la Fédération chrétienne des paysans (FECCAS), participent en 1974 à la création du FAPU, avant de rejoindre en 1975 les BPR. C'est en 1972 que se forme la Fédération nationale des travailleurs salvadoriens, FENASTRAS, avec la scission de 18 syndicats de la Confédé-

ration générale des syndicats pro-gouvernementale. Dans les campagnes, à partir de 1975-76 des Unions paysannes, sortes de ligues agraires, commencent de se constituer, sous l'impulsion des organisations d'extrême-gauche qui ont rompu avec le foquisme et se sont orientées vers le travail de masse. En quelques années elles vont arracher au PCS le contrôle de l'essentiel du mouvement syndical et paysan.

LES 3 COURANTS DE LA GAUCHE-REVOLUTIONNAIRE

Il y a dans la gauche révolutionnaire salvadorienne trois grands courants. Chacun de ces courants dispose d'une organisation politico-militaire clandestine, et d'un front de masse qui utilise lui toutes les ressources de la légalité. Les FPL et leur front de masse, le Bloc populaire révolutionnaire (BPR), forment le courant majoritaire. Il se caractérisait par son refus, poussé jusqu'au sectarisme, de toute alliance avec les réformistes (le PCS). Défendant une stratégie de «guerre révolutionnaire prolongée» et la constitution, au travers d'un processus assez long dans le temps, d'une armée ouvrière et paysanne, le BPR-FPL prône l'instauration immédiate, après la victoire, d'un régime de «dictature du prolétariat». Très sectaire jusqu'à ces dernières semaines à l'égard des deux autres courants de la gauche révolutionnaire, le BPR-FPL est sans doute l'organisation qui a historiquement, les liens les plus étroits avec la direction cubaine.

Les deux autres courants, sont les Forces armées de la résistance nationale (FARN) et leur front de masse, le Front d'action populaire unifié (FAPU) et d'autre part l'ERP-PRS (Parti de la révolution salvadorienne) et leur front de masse, les Ligues Populaires du 28 février (LP 28). Ils sont nés de la crise de l'ERP en 1974-1975.

Le FAPU est principalement implanté en milieu urbain, parmi les ouvriers et la jeunesse scolarisée. Les LP 28 ont davan-

tage d'influence dans le prolétariat agricole, surtout de la zone orientale.

Politiquement les deux courants ont des positions assez proches. Ils avançaient le mot d'ordre de «gouvernement populaire ouvrier et paysan» et préconisaient une politique d'alliance anti-dictatoriale qui serait la copie conforme au Salvador de celle du FSLN au Nicaragua (il faut bien dire préconisaient, car la concrétisation, vue le profil propre de la bourgeoisie salvadorienne est une autre paire de manches).

L'ERP-PRS est plus net que le FAPU sur le caractère socialiste de la révolution salvadorienne et insiste sur l'importance d'une coordination des forces révolutionnaires latino-américaines. En dépit d'origines maoïstes, l'ERP-PRS nie toute capacité révolutionnaire à un quelconque secteur de la bourgeoisie nationale. Il a développé des positions critiques à l'égard du stalinisme en Chine et en URSS et souligne l'importance de la «démocratie socialiste», pour empêcher toute dégénérescence d'un pouvoir révolutionnaire. Sur l'ensemble de ces questions, le FAPU n'a pas de position bien tranchée, même si au niveau international, comme les deux autres courants, il se définit essentiellement en référence à la direction cubaine.

Le développement de ces trois courants révolutionnaires, qui structurent peut-être 100 000 adhérents et sympathisants, a été lié à leurs capacités

d'arracher au PCS la direction des principales organisations syndicales ou de recommencer à structurer et diriger les luttes de la paysannerie pauvre et du prolétariat agricole. A cela est venu s'ajouter le bilan de l'élection de 1977 et l'échec qu'elle a signifié aux yeux des masses salvadoriennes de la stratégie électoraliste mise en œuvre par le parti stalinien.

Non contents de la farce électorale de 1972, les partis bourgeois d'opposition, Parti démocrate chrétien et MNR (8), suivis fidèlement par l'UDN, ont présenté un militaire, le colonel Ernesto Claramount face au candidat officiel de l'Etat major et des 14 familles, le général Humberto Romero. Claramount l'emporte sur Romero, mais celui-ci est finalement «élu» aux termes de nouvelles fraudes et déclaré président de la République le 20 février 1977. Claramount entame une

grève de la faim tandis que ses partisans lancent un appel à la grève générale. Le 28 février, Romero décrète l'Etat de siège, après que la troupe ait ouvert le feu sur les manifestants faisant plusieurs morts (c'est en hommage à ces victimes que le front de masse de l'ERP-PRS s'appelle LP 28).

Toute l'année 1978 est marquée par une intensification des luttes de classes, la recrudescence des actions armées menées par les organisations politico-militaires, de la répression policière et paramilitaire, de débuts de mouvement de grèves et d'agitation agraire.

En mars 1979, une nouvelle étape est franchie avec la grève des électriciens (appartenant au FENASTRAS) qui au bout de 23 heures de mouvement obtiennent la satisfaction de 23 de leurs 24 revendications.

L'IMPACT DE LA VICTOIRE SANDINISTE

Le 23 mai 1979, pour tenter d'en finir avec la montée des masses, Romero décrète l'Etat de siège. Les occupations d'église, d'ambassades se poursuivent. La victoire des sandinistes en juillet contre Somoza, a une énorme répercussion au Salvador distant de quelques encablures. Romero, sous la pression des Etats-Unis, soucieux d'éviter à San Salvador ce qui s'est passée à Managua, annonce un processus d'ouverture, connu sous le vocable de «*foro nacional*», fait libérer quelques prisonniers politiques et annonce à grands renforts de publicité, la tenue d'élections législatives et municipales «libres» en 1980. Il va jusqu'à annoncer que le candidat du parti officiel pour les présidentielles de 1982 pourrait être un civil.

Mais rien n'y fait, tandis que le débat politique commence de pénétrer les casernes et les *mess* d'officiers, aucune formation significative de la bourgeoisie d'opposition ne rejoint le «*foro nacional*». Au contraire, les partis bourgeois d'opposition, le Parti démocrate

chrétien et le Mouvement national révolutionnaire forment le «*foro popular*», soutenu par l'Eglise et auquel viennent s'adjoindre les staliniens de l'UDN.

La LP 28 et le FAPU, par le biais de la direction du FENASTRAS, participent également à cette coalition avec les forces bourgeoises, fondée sur un programme de «démocratisation» du régime en place. Pourtant, ni la LP 28, ni les FAPU, ne seront les otages de cette opération qu'ils jugent essentiellement tactique. D'abord parce qu'au mois de septembre et début octobre, le FAPU et le LP 28, qui en gros cherchent à reproduire le schéma de la victoire sandiniste au Nicaragua, centrent tous leurs efforts sur la préparation et le déclenchement à court terme, d'une insurrection pour en finir avec le régime de Romero. C'est le coup d'Etat du 15 octobre, organisé avec la complicité ouverte et active du département d'Etat américain, qui va interrompre un moment ces projets et surtout qui va servir de révéla-

teur et de discriminant entre les diverses forces du «*foro popular*». Le PDC et le MNR, se précipitent au secours de la nouvelle junte, qualifiée de «modérée» et de «réformiste». Moscou salue également le coup d'Etat militaire (contrairement à la Havane) et un membre de l'UDN se retrouve au gouvernement... ministre du Travail comme de bien entendu.

De leur côté au contraire, dès le 18 octobre, le FAPU et la LP 28 rompent avec le «*foro popular*» et dénoncent le caractère bourgeois de la nouvelle junte, malgré ses discours démagogiques. Seul le mot d'ordre d'insurrection immédiate est différé. C'est le sens de la «trêve», c'est-à-dire la suspension unilatérale des actions de guérilla offensive annoncée par les deux organisations. Le sens va en devenir clair : il s'agit d'attendre quelques semaines ou quelques mois, que l'ensemble des masses salvadoriennes fassent l'expérience de l'incapacité de cette junte de répondre à leurs aspirations fussent-elles minimales, pour que la crise de la direction bourgeoise soit relancée à un niveau supérieur.

Et c'est effectivement ce qui va se produire. La junte va vite dévoiler sa véritable nature et les ministres civils apparaîtront comme les otages purs et simples des militaires. Le premier élément de clarification, c'est la continuation et l'accentuation de la répression. Dès le coup d'Etat, le nouveau régime envoie la troupe investir les usines occupées (une vague d'occupations débuta en août 79, lorsque les investisseurs étrangers, américains en particulier, commencèrent de replier leurs activités hors du Salvador en raison de l'évolution de la situation politique intérieure) et les villages paysans occupés par les guérillas du BPR, au prix de plusieurs dizaines de morts. Les organisations paramilitaires, ORDEN et Union guerrera blanca continuèrent d'opérer en toute impunité tandis qu'à intervalles de plus en plus régu-

(8) Mouvement nationaliste révolutionnaire, formation bourgeoise affiliée à la Deuxième Internationale.

liers les forces de répression ouvraient le feu sur des manifestations.

Depuis l'arrivée au pouvoir de la junte, il y a eu plus de 400 assassinats et «disparitions» de manifestants, de syndicalistes, de dirigeants politiques de l'opposition.

Le fond de la question, c'est bien sur l'incapacité de la junte militaire de réaliser un programme de réformes radicales - avant tout sur le plan agraire - et de donner satisfaction aux revendications des masses. Dans son programme constitutif la junte annonçait qu'elle allait «mettre fin à la violence et à la corruption», «garantir les droits de

l'homme» : On vient de voir ce qu'il est advenu de ces promesses.

Elle expliquait aussi qu'elle «allait adopter des mesures conduisant à une distribution équitable de la richesse nationale et permettant à court terme d'accroître rapidement le produit national brut.»

La junte vient d'annoncer qu'elle allait nationaliser les banques et le commerce extérieur. S'il faut attendre pour mesurer la portée de ces mesures, en ce qui concerne la réforme agraire, la junte vient d'expliquer que les nouvelles expropriations des terres prévues serviraient ... à l'élargissement des routes ...

d'un choc frontal, a contraint les organisations à cette unité. D'autant que là encore, le précédent de la réunification des trois fractions du FSLN en décembre 1978, précédant de sept mois la victoire contre Somoza, a pu servir de modèle.

Le premier effet de la création de cette coordination a été la relance à un niveau supérieur du mouvement de masse, en premier lieu la manifestation du 22 janvier (anniversaire du massacre de 1932). 200 000 personnes y ont participé (9), venues des quatre coins du pays. La grève générale de protestation qui a suivi le meurtre de 60 manifestants, a touché, selon les sources syndicales, 150 000 travailleurs de l'industrie et 300 000 ouvriers agricoles. Cela démontre l'ampleur de la vague révolutionnaire qui secoue le pays. Pourtant tout optimisme béat, toute attitude fataliste serait - il faut peser ses mots - criminelle.

La révolution salvadorienne, pour triompher aura d'énormes difficultés à surmonter, sans commune mesure peut-être, avec ce qui s'est produit au Nicaragua. Certes les organisations révolutionnaires salvadoriennes partent d'un niveau d'implantation de masse, d'accumulation d'expériences qui ont peu de choses à voir avec ce qu'était le FSLN, même réuni de décembre 1979. Mais il reste à concrétiser davantage l'accord de janvier, dans trois directions : dans l'unification des fronts militaires des trois organisations, qui n'est pas réalisée, ensuite dans la construction d'organes unitaires de base qui soient à la fois les instruments de l'unité retrouvée du mouvement ouvrier et paysan

LA CREATION DE LA COORDINATION REVOLUTIONNAIRE

Aussi, dès le mois de décembre 1979, la crise politique rebondissait alors que tous les ministres civils UDN et MNR quittaient le gouvernement. Aujourd'hui, après l'intervention énergique du Département d'Etat américain, un nouveau cabinet de militaires, auxquels s'est associé le PDC, a été formé. Mais c'est, dans un tout autre sens, pour préparer une véritable marche à l'épreuve de force.

Le 11 janvier, une «coordination révolutionnaire» s'est mise en place, qui regroupe les 3 principales organisations d'extrême-gauche, BPR, FAPU et LP 28 ainsi que l'UDN.

Si la plateforme de la «coordination révolutionnaire» contient quelques phrases qui appellent au ralliement les officiers «honnêtes», aucun secteur (sauf peut-être l'UDN) ne se fait la moindre illusion sur les chances de cet appel d'être entendu massivement.

Au contraire, la coordination apparaît aux yeux des masses et des militants d'avant garde comme un cadre de front unique, sous l'hégémonie de l'extrême-gauche et rompant avec des années de sectarisme, pour préparer l'affrontement final avec le régime.

Pendant toute la période de Romero, le sectarisme a en effet, été le trait dominant des rapports entre le PCS et l'extrême-

gauche d'une part, et entre les trois principales organisations révolutionnaires d'autre part.

Toute unité d'action était systématiquement refusée par les BPR qui considéraient le FAPU et les LP 28 comme des organisations «révisionnistes». Les rapports entre les FAPU et les LP 28, entachés de tout le contentieux de la scission de l'ERP opérée dans des conditions dramatiques (y compris avec des règlements de compte) ne valaient guère mieux d'autant que le FAPU, majoritaire considérait l'unité avec les LP 28 comme un simple moyen de les intégrer en son sein.

C'est l'accord, après le coup d'Etat du 15 octobre dernier, sur la caractérisation et la dénonciation de la junte, qui en se combinant avec l'aspiration unitaire du mouvement de masse et l'échéance rapprochée

(9) La répartition des cortèges, avant le début de la fusillade était à peu près la suivante : - UDN : 20 000 participants ouvriers, employés et étudiants;

- FAPU : autour de 40 000, forte composition d'ouvriers;
- LP 28 : de 30 à 40 000, majorité d'ouvriers agricoles;
BPR : plus de 80 000, majorité d'ouvriers agricoles.

Les deux organisations qui continuent de se réclamer publiquement, sur le terrain, de la IVe Internationale, alors qu'elles ont adhéré au «Comité paritaire» regroupaient une cinquantaine

de militants pour le PST (ex LOR - fraction bolchevique) et le même nombre pour le GSI. Le soutien qu'ont apporté ces deux organisations aux forfaits de la Brigade Simon Bolivar au Nicaragua a renforcé leur marginalisation. C'est sans doute pour lutter contre une telle marginalisation que le PST soutint en septembre dernier le «Foro popular». Quant au GSI, il continue, alors que la Coordination révolutionnaire a mis ouvertement à l'ordre du jour la préparation d'une insurrection ouvrière et paysanne contre la junte, d'agiter, comme mot d'ordre central, le mot d'ordre d'Assemblée constituante.

pour faire face aux tâches et qui soient le creuset permettant de dépasser les anciens sectarismes. Enfin, il s'agira de définir les objectifs politiques que le mouvement de masse et les organisations politiques doivent s'assigner dans cette période de transition qui précède le grand choc à venir.

Force est de reconnaître à cet égard, que c'est sans doute le point le plus faible du document commun du 11 janvier, même si son objectif déclaré est de préparer l'insurrection et la destruction de l'appareil d'Etat.

Face à ce camp qui se prépare à la bataille finale, il y a l'autre camp, l'impérialisme et l'oligarchie, l'armée et les groupes paramilitaires salvadoriens. Ils ont tiré eux aussi, toutes les conséquences de la victoire sandiniste au Nicaragua. Ils savent qu'en raison de la politisation et de l'expérience accumulée, le processus de radicalisation, de trans-croissance socialiste d'une révolution salvadorienne victorieuse serait très rapidement à

l'ordre du jour. Ils mesurent avec effroi l'impact qu'elle aurait sur les autres dictatures de la région; au Honduras, au Guatemala, dans les Caraïbes.

Il faut prendre toute la mesure des dernières décisions nord-américaines comme la reprise des livraisons d'armes à la junte salvadorienne : l'impérialisme américain a décidé de faire du Salvador l'épreuve test pour contenir d'abord et demain refouler la vague révolutionnaire en Amérique centrale. Or si les conditions politiques sont plus avancées au Salvador qu'au Nicaragua, les conditions militaires d'un affrontement sont plus difficiles. «*Au Salvador ce sera, quelle qu'en soit l'issue, un bain de sang*» nous disaient des militants salvadoriens après la victoire des Sandinistes. L'exiguïté du pays, sa densité de population, le fait que ses deux seules frontières soient celles de dictatures militaires qui y ont déjà massé leurs troupes montrent que l'affrontement final, la guerre civile ouverte ne pourra pas du-

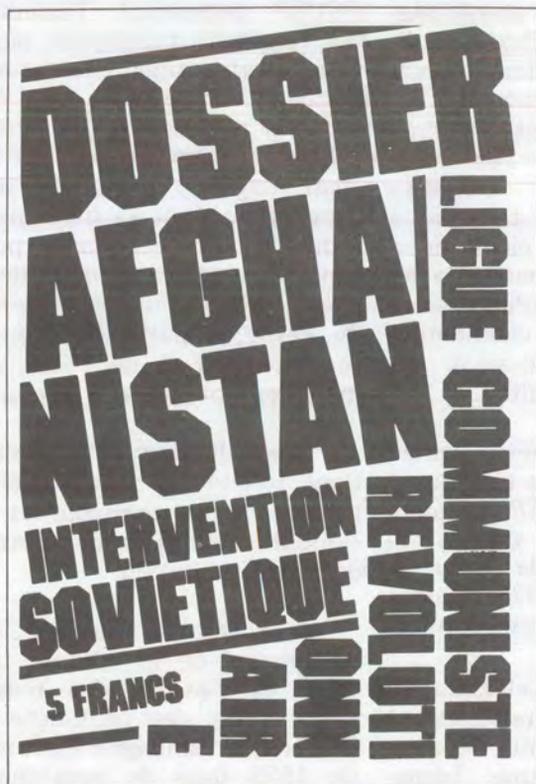
rer comme au Nicaragua plus de six semaines. C'est en quelques jours, peut-être en quelques heures, s'il y a une intervention des troupes du CONDECA (10), que l'issue de la bataille peut se jouer. Le Salvador pourrait être une des premières épreuves de force pour cette administration Carter qui a besoin d'une victoire militaire, même par troupes honduriennes et guatémaltèques interposées, pour renverser le cours de l'opinion publique américaine toujours sous le choc de la défaite de 1975 au Vietnam.

Cela donne l'enjeu de la bataille pour la solidarité avec la révolution salvadorienne dans laquelle la Quatrième Internationale a décidé de jeter toutes ses forces.

Le 15 février 1980.

(10) Alliance militaire entre les Etats-Unis et les dictatures militaires du Centre Amérique.

vient de paraître



révolution au nicaragua !

discussion et scission
dans
la IV^e internationale

[principaux documents]



«Por un gobierno de los trabajadores sin generales ni patronos»

Jean Pierre RIEL

ALA nuit tombante, une foule enthousiaste de plusieurs milliers de personnes, venue des usines, de l'université, des «*pueblos jóvenes*», ces immenses zones de misère qui ceinturent la ville, est rassemblée dans l'élégant quartier qui borde le «*Campo de Marzo*», face au siège du «*Jurado Nacional de Elecciones*», le tribunal électoral national.

Aux cris de «*Gobierno de los trabajadores, sin generales ni patronos*» («Gouvernement des travailleurs sans généraux ni patrons»), «*Unidad de la Izquierda con Blanco candidato*» («Unité de la gauche, Blanco candidat»), elle acclame les représentants de la quasi totalité des forces révolutionnaires et classistes du Pérou qui, à quelques minutes de l'expiration du délai légal, sont venus enregistrer devant ce tribunal une alliance électorale, l'ARI, (*Alianza Revolucionaria de Izquierda - Alliance révolutionnaire de la gauche*). Ari signifie oui en quechua.

L'ARI présente la candidature de Hugo Blanco, dirigeant du PRT (*Parti révolutionnaire des travailleurs*, section péruvienne de la IV^e Internationale), pour les élections générales du 18 mai prochain.

Hugo Blanco, candidat de l'ensemble des organisations révolutionnaires péruviennes, candidat de ceux qui, dans le mouvement ouvrier, au sein des organisations paysannes, ont impulsé les grandes luttes et mobilisations de ces dernières années, obligeant les mi-

litaires au pouvoir à préparer leur retour dans les casernes, candidat de ceux qui mènent le combat pour l'indépendance politique et organisationnelle du mouvement ouvrier, c'est là un événement de toute première importance pour l'ensemble des travailleurs et des exploités du Pérou, pour la gauche péruvienne, marquée par une longue tradition de division, d'atomisation même, et de sectarisme. Cela va, sans nul doute, être un facteur nouveau et déterminant d'accélération et d'approfondissement de la mobilisation des masses dans la période qui s'ouvre, à partir de l'utilisation qui pourra être ainsi faite de la campagne électorale. Ce qu'ont immédiatement, et avec inquiétude, souligné tous les commentateurs de la bourgeoisie péruvienne.

Il y a quelques semaines encore, alors que l'ensemble des organisations ouvrières débattaient sur la tactique à adopter lors des élections à venir, même les partisans les plus convaincus d'une large unité derrière la candidature de Hugo Blanco n'osaient pronostiquer un tel résultat.

Il semblait même qu'au contraire, les acquis que représentaient le FOCEP et aussi l'UDP constitués durant la campagne électorale pour la Constituante en 1978, étaient largement remis en question.

A cette époque, alors que se multipliaient les mobilisations de secteurs importants des masses péruviennes, une bonne partie des organisations ouvriè-

res et révolutionnaires du Pérou surmontaient partiellement leur atomisation extrême et leur tradition sectaire, étendant d'une certaine manière au plan de la tactique électorale, l'unité réalisée dans les mobilisations et la lutte.

C'est dans ce contexte que furent créés deux fronts électoraux, le FOCEP et l'UDP. L'un et l'autre se voulaient l'expression politique de la mobilisation unitaire des masses exploitées du Pérou. Alors que l'UDP était avant tout dominée par des organisations maoïstes et centristes et reflétait certaines des confusions politiques et stratégiques de ces courants, le FOCEP regroupait l'essentiel des forces du trotskysme péruvien, d'autres organisations maoïstes et centristes et aussi des secteurs significatifs du syndicalisme «classiste» ouvrier et aussi paysan. L'axe de son programme était la lutte pour l'unité et l'indépendance politique et organisationnelle de la classe ouvrière et des exploités du Pérou, à partir de l'approfondissement et de l'élargissement des mobilisations en cours.

Hugo Blanco fut, comme l'ont reflété les résultats électoraux, le porte-parole et le symbole aux yeux des masses de cette orientation.

L'expérience du FOCEP, expression de la volonté unitaire et classiste des masses péruviennes, s'est prolongée au-delà de la campagne électorale de 1978 dans de nombreuses mobilisations et luttes et aussi

dans l'action de ses élus à la Constituante. Elle a profondément marqué les secteurs les plus avancés du mouvement ouvrier et du mouvement paysan organisé qui continuent à s'en revendiquer et à s'identifier à elle; le caractère massif des rassemblements convoqués au nom du *FOCEP* en est l'une des meilleures preuves.

Front électoral jamais sérieusement structuré, aux comités de base nombreux, mais guère coordonnés entre eux, le *FOCEP* n'est jamais devenu ce qu'il aurait dû devenir pour répondre aux aspirations et aux espérances placées en lui par les exploités du Pérou : l'embryon d'un parti politique ouvrier de masse indépendant.

Au contraire, les préparatifs pour la campagne électorale à venir ont signifié une rupture de fait au sein du *FOCEP*.

L'une des figures les plus connues de celui-ci, Genaro Ledesma, avec un petit secteur appelé «indépendant», engageait voici quelques mois des négociations avec le Parti communiste péruvien (*Unidad*) et le Parti socialiste révolutionnaire (le parti des généraux dits «progressistes») se réclamant de la tradition réformiste bourgeoise et populiste de l'ancien président du Pérou - 1968-1975 -, le général Velasco Alvarado).

Ces négociations ont conduit G. Ledesma et ses amis à rompre avec la ligne d'indépendance de classe du *FOCEP* et à conclure une alliance électorale avec le *PCP*, le *PSR* et quelques très petits groupes sans poids politique réel; cette alliance dominée politiquement et organisationnellement par le *PCP* (*Unidad*) - bien que Ledesma soit son candidat à la présidence de la République - propose en fait quelques timides réformes dans le cadre du maintien du système de domination de la bourgeoisie et d'une classique politique de collaboration de classe au service de celle-ci.

Dans cette action de division et de trahison des bases politiques et du combat du *FOCEP*, Ledesma, bien que très largement minoritaire, a bénéficié d'un atout juridique : profitant du fait qu'il est devant les tribunaux de la dictature «propriétaire légal» du nom *FOCEP*, il a scellé son alliance avec le *PCP* (*Unidad*) et le *PSR* au nom du *FOCEP*, tentant à partir de la confusion ainsi créée de s'accaparer au plan électoral une partie du prestige et du capital politique dont celui-ci jouit dans les masses péruviennes. C'est ce «service», et non la force réduite qu'il représente, qui lui a valu le cadeau en retour du *PCP* (*Unidad*) : la candidature à la présidence de la République.

Quelles qu'aient été les limites de son impact au sein du *FOCEP* et des secteurs se revendiquant de son combat, cette opération de division aurait pu avoir de graves conséquences. En remettant en cause certains des acquis de la campagne pour l'élection de 1978 à la Constituante, elle aurait pu signifier le début d'un retour à l'atomisation complète et aux traditions sectaires de nombreux secteurs de la gauche péruvienne.

Déjà plusieurs groupes maoïstes à l'extérieur ou au sein de l'*UDP* se prononçaient pour une candidature «marxiste-léniniste», exprimant strictement leur courant, et un secteur du trotskysme péruvien, le *PST*, militait activement en faveur d'une candidature trotskyste.

Face à cette situation, le *PRT* (Parti révolutionnaire des travailleurs - section péruvienne de la *IVE* Internationale) et Hugo Blanco, l'un de ses dirigeants, se prononçaient en faveur d'un front électoral le plus large possible quant à sa composition, au sein duquel chaque organisation aurait le droit de défendre l'intégralité de ses positions, mais qui soit clairement et pratiquement un cadre d'expression de la nécessaire indépendance de classe et un instrument permettant d'avancer, dans la période actuelle, vers la réalisation concrète de cet objectif.

Un tel front, dans la conception défendue par nos camarades du *PRT*, ne doit pas chercher à résoudre, à partir de compromis confus, les divergences programmatiques profondes séparant les différents courants et organisations (maoïstes, centristes, trotskystes) qui le composent. Au contraire, reconnaissant la réalité de ces divergences, c'est-à-dire permettant à toutes les organisations qui le composent de défendre l'intégralité de leurs positions, il se base sur un programme d'action répondant aux nécessités immédiates des masses et à leur volonté de mobilisation unitaire. Expression au plan électoral de la mobilisation indépendante des masses, il exclut toute participation en son sein d'organisations bourgeoises aussi réduites soient-elles et tout accord quel qu'il soit avec des secteurs ou des forces bourgeoises aussi marginales soient-elles.

Cette conception, ratifiée lors d'une récente conférence nationale du *PRT* tenue à Lima le 13 janvier, s'inscrit dans une analyse de l'un des aspects essentiels de la situation actuelle du Pérou; en dépit de reculs partiels enregistrés lors de plusieurs mouvements de grève, la mobilisation, la combativité, et, à partir de là, la volonté unitaire des masses exploitées se sont maintenues et même développées durant toute la période qui va des élections pour la Constituante à aujourd'hui.

Dans un tel contexte, face à l'alternative réformiste et de collaboration de classe que proposent G. Ledesma, le *PCP* (*Unidad*) et les généraux du *PSR*, l'une des responsabilités des révolutionnaires est de créer les conditions d'une expression politique cohérente et unitaire au plan électoral de ces mobilisations.

Il s'agit en fait de répondre à une demande concrète des masses qui s'est exprimée avec une force croissante ces derniers mois. La tournée de meetings organisée par le *PRT* et plusieurs organisations qui composent l'*UDP*, dans le sud du pays,

dans le cadre de la campagne pour obtenir les signatures nécessaires à leur légalisation a été un extraordinaire révélateur. C'est par dizaines de milliers que se comptaient les participants à ces meetings qui partout scandaient «*Izquierda unida por un gobierno de los trabajadores sin generales ni patronos*», «*Blanco candidato por un gobierno de los trabajadores sin generales ni patronos*».

Enracinée dans cette réalité actuelle de la lutte des classes, la proposition de nos camarades du PRT prenait toute sa force.

Rapidement une première discussion bilatérale s'engageait avec le MIR (*Movimiento de Izquierda Revolucionaria* - Mouvement de la gauche révolutionnaire), l'une des principales composantes de l'UDP, pour établir les bases d'un projet de plateforme pour une telle alliance, puis la discussion s'étendait à l'ensemble des composantes de l'UDP, toujours à l'initiative du PRT.

Entre temps, se déroulait une assemblée générale nationale de l'UDP où les partisans d'un regroupement maoïste derrière la candidature d'Alfonso Barrantès Langan, le président de l'UDP, menaient une ultime bataille.

Mais l'accueil fait à Hugo Blanco, littéralement porté en triomphe par l'assemblée alors qu'il venait porter le salut du PRT et exprimer les positions de son parti quant à la tactique électorale, soulignait l'isolement de ces positions sectaires. De manière spectaculaire, les délégués de base de l'UDP exprimaient la volonté unitaire des masses péruviennes.

Finalement, le 17 janvier, veille de la date limite du dépôt officiel des alliances électorales, un accord était conclu entre le PRT et l'ensemble des composantes de l'UDP à partir duquel l'ARI (*Alianza Revolucionaria de Izquierda*) pouvait être créée.

Cet accord qui a pour base le projet de plateforme antérieurement élaboré entre le PRT et le MIR s'inscrit dans la concep-

tion développée par le PRT de ce que doit être une alliance électorale dans les circonstances actuelles.

Il stipule en particulier «*qu'aucune formation bourgeoise ne pourra participer à une telle alliance*» et que l'ARS, un petit groupe que le PRT caractérise comme bourgeois et qui est partie prenante de l'un des fronts maoïstes en est exclu. L'accord toutefois n'inclut pas de formule de gouvernement. Il comprend la répartition des candidatures pour les élections parlementaires à raison de cinquante pour cent pour les courants maoïstes et centristes et cinquante pour cent pour le «*Bloc socialiste*», c'est-à-dire pour l'essentiel des forces se revendiquant du trotskysme. Il ratifie la candidature de Hugo Blanco à la présidence de la République.

Rapidement, les autres secteurs du maoïsme et du centrisme, regroupés au sein de l'UNR et du FRAS, des fronts d'organisations qui jusqu'alors n'étaient ni dans l'UDP ou le FOCEP se sont joints à l'accord sans qu'aucune modification, tant de la plateforme que de la répartition des candidatures, soit introduite.

Le POMR (Parti ouvrier marxiste-révolutionnaire), organisation trotskyste affiliée au CORQI, a lui aussi ratifié l'accord entre PRT et UDP et, de ce fait, est comme toutes les organisations précédentes partie prenante de l'ARI.

La seule organisation révolutionnaire qui a refusé d'être partie prenante de l'ARI est le PST, l'organisation trotskyste se réclamant au Pérou de la Fraction bolchevique. Pour justifier leur sectarisme, les dirigeants du PST tentent d'utiliser des arguments se voulant principiels. Selon eux, une alliance électorale ne peut être conclue que sur une base programmatique d'ensemble, en pratique sur les bases programmatiques du trotskysme. Ne pas faire cela revient à s'engager sur la voie de la collaboration de classe et du Front populaire. C'est d'ailleurs ainsi qu'ils caractérisent l'ARI,

la position du PRT et de Hugo Blanco et aussi celle du POMR.

Cette conception, tout à fait nouvelle pour le PST et la Fraction bolchevique, doit être comprise à la lumière de ce qu'a été la tactique récente des dirigeants du PST : tout faire pour obtenir la légalisation de leur parti, collectant les signatures requises à cet effet au nom de Hugo Blanco. La légalisation du PRT n'étant pas encore acquise (60000 signatures ont été collectées alors que seulement 40000 sont requises, mais pour des raisons politiques évidentes, la dictature ne tient pas à donner un statut légal au PRT, le «*parti de Hugo Blanco*») et l'unité ne pouvant être réalisée sur une base aussi sectaire, le PST aurait été le seul cadre légal possible pour la candidature de Hugo Blanco. C'est d'ailleurs ce qu'exprimait avec peu de subtilité l'organe du PST «*Bandera Socialista*» de décembre 1979, lorsqu'il expliquait : «*Nous mettrons notre légalisation au service de la candidature de Hugo Blanco*», en d'autres termes, que Hugo Blanco devienne le candidat du PST !

Ces petites manœuvres sectaires, se cachant sous des positions faussement principielles, ont échoué; elles étaient par trop contradictoires avec la pression des masses pour l'unité derrière Hugo Blanco et condamnent aujourd'hui le PST à un isolement total ou à un nouvel et brusque virage politique, mais qui, de toute façon, laissera le PST hors de l'ARI, le délai légal pour intégrer une alliance électorale étant expiré.

Cette péripétie secondaire ne change évidemment rien à l'essentiel : l'unité des forces révolutionnaires et classistes du Pérou, pour la première fois réalisée, et derrière la candidature de Hugo Blanco.

D'ici quelques semaines va véritablement commencer la campagne électorale. Dans un contexte de crise de l'actuelle dictature qui oblige les militaires à quitter le pouvoir, alors que les alternatives bour-

geoises sont faibles et divisées, en particulier alors que l'APRA qui semblait encore puissante et cohérente lors des élections

pour la Constituante connaît une forte érosion de son prestige et de graves conflits internes, l'ARI et Hugo Blanco symboli-

sent l'alternative des masses travailleuses et exploitées du Pérou.

Elle doit, à travers le développement de la campagne et en liaison avec les mobilisations de masse que ne cesse de connaître le Pérou ces dernières années,

représenter un grand pas en avant vers l'indépendance politique et organisationnelle de celles-ci et être un exemple de politique classiste pour les masses latino-américaines dans leur ensemble.

18 janvier 1980

Cerné par les chars, Hugo Blanco fait la grève de la faim

Lima, le 5 février 1980

La formation de l'ARI (Alliance de la gauche révolutionnaire), la coalition électorale appuyant la candidature de Hugo Blanco à la présidence de la République lors des élections générales du 18 mai prochain a surpris la dictature militaire péruvienne.

Le regroupement de la quasi totalité des organisations révolutionnaires et des forces du mouvement ouvrier qui lutent pour «un gouvernement des travailleurs sans généraux ni patrons», derrière notre camarade Hugo Blanco, n'entrait pas dans ses plans : elle misait sur les divisions traditionnelles et l'atomisation des forces révolutionnaires et ouvrières du Pérou.

Cette candidature unitaire, imposée par la pression des masses, dès qu'elle s'est concrétisée, a eu un impact considérable.

Dans les «pueblos jóvenes», par exemple, ces quartiers misérables de Lima où s'entassent plus de la moitié de la population de la ville, c'est par dizaines que spontanément se sont formés des comités de soutien, tandis qu'affluent dans les locaux des différents partis des volontaires proposant leur aide pour la campagne. Dans ces mêmes «pueblos jóvenes», un nouveau sondage attribue plus du quart des intentions de vote à Hugo Blanco.

La réaction de la dictature ne s'est pas fait attendre. Dans la presse, toujours sous son

strict contrôle, une campagne hystérique est menée présentant l'ARI et Hugo Blanco comme le danger principal pour une «démocratisation harmonieuse» du Pérou pour la réalisation effective des élections générales.

Les secteurs ultra-réactionnaires de l'armée, favorables au maintien de la dictature et opposés au retour dans les casernes, arguent du prestige personnel de Hugo Blanco et du caractère unitaire de sa candidature pour renforcer leurs positions jusqu'à présent très minoritaires au sein des forces armées.

Avec l'objectif avoué de diviser l'ARI, la radio et la télévision se sont lancées dans une campagne de calomnies contre le PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs - section péruvienne de la IVe Internationale), le parti de Hugo Blanco.

Le PRT est présenté comme une formation illégale, instrument au Pérou d'une «opération internationale du trotskysme», de la IVe Internationale, pour, à partir de la candidature de Hugo Blanco, s'implanter dans le reste de l'Amérique latine !

Outre la volonté de diviser l'ARI, cette campagne vise à justifier la non-législation du PRT. D'après la loi électorale péruvienne promulguée par la dictature, seuls les partis légalisés ont le droit de présenter des candidats.

L'ARI, alliance électorale, incluant notamment en son sein l'UDP (Union démocratique populaire), légalisée lors

des élections à la Constituante, peut pour cette raison présenter légalement des candidats; de ce fait, la candidature de Hugo Blanco ne peut être remise en cause sur la base de la réglementation électorale.

Mais, parallèlement à la législation du front électorale, de nombreux partis ont mené campagne pour leur propre légalisation.

C'est en particulier le cas des trois organisations se réclamant au Pérou du trotskysme : le PRT, le POMR (Parti ouvrier marxiste-révolutionnaire) affilié au CORQI, et le PST, l'organisation au Pérou de la Fraction bolchevique.

Aucune des organisations qui composent l'ARI et qui en même temps postulaient la légalisation n'a été jusqu'à présent légalisée.

La seule organisation révolutionnaire pour l'instant légalisée est, comme par hasard, la seule à n'être pas partie prenante de l'ARI (et à refuser de soutenir Hugo Blanco : le PST - Parti socialiste des travailleurs).

Cette légalisation a d'ailleurs été officialisée presque immédiatement après que le PST ait fait connaître son refus définitif de participer à l'ARI et de soutenir la candidature de Blanco.

Le POMR et le PRT qui ont collecté l'un et l'autre un nombre de signatures équi-

valent à celui du PST (environ 60000, alors que 40000 seulement sont requises pour la légalisation) attendent toujours une réponse alors que le délai pour que le Tribunal national électoral se prononce vient à expiration.

D'après ce dernier, un grand nombre de signatures obtenues par le POMR et le PRT ne seraient pas valides : un trop grand nombre d'analphabètes seraient parmi les signataires et le Tribunal se déclare incompetent pour «légaliser» leurs signatures (sic !).

Rappelons que la Constituante a accordé le droit de vote aux analphabètes qui sont plus de quarante pour cent de la population péruvienne en âge de voter...

Un autre argument est que certains des signataires avaient déjà en 1978 signé pour la légalisation de l'APRA. Deux ans plus tard, ils sont toujours considérés comme partisans de l'APRA et ne peuvent signer pour la légalisation d'un autre parti !

Dans ces conditions, Hugo Blanco, appuyé par toutes les forces qui composent l'ARI s'est installé dans les locaux du Tribunal national électoral et y a entamé le lundi 4 février une grève de la faim pour que cessent les campagnes et les manœuvres cyniques de la dictature, pour que soient respectés les droits démocratiques élémentaires - en particulier ceux des analphabètes - votés par la Constituante, pour que soient légalisées les orga-

nisations qui, comme le POMR et le PRT, ont rempli toutes les conditions imposées par la dictature.

Cette action à l'intérieur même du Tribunal électoral national immédiatement encerclé par l'armée dans un grand déploiement de chars et autre matériel lourd, du plus populaire des candidats à la présidence de la République s'est en quelques heures transformée en un véritable scandale national.

Les manœuvres de la dictature, sa négation en pratique des droits civiques des analphabètes, les violations de ses propres règlements électoraux sont ainsi exposées devant l'ensemble du peuple péruvien.

SOLIDARITE AVEC HUGO BLANCO

